

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Donald Trump et le soft power américain

Analyse de sa politique étrangère et interne lors de son
mandat présidentiel (2016 – 2020)

Auteure : Aurore Lebrun

Promoteur : M. Amine Ait-Chaalal

Lecteur : M. Tanguy Struye de Swielande

Année académique : 2022-2023

Master [120] en Sciences Politiques, orientation Relations

Internationales, finalité spécialisée: Diplomatie et

Résolution des Conflits

Année académique : 2022-2023

Session : Août 2023

Nom : LEBRUN

Prénom : Aurore

Titre du mémoire : Donald Trump et le soft power américain. Analyse de sa politique étrangère et interne lors de son mandat présidentiel (2016 – 2020).

Promoteur : M. Amine Ait-Chaalal

Lecteur : M. Tanguy Struye de Swielande

Résumé du mémoire :

Le 8 novembre 2016, Donald Trump fut élu président des Etats-Unis. L'accès de cet homme d'affaires républicain, sans aucune expérience politique, à la plus haute fonction politique américaine fit couler beaucoup d'encre. Ce mémoire se penche sur l'état du soft power américain, établi depuis plus de 70 ans, lors du mandat de Donald Trump. En se focalisant sur sa politique étrangère et interne, ce mémoire analyse le poids que peuvent avoir sa rhétorique, sa personnalité et ses prises de décisions en tant que président sur l'opinion publique nationale et étrangère.

Mots-clés : Donald Trump, soft power, Etats-Unis, politique étrangère, politique interne.

DECLARATION SUR L'HONNEUR - PLAGIAT

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie.

Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au *Code de déontologie pour les étudiants* en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Fait le 4 août 2023

Par Aurore Lebrun

Signature



Remerciements

Je tiens à remercier mon promoteur, Monsieur Amine Ait-Chaalal, d'avoir encadré mon projet de mémoire. Non seulement il a accepté que je travaille sur ce sujet, mais il m'a également orientée, conseillée et aidée de façon que cette idée aboutisse à un mémoire qui, je l'espère, apportera sa pierre à l'édifice de la recherche scientifique.

Je voudrais également remercier ma famille pour leur soutien. Je remercie en particulier mon père qui a relu chaque chapitre de ce mémoire et qui a su trouver les mots encourageants au fur et à mesure que j'avancais dans son écriture. Je remercie aussi mes amies, Juliette et Chloé. Nos nombreuses heures passées à travailler ensemble sur nos mémoires respectifs furent une aide précieuse.

Enfin, j'aimerais remercier mon copain, Julien, qui m'a apporté son soutien inconditionnel tout au long de la rédaction de ce mémoire. Je ne compte plus le nombre de fois où, face au doute, il m'a rassurée, ni le nombre de fois où il m'a encouragée et m'a aidée à me remettre au travail. Je n'y serais pas arrivé sans lui.

Table des matières

INTRODUCTION	12
Les prémices du <i>soft power</i>	13
Le <i>soft power</i> selon Joseph Nye.....	15
L'importance de la <i>public diplomacy</i>	17
La question de recherche et les hypothèses	19
1. DONALD TRUMP : UN PARCOURS AUX REFLETS DE SA PERSONNALITE	22
1.1 Les débuts.....	22
1.2 Les élections présidentielles de 2016 : Trump saute le pas	23
1.3 Quand ce n'est pas l'homme qui s'adapte à la fonction, mais que c'est la fonction qui s'adapte à l'homme	27
1.4 Sa fin de mandat : de la montée en tensions jusqu'à l'éclatement de la violence.....	35
2. LA POLITIQUE ETRANGERE ET L'ENGAGEMENT INTERNATIONAL TRUMPIENS	
38	
2.1 Sa vision du monde.....	38
2.2 Sa rhétorique.....	39
2.3 Trump, les médias et Twitter	44
2.4 Ses actes en matière de politique étrangère	48
2.5 Ce qu'en pense l'opinion publique.....	53
3. LA POLITIQUE INTERNE DE TRUMP : UNE RUPTURE AVEC LES VALEURS TRADITIONNELLES ?	58
3.1 Immigration et droits humains	58
3.2 Non pas une... mais deux procédures de destitution.....	64
3.3 Gestion de crises : le Covid-19 et <i>Black Lives Matter</i>	67
3.4 Qu'en pense l'opinion publique ?.....	76
CONCLUSION	78

Réponses aux hypothèses	79
BIBLIOGRAPHIE	84
Monographies.....	84
Articles scientifiques	84
Documents de travail.....	86
Critiques de livres	86
Articles de presse.....	86
Interviews	89
Classements et sondages.....	89
Transcriptions de vidéos	90

Introduction

Le 8 novembre 2016 se tinrent les élections présidentielles américaines. Comme à chaque fois, cet évènement fut très attendu et suivi de près par les Américains et par le reste du monde. Or cette année-là, une certaine appréhension se mêla à l'excitation habituelle. Une appréhension qui était due au fait qu'un des deux candidats officiels des élections était un personnage pour le moins inhabituel à voir sur la scène politique américaine : il s'agissait de l'homme d'affaires Donald Trump. Ce dernier allait rester dans les mémoires pour ses nombreuses polémiques, sa personnalité défiant tous les codes de la bonne conduite, et sa campagne électorale à la méthode déloyale et aux coups bas. Nombreux furent ceux, comme Bérengère Viennot, qui se dirent qu'un tel personnage ne pouvait tout simplement pas gagner les élections et devenir président :

« Si le doute s'était insinué au cours des quelques semaines qui avaient précédé le jour J, j'étais plutôt confiante : l'élection de Trump, ce n'était pas concevable. Pas juste parce qu'il n'en avait pas l'étoffe ou que, personnellement, je n'en avais pas envie, pas seulement parce que l'idée qu'une femme devienne présidente des Etats-Unis, juste après un président noir, me séduisait drôlement, mais simplement parce que le concept était totalement, absolument, résolument ridicule. »¹

Or, pour elle et pour d'autres, le lendemain des élections fut la douche froide. Les résultats désignèrent Donald Trump comme vainqueur des élections, et il devint le nouveau président des Etats-Unis. Son mandat allait entamer une nouvelle ère dans l'histoire politique américaine. Une ère de rupture avec le passé, et qui allait introduire un nouveau cap dans la ligne de conduite américaine en termes de politiques étrangère et interne.² Beaucoup de citoyens et de politologues à travers le monde craignirent que cette élection entraînant également des conséquences sur la place des Etats-Unis sur l'échiquier mondial. Les craintes de Myunghee Kim et Jonathan O. Knuckey allèrent encore plus loin, quand ils questionnèrent l'impact que pourrait avoir Donald Trump et ses actions sur le soft power des Etats-Unis : « *How was US President Donald Trump perceived abroad during his presidency? More*

¹ Bérengère Viennot, *La langue de Trump* (Paris : Les arènes, 2019) : p. 11 – 12.

² Wayne F. Jr. Lesperance, "American Foreign Policy and the 2016 Presidential Election," *Society* 53, no. 5 (2016): p. 498 <https://doi.org/10.1007/s12115-016-0056-y> ; Matt Flegenheimer and Michael Barbaro, "Donald Trump is Elected president in stunning repudiation of the Establishment", *The New York Times*, November 9, 2016. <https://www.nytimes.com/2016/11/09/us/politics/hillary-clinton-donald-trump-president.html>

importantly, to what extent were perceptions of the US and Americans by citizens in other nations altered by their attitudes towards the policy choices of the US leader? »³

C'est dans la continuité de Kim et Knuckey que ce mémoire voudrait s'interroger sur le soft power américain lors du mandat de Donald Trump. Leurs craintes et prédictions de voir Trump abîmer le soft power américain furent-elles fondées ? Quel est l'état du soft power américain lors de son mandat ?

D'après le *Soft Power 30 Index*, un outil comparatif qui publie chaque année la liste des 30 pays les plus influents en matière de soft power au monde, les Etats-Unis ont perdu 2 positions dans le classement entre 2016 et 2017, chutant de la première à la troisième place.⁴ Les Etats-Unis continuèrent même de descendre dans le classement les années qui suivirent, en obtenant la quatrième et la cinquième place en 2018 et 2019 respectivement.⁵ Or, même si cette chute coïncide avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, l'index ne permet pas d'établir la corrélation entre les deux évènements avec certitude. Le but de ce mémoire serait d'analyser s'il y a un lien entre la dégradation du soft power américain, tel que constaté par le *Soft Power 30 Index*, et le mandat de Donald Trump. En résumé, le but serait d'analyser l'état du soft power américain pendant la période durant laquelle Trump fut au pouvoir. En premier lieu, il convient de se pencher sur ce qu'est exactement le soft power.

Les prémices du *soft power*

Les origines du soft power remontent aux travaux de certains auteurs comme Klaus Knorr, Ray Cline, Edward H. Carr et Hans Morgenthau.⁶ En effet, Hans Morgenthau s'est intéressé aux sources de pouvoir politique. Comment un Etat peut-il acquérir du pouvoir politique sur la scène internationale ? Une des ressources dont parle Morgenthau dans son ouvrage *Politics among Nations : The Struggle for Power and Peace* (1948), est la politique du prestige :

« Actually, the policy of prestige, [...], is as intrinsic an element of the relations between nations as the desire for prestige is of the relations between individuals. [...] The individual seeks confirmation, on the part of his fellows, of the evaluation he puts upon himself. [...] It is only

³ Myunghee Kim and Jonathan O. Knuckey, "Trump and US Soft Power," *Policy Studies* 42, no. 5-6 (2021): p. 682. <https://doi.org/10.1080/01442872.2021.1950668>

⁴ The Soft Power 30, "Overall ranking 2016," accessed August 5, 2023. https://softpower30.com/?country_years=2016%2C2017

⁵ The Soft Power 30 Index, "Overall ranking 2018," accessed August 5, 2023. https://softpower30.com/?country_years=2018%2C2019

⁶ Ying Fan, "Soft Power: Power of Attraction or Confusion?," *Place Branding and Public Diplomacy* 4 (2008): p. 148. <https://doi.org/10.1057/pb.2008.4>

*through his reputation for excellence that he can gain the measure of security, wealth, and power which he regards to be his due. »*⁷

Il explique que le prestige est l'image que les autres ont de nous. Au niveau mondial il s'agit donc de l'image que les autres pays ont d'un Etat en particulier. Selon Morgenthau cette image se forme dans les esprits à partir de la diplomatie d'un Etat, mais également à partir de ses capacités et usages militaires. Le prestige n'est pas une fin en soi. Il est au service des objectifs politiques d'un pays, dans ce cas-ci la démonstration de pouvoir politique : « *The policy of prestige as the policy of demonstrating the power a nation has or thinks it has, or wants other nations to believe it has [...].* »⁸ Le but est de convaincre les autres que son propre pouvoir est tel qu'il devient inévitable. Un Etat qui maîtrise l'art du prestige acquiert une présence sur la scène internationale impossible à éviter. Dès lors les autres Etats doivent, ou pensent devoir, tenir compte des intérêts politiques de cet Etat supérieur. Les ignorer reviendrait à s'attirer la désapprobation du dominant, voire des autres Etats, et à mettre en danger sa propre sécurité nationale. La politique du prestige de Morgenthau contient cette notion d'influence qui est très importante dans le soft power de Nye. La politique de prestige joue également avec la notion de réputation, basée sur l'opinion des autres. Un Etat à bonne réputation aura plus d'efficacité à faire valoir ses intérêts sur la scène internationale que s'il a mauvaise réputation. En revanche, là où le soft power de Nye se base uniquement sur une acceptation volontaire – un Etat arrive à influencer les autres de façon que ces derniers acceptent de donner priorité aux intérêts nationaux du premier – la politique de prestige de Morgenthau fonctionne également en se basant sur une acceptation contrainte, c'est-à-dire qu'un Etat impose ses intérêts aux autres par la crainte et l'intimidation. Dès lors, les autres Etats n'ont pas d'autre choix que de tenir compte des objectifs politiques de cet Etat prestigieux. En dehors de cette différence majeure entre les deux concepts, l'importance qu'accorde Morgenthau aux notions d'influence, de réputation et d'opinions dans sa politique de prestige est assez novatrice pour l'époque (« *The policy of prestige has rarely been recognized in modern political literature for what it is : the third of the basic manifestations of the struggle for power on the international scene.* »⁹), et est une source d'inspiration directe pour le soft power de Nye.

Quant à Edward Carr, éminent théoricien des relations internationales, il explique dans *The Twenty Years' Crisis, 1919 – 1939 : An Introduction to the Study of International Relations*

⁷ Hans J. Morgenthau, *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace* (New York: Alfred A. Knopf, 1948, 1st edition): p. 50.

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

(1964), qu'il ne faut pas sous-estimer l'importance des opinions. L'influence qu'elles peuvent avoir est indissociable de celle des pouvoirs militaire et économique.¹⁰

Dans la même optique, les auteurs Raven et French ont identifié 5 formes de pouvoir dans leur article « The Bases of Social Power » (1959). Parmi ces formes de pouvoir se trouve ce qu'ils appellent le *referent power*.¹¹ Ce *referent power* est une relation de pouvoir basée sur l'attractivité et l'identification, ce qui rappelle le soft power de Nye. D'après les auteurs, il s'agirait de la forme de pouvoir au spectre de possibilités le plus large. Lui est directement opposé la coercition, la forme de pouvoir la plus négative d'après Raven et French car elle détériore l'attraction, et donc le *referent power* par la même occasion. *Referent power* et coercion ont la même dynamique d'opposition que le soft et le hard power de Nye.

Certains auteurs vont même jusqu'à remonter les origines du soft power à la Chine ancienne :

« Sun Tse (544 – 496BC), a military strategist of 2,500 years ago, advocates winning a battle without a fight. The Chinese philosopher Confucius (551 – 479BC) believed that the ruler should win virtue (soft power), not by force (hard power). Similarly, Mencius (372 – 289BC) advocated rule in kingly way [...] rather than the tyrant way [...]. »¹²

L'idée du soft power ne date donc pas d'hier. La réflexion sous-jacente au soft power a émergé dans l'esprit de nombreux penseurs de différentes époques et de différents contextes. Joseph Nye n'a donc pas « inventé » le soft power proprement dit, mais il en est certainement le théoricien le plus connu.

Le soft power selon Joseph Nye

Revenons d'ailleurs sur les écrits de Nye. Il définit le soft power comme un pouvoir d'attraction : « *Soft power rests on the ability to shape the preferences of others.* »¹³ Il ne s'agit pas d'une simple influence. Car l'influence peut également passer par des moyens comme des menaces ou des récompenses, qui relèvent du hard power. Le soft power dépasse l'influence, car il implique une forme de consentement. L'autre, à travers ses objectifs qui sont désormais les mêmes que les nôtres grâce à notre pouvoir d'attraction, consent quelque part à se soumettre à ce pouvoir que nous exerçons sur lui.¹⁴

¹⁰ Fan, "Power of Attraction or Confusion?," p. 149.

¹¹ Donna A. Cristo, Review on *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, by Joseph S. Nye, *The American Economist* 49, no. 2 (2005). <https://www.jstor.org/stable/25604333>

¹² Fan, "Power of Attraction or Confusion?," p. 149.

¹³ Joseph S. Nye, *Soft Power: The Means to Success in World Politics* (New York: Public Affairs, 2005): p. 5.

¹⁴ *Ibid.*, p. 6.

Le soft power n'est pas évident à saisir dans sa définition à cause de son caractère abstrait et théorique. Dès lors, quoi de mieux pour définir ce qu'est le soft power, que de se pencher d'abord sur ce qu'il n'est pas ? La notion est plus facile à comprendre quand on la met en opposition au hard power, son contraire. Le soft et le hard power forment les deux faces d'une même pièce. Il s'agit de deux façons différentes d'influencer le comportement des autres :

« *Command power – the ability to change what others do – can rest on coercion or inducement. Co-optive power – the ability to shape what others want – can rest on the attractiveness of one's culture and values or the ability to manipulate the agenda of political choices in a manner that makes others fail to express some preferences because they seem to be too unrealistic.* »¹⁵

Dans le cas précis du soft power Nye identifie 3 sources principales : la culture, les valeurs politiques, et les politiques étrangères d'un Etat. Par culture, il entend « *the set of values and practices that create meaning for a society.* »¹⁶ Il distingue au sein de la culture la high culture de la culture populaire. La première catégorie renvoie à la littérature, aux arts et à l'éducation qui touchent le plus souvent les élites. La high culture contient également les programmes d'échanges et les bourses octroyées aux étudiants étrangers qui viennent étudier dans le pays d'accueil. Ces étudiants repartiront avec une vision à priori positive de leur pays d'études. Quant à la culture populaire, elle est composée de la pop culture, des films d'Hollywood exportés dans le monde entier, et de grandes marques commerciales comme *Coca-Cola* et *McDonald's* si on prend le cas précis des Etats-Unis. La culture populaire sert à divertir les grandes masses et peut donc aider à forger une image positive du pays qui l'exporte.

De même, les politiques étrangères et internes du gouvernement d'un Etat peuvent influencer le soft power de ce dernier. Même si le but principal de ces politiques est de poursuivre l'intérêt national, elles peuvent être attrayantes pour d'autres si elles sont bien présentées. Par exemple, une stratégie qu'adoptent souvent les pays occidentaux est de promouvoir leurs valeurs de la démocratie, des droits humains, de l'Etat de droit, comme étant des valeurs « universelles », c'est-à-dire des valeurs qui seraient désirables et applicables à tous les Etats. Ainsi, non seulement les Etats occidentaux poursuivent leurs intérêts nationaux, mais les présentent également comme attrayants pour les autres Etats. Ces derniers, en approuvant ou même en implantant ces politiques, peuvent augmenter ainsi le soft power des pays occidentaux. Cela ne peut fonctionner que si les valeurs qu'un Etat

¹⁵ *Ibid.*, p. 7.

¹⁶ *Ibid.*, p. 11.

choisit de promouvoir sont partagées par les autres.¹⁷ Ensuite, il est impératif d'être cohérent. Pour cela il faut que les actes d'un Etat en matière de politique étrangère et interne se concordent avec ses valeurs, au risque de paraître hypocrite et de détruire son soft power.¹⁸

L'importance de la *public diplomacy*

Le soft power n'est pas qu'une question d'image, de relations publiques ou de popularité éphémère. Il s'agit d'une véritable forme de pouvoir qui peut être mise à profit.¹⁹ Le soft power d'un Etat augmente quand ses politiques sont jugées légitimes par les autres Etats. À son tour, la légitimité d'un pays peut s'accroître si celui-ci arrive à manier ce que Nye appelle la « diplomatie publique » (*public diplomacy*). Il la distingue de la diplomatie traditionnelle destinée aux élites politiques, en expliquant que la diplomatie publique vise surtout les grandes masses. Dans un monde où le nombre de démocraties augmente, c'est-à-dire une forme d'organisation de pouvoir où l'opinion publique a son mot à dire dans la gouvernance du pays, l'usage de la diplomatie publique devient primordial.²⁰ Si par exemple les Etats-Unis arrivent, grâce à la diplomatie publique, à gagner la faveur des citoyens d'un autre Etat démocratique, ceux-ci peuvent presser leurs dirigeants de s'aligner sur les politiques des Etats-Unis.

La diplomatie publique se base sur le pouvoir de l'information. Savoir informer l'opinion publique étrangère sur ses propres objectifs politiques en les présentant dans un cadre narratif flatteur, est un art que tout gouvernement doit pouvoir maîtriser s'il désire accroître le soft power étatique. En revanche, avec l'arrivée d'Internet, des réseaux sociaux et des technologies avancées tout le monde a désormais accès à toute information à tout moment. Ce qui a poussé la diplomatie publique à se réinventer : avant, le défi à relever était d'arriver à passer outre les obstacles pour transmettre l'information à des populations qui n'y avaient tout simplement pas accès. Aujourd'hui, avec la démocratisation des technologies de communication, le défi pour les gouvernements est d'arriver à se frayer un chemin parmi les tonnes d'informations qui bombardent chaque jour les utilisateurs. Le problème n'est plus un manque d'informations, mais un manque d'attention. C'est le *paradox of plenty*:

« *Plenty of information leads to scarcity of attention. When people are overwhelmed with the volume of information confronting them, it is hard to know what to focus on. Attention rather*

¹⁷ *Ibid.*, p. 61.

¹⁸ *Ibid.*, p. 13.

¹⁹ Joseph S. Nye, "Soft Power and American Foreign Policy," *Political Science Quarterly* 119, no. 2 (2004): p. 257. <https://www.jstor.org/stable/20202345>

²⁰ Nye, "Public Diplomacy and Soft Power," *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616 (2008): p. 99. <https://www.jstor.org/stable/25097996>

than information becomes the scarce resource, and those who can distinguish valuable information from background clutter gain power. »²¹

L'opinion publique ne sait plus qui croire. L'enjeu devient un enjeu de crédibilité. Le but est désormais de passer pour la source d'informations la plus fiable et la plus légitime, car c'est elle qu'on écoute parmi ce brouhaha d'informations contradictoires. La politique de prestige et l'enjeu de réputation dont parlait Morgenthau prennent ici tout leur sens : « *Under the new conditions of the information age, more than ever, the soft sell may prove more effective than the hard sell. Without the underlying national credibility, the instruments of public diplomacy cannot translate cultural resources into the soft power of attraction.* »²² C'est également la crédibilité qui distingue la diplomatie publique de la propagande. Cette dernière dessert la cause du soft power national. Elle est contre-productive, tandis que la diplomatie publique cherche à dépasser la simple propagande : elle cherche également à tisser des relations à long-terme qui serviront au soft power.

La diplomatie publique se distingue aussi de la propagande par un autre facteur : elle doit écouter. Il ne sert à rien d'essayer de vendre un produit qui n'est pas populaire. Cela ne fera qu'endommager l'image du pays qui essaie de le vendre. Afin d'éviter de vendre des politiques qui paraissent arrogantes et égoïstes, il faut écouter l'audience à qui ces politiques sont destinées : « *By definition, soft power means getting others to want the same outcomes you want, and that requires an understanding of how they are hearing your messages and adapting them accordingly. It is crucial to understand the target audience.* »²³ Les mêmes discours peuvent à la fois enchanter un public local et heurter un public étranger. Ainsi, quand le président George W. Bush regroupa la Corée du Nord, l'Iran et l'Irak sous l'appellation « l'axe du mal », ses propos eurent beaucoup de succès auprès du public américain. Toutefois, en dehors des frontières nationales sa façon de mettre 3 situations diplomatiques différentes sous le même label moral fut vivement critiquée.²⁴

La diplomatie publique, tout comme le soft power, reste difficile à manier du fait de son abstractivité et parce qu'elle englobe tant de facteurs différents. Le *Soft Power 30 Index* a tenté de prendre en compte le plus de facteurs de soft power possibles dans l'établissement de ses classements, en divisant les 3 sources principales définies par Nye en 6 catégories : le digital, la culture, l'entreprise, l'éducation, l'engagement international et le gouvernement.²⁵ Le

²¹ *Ibid.*

²² *Ibid.*, p. 101.

²³ *Ibid.*, p. 103.

²⁴ *Ibid.*, p. 104.

²⁵ The Soft Power 30, "What is Soft Power?" accessed August 5, 2023. <https://softpower30.com/what-is-soft-power/>

digital renvoie aux capacités et à la diplomatie digitales d'un Etat. La culture comprend tant la high culture que la culture populaire, tandis que l'entreprise renvoie au modèle économique et aux capacités innovatrices du monde de l'entreprise d'un Etat. Quant au facteur de l'éducation, il désigne l'attractivité d'un Etat pour les étudiants internationaux, ses bourses scolaires, etc. Les facteurs de l'engagement et du gouvernement sont les plus intéressants dans ce cas-ci, car il s'agit de ceux qui seront mobilisés dans ce mémoire. L'engagement comprend « *the strength of a country's diplomatic network and its contribution to global engagement and development* » tandis que le gouvernement est défini comme étant le « *commitment to freedom, human rights, and democracy, and the quality of political institutions.* »²⁶

Parce qu'il n'est pas possible de prendre en compte tous les facteurs qui génèrent potentiellement du soft power, notre analyse prendra uniquement en compte les facteurs de l'engagement international et du gouvernement du Soft Power 30 Index, parce qu'ils renvoient directement aux sources de soft power que sont la politique étrangère et interne, et les valeurs politiques, telles que définies par Nye.

La question de recherche et les hypothèses

Dès lors, ce mémoire tentera de répondre à la question de recherche suivante :

À travers le prisme de la politique étrangère et interne, et des valeurs politiques, quel est l'état du soft power américain lors du mandat de Donald Trump ?

Au vu des classements des années 2017 à 2019 du *Soft power 30 Index*, et des craintes générales que suscita l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, on peut avancer l'hypothèse suivante :

Hypothèse 1 : *Donald Trump a eu un impact « négatif » sur le soft power américain.*

« Négatif » renvoie ici à une possible rupture avec le passé qu'aurait engendrée Trump, une rupture qui aurait pu être interprétée par l'opinion publique américaine et étrangère comme étant inquiétante, parce qu'elle pourrait être perçue comme un trahison des valeurs véhiculées traditionnellement par les Etats-Unis. Ce qui aurait pu à son tour mener à une cassure de la légitimité américaine sur la scène internationale, et à une atteinte au lien de confiance avec les Etats alliés et partenaires des Etats-Unis.

S'il y a eu effectivement rupture avec l'opinion publique américaine et étrangère, les dégâts ainsi infligés au soft power américain ont peut-être été limités par Trump s'il fut attentif aux critiques et aux feedbacks de ces mêmes opinions publiques. Comme l'a expliqué

²⁶ *Ibid.*

Nye, il y a un principe sous-jacent de réciprocité qui gouverne le soft power, selon lequel l'Etat qui le manie se doit d'être attentif aux attentes et aux intérêts des Etats visés par son soft power. La deuxième hypothèse voudrait se pencher sur cette fameuse capacité d'écoute que devaient avoir les Etats-Unis de Trump. Le mot « réceptif » de la deuxième hypothèse renvoie donc à cette exigence, soumise aux Etats qui désirent manier un soft power efficace, de compréhension de son public visé :

Hypothèse 2 : Donald Trump a été « réceptif » à l'opinion publique nationale et étrangère.

Afin de répondre à la question de recherche et aux hypothèses proposées, ce mémoire comprendra trois parties. La première passera en revue l'ascension de Trump sur la scène politique américaine, de son enfance jusqu'à son élection en tant que président. Elle comportera aussi une analyse de sa personnalité, au travers de la théorie de James Barber, afin de discuter de l'influence que peut justement avoir la personnalité d'un dirigeant sur ses choix politiques, et donc par extension, sur le soft power de son Etat. Ensuite, la deuxième partie s'intéressera aux grands axes de la politique étrangère de Trump. La dernière partie étudiera la politique interne mise en place par Trump, et son rapport aux valeurs telles que les droits humains et la démocratie. Les deux dernières parties contiendront chacune également une analyse de sondages de l'opinion publique nationale et étrangère sur les sujets abordés. Ces sondages forment véritablement l'outil de mesure de la diplomatie publique de Donald Trump. Enfin, les observations finales ainsi que les éléments de réponse à la question de recherche et aux hypothèses se joindront dans la conclusion finale de ce mémoire.

1. Donald Trump : un parcours aux reflets de sa personnalité

Donald Trump aura été un personnage atypique et inattendu sur le devant de la scène politique américaine et internationale. De son annonce à la candidature aux républicaines en 2016 jusqu'à la passation de pouvoir chaotique en 2021, son mandat fut haut en couleurs. Le mandat de Donald Trump enchaîna les rebondissements inattendus, mettant en scène un personnage aux comportements déconcertants et aux répliques choquantes. Il modela la fonction présidentielle à son image, celle d'un showman et businessman. Une image héritée de sa carrière professionnelle antérieure à son parcours à la Maison Blanche.

1.1 Les débuts

Dès ses 26 ans, après avoir été diplômé à l'Université de Wharton,²⁷ Donald Trump entra dans l'entreprise de son père dans le quartier de Queens à New York. Frederick Trump était agent immobilier et avait fait fortune avec son entreprise de développement immobilière. Il nomma très vite son fils président de la firme au début des années 1970. Or ce dernier nourrissait ses propres ambitions et avait notamment des vues sur Manhattan. Selon lui c'était là que les affaires intéressantes se concluaient et qu'il pourrait entrer en compétition avec les « *big boys* ».²⁸ Son premier véritable succès commercial fut l'inauguration du *Grand Hyatt Hotel* en 1980. Il prit dès lors son indépendance et construisit son propre empire : hôtels, clubs de golf, casinos, ... Donald Trump devint propriétaire de toutes sortes de biens et fit fortune. À côté d'être riche, il désirait également être connu. À partir des années 1990 il usa de son statut d'entrepreneur à succès pour se montrer au grand public en faisant de fréquentes apparitions à la radio et sur les plateaux de télévision. Il enchaîna également plusieurs petites apparitions dans des films et séries télé. C'est ainsi qu'il devint une figure connue dans la culture des célébrités américaines. En 2004 il obtint sa propre émission de télévision dont il devint la figure centrale : *The Apprentice*.²⁹ Le principe de cette émission inspirée du monde des affaires était de mettre en scène un businessman célèbre qui devait faire passer des entretiens d'embauche à des candidats et les éliminer un par un. Celui qui restait jusqu'à la fin se voyait proposer un poste de cadre supérieur au sein de l'entreprise de l'homme d'affaires. Donald Trump ne fut pas uniquement connu pour sa

²⁷ Robert C. Smith, *Questions of Character: The Presidency of Donald J. Trump* (Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2022), p. 57.

²⁸ *Ibid.*, p. 60.

²⁹ *Ibid.*, p. 17.

carrière professionnelle, mais également pour sa vie privée mouvementée : ses histoires de mariages et de divorces très médiatisées participèrent à faire de lui une star.

À partir de 1998 l'envie lui prit de s'engager d'une façon ou d'une autre dans le monde politique national. L'idée de peut-être même postuler une fonction politique lui traversa l'esprit. Pourtant en matière de politique les opinions de Trump n'avaient pas été constantes jusque-là. Dans un premier temps il avait soutenu le Parti démocrate, affirmant même dans son livre « *The America We Deserve* » qu'il était pour l'avortement, les taxes sur les riches et pour un système de sécurité sociale plus soutenu.³⁰ Il vira ensuite de bord en s'affiliant au Parti républicain une première fois en 2009 et une deuxième fois en 2012. Or, même au sein du Grand Old Party ses positions évoluèrent dans leur degré de conservatisme, passant d'un conservatisme modéré à ce qu'on peut identifier comme étant du paléo-conservatisme.³¹ Notamment en matière d'immigration, de commerce et de politique étrangère, ses opinions se rapprochèrent beaucoup des idées paléo-conservatrices d'une politique étrangère isolationniste, d'un commerce protectionniste et d'une tolérance minime au regard des réfugiés. Ce papillonnage d'un mouvement politique à un autre lui causa d'ailleurs quelques soucis quand il se mit en tête de se présenter aux primaires républicaines de 2012. Lors d'une rencontre avec le producteur Steve Bannon et l'activiste républicain Dave Bossie en 2010, ces derniers lui firent comprendre que des traces écrites et enregistrées de ses idées politiques antérieures existaient et pourraient mettre à mal sa crédibilité aux yeux des Républicains.³² Ses affirmations en faveur du droit à l'avortement ne concordaient pas avec la position *pro-life* républicaine. Tout comme ses nombreuses donations au Parti démocrate allaient finir par lui retomber dessus s'il se présentait comme candidat du mouvement Tea Party.³³ Il décida donc de ne pas se présenter aux primaires de 2012.

1.2 Les élections présidentielles de 2016 : Trump saute le pas

Toutefois en 2016 il réenvisagea le projet, et cette fois-ci il se lança. L'annonce de la candidature de Donald Trump aux primaires républicaines le 16 juin 2015 était pour le moins étonnante, vu son absence totale d'expérience politique. Il n'avait encore jamais rempli de fonction publique ou politique par le passé, et n'avait pas d'attaches politiques fortes. Son cas représentait une première dans l'histoire des élections présidentielles américaines.

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

³² Bob Woodward, *Fear: Trump in the White House* (New York: Simon & Schuster, 2018), p. 3.

³³ *Ibid.*, p. 5.

Sa campagne électorale démarra d'un mauvais pied : pendant les premiers mois il fut la risée des journaux parce qu'il n'arrivait pas à monter dans les sondages. Il n'obtint aucun soutien, même pas du Parti républicain qui le voyait comme une menace pour la crédibilité du parti. Si cela n'avait tenu qu'à eux, les leaders du Grand Old Party auraient bloqué sa candidature. De plus, Ted Cruz et Jeb Bush participèrent en tant que candidats aux primaires. Ted Cruz était le sénateur du Texas et le favori parmi les candidats républicains. Jeb Bush, ex-gouverneur de la Floride, est, comme son nom l'indique, le frère et le fils de deux ex-présidents américains. Des adversaires à première vue difficiles à affronter donc. Après avoir viré Paul Manafort comme directeur de campagne, Donald Trump engagea Steve Bannon pour le remplacer.³⁴ Dès lors Trump développa grâce à l'aide de Bannon et sous l'influence de Pat Buchanan³⁵ une stratégie plus définie pour sa campagne : il miserait surtout sur le soutien des classes moyenne et ouvrière blanches, quitte à s'aliéner l'électorat afro-américain auprès duquel il avait pourtant une certaine popularité. Un pari risqué. En effet, Trump avait la cote auprès de la communauté noire et latino grâce à son émission *The Apprentice* qui, sans baigner dans les stéréotypes, mettait en scène un grand nombre de personnes issues de ces communautés. Or, il décida de sacrifier ce potentiel électorat de partisans en adoptant des visions politiques plus proches de celles des Chrétiens blancs et non-diplômés, issus du *Rust Belt*.³⁶ Il joua sur leur peur des immigrés en adoptant un discours raciste et dur envers les migrants. Il instrumentalisa également leur colère d'être les « oubliés » des Etats-Unis, en leur promettant d'être leur porte-parole. Trump misa sur une stratégie populiste et nationaliste, concentrée sur les Blancs. Et cela fonctionna. Il réussit à se fidéliser une grande partie de l'électorat visé. À un point tel qu'il semblait désormais immunisé : quoi que Trump dise ou fasse, ses partisans continuèrent à le soutenir malgré l'avalanche de critiques qu'il essuya des médias et de ses opposants. Il avait beau être ridiculisé par des collègues républicains, cela n'impacta pas sa base électorale : Mitt Romney, adversaire républicain d'Obama lors des élections de 2012, avait dit de Trump qu'il n'était qu'un « *vulgar racist and misogynist* »³⁷, tandis que Ted Cruz l'insulta de « *utterly immoral pathological liar.* »³⁸ Et pourtant, Trump gagna les primaires et acquit le statut de nominé républicain présidentiel. Il remporta 44,9% des votes, contre 26% seulement pour Ted Cruz.³⁹ Trump était loin de faire l'unanimité au sein du GOP : à tel point qu'à la Convention Nationale Républicaine du 18 au 21 juillet 2016,

³⁴ *Ibid.*, p. 16.

³⁵ Smith, *Questions of Character*, p. 21.

³⁶ *Ibid.*, p. 23.

³⁷ *Ibid.*, p. 25.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ *Ibid.*, p. 27.

lors de laquelle les délégués du parti nomment officiellement leur candidat à la présidence, plusieurs grandes figures du parti boycottèrent ou furent absents de la Convention en signe de protestation contre la candidature de Trump. Ainsi, les deux ex-présidents Bush, et Mitt Romney refusèrent d'être présents ; le gouverneur d'Ohio et hôte John Kasich boycotta sa propre convention ; tandis que Ted Cruz refusa d'approuver Donald Trump en tant que candidat potentiel.⁴⁰ Face à une telle aversion de son propre parti, on peut se demander comment Trump réussit à garder le cap. Hiu et Jacobson avancent l'argument que Trump doit son salut à sa capacité à attirer les masses républicaines, tout en essayant de virulentes oppositions de la part des élites républicaines.⁴¹ Cela démontra à quel point Trump s'était imposé à l'encontre des préférences du GOP. Une première dans l'histoire électorale républicaine.

Du côté démocrate, ce fut la sénatrice Hillary Clinton qui remporta les primaires. Clinton peut être considérée comme une Démocrate modérée face au socialiste Bernie Sanders, qui fut son rival principal lors de la campagne démocrate. Son atout majeur était le fait qu'elle avait, contrairement à Trump, une grande expérience de la scène politique : elle fut Première Dame des Etats-Unis de 1993 à 2001, sénatrice de l'Etat de New York de 2001 à 2009, avant d'occuper la fonction de secrétaire d'Etat lors du premier mandat d'Obama.⁴² De plus elle était la première femme à avoir atteint les élections présidentielles comme candidate officielle d'un des deux grands partis américains. Le face à face présidentiel opposerait donc Donald Trump avec Mike Pence à la vice-présidence, à Hillary Clinton qui avait choisi Tim Kaine comme second. Les élections s'annonçaient difficiles : d'un côté un candidat divisif et problématique, qui avait eu des propos racistes, antisémites et misogynes ; de l'autre une candidate qui avait son propre lot de scandales à son actif.

Dès le début de la campagne électorale, Clinton prit les devants. Tous les sondages prédisaient sa victoire. Les médias quant à eux choisirent de se concentrer sur la campagne de Trump : ils scrutèrent de près tous ses meetings et n'hésitèrent pas à commenter le moindre de ses faux pas. C'est à peu près à cette période que *The Washington Post* dévoila la vidéo archivée datant de 2005 de l'émission *Access Hollywood* dans laquelle Trump tient des propos injurieux et insultants envers les femmes : « *When you're a star they let you do it. You*

⁴⁰ *Ibid.*, p. 28.

⁴¹ Huchen Liu and Gary C. Jacobson, "Republican Candidates' Positions on Donald Trump in the 2016 Congressional Elections: Strategies and Consequences," *Presidential Studies Quarterly* 48, no. 1 (March 2018): p. 53.

https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/psq.12414?casa_token=z1SdsotRDeYAAAAA:7HyIRT2Y7eetSGQgnziobEzpHXVcQTLs3CWge5l0OWAfwQvAr_86m9uFrWDp1w6Wa04HpkX9qiHQENSA

⁴² Lesperance, "American Foreign Policy and the 2016 Presidential Election," p. 499.

can do anything. Grab them by the pussy. »⁴³ La sortie de cette vidéo provoqua une onde de choc sur tout le pays. Le lendemain Donald Trump fit une apparition sur la chaîne de télévision *Fox News* pour présenter des excuses officielles. Il en profita pour attirer l'attention du public sur le déclin de la nation, sous-entendant que les Démocrates comme Hillary Clinton en étaient responsables, et pour accuser Bill Clinton et sa femme d'avoir respectivement abusé des femmes et de les avoir harcelées, attaquées, humiliées et intimidées :

« *We're living in the real world. This is nothing more than a distraction from the important issues we are facing today. We are losing our jobs; we are less safe than we were eight years ago, and Washington is totally broken. [...] Bill Clinton has actually abused women and Hillary has bullied, attacked, shamed and intimidated his victims.* »⁴⁴

Suite à ce scandale, le Parti républicain poussa Trump à se retirer de la campagne électorale et à céder sa place à Mike Pence, qui aurait concouru avec Condoleezza Rice comme vice-présidente à ses côtés.⁴⁵ Or, Trump s'obstina à ne pas lâcher l'affaire : le jour même, il réaffirma qu'il resterait dans la compétition à travers un tweet et une rencontre avec ses partisans.

Ceci est un exemple de la méthode électorale de Trump. D'un côté il sembla se relever de chaque nouveau scandale qui l'assailit, se bornant à continuer la campagne électorale sans se soucier des dégâts que ces scandales pourraient apporter à son image. De l'autre, il prit l'habitude de se défendre en détournant l'attention sur les scandales de Hillary Clinton, qui à son tour répondit aux coups bas de Trump en pointant du doigt les controverses dont ce dernier faisait l'objet. Dès lors s'installa une rivalité entre les deux candidats qui n'avait plus rien à voir avec le *fair-play* exigé d'une campagne électorale fédérale. Les deux se renvoyaient la balle à coups de dénigrement mutuels. L'affaire des mails dont fut accusée Clinton revint maintes fois dans la bouche de Trump, qui menaça même de la poursuivre en justice.⁴⁶ Clinton avait notamment utilisé un compte personnel pour envoyer des courriels professionnels lors de son mandat de secrétaire d'Etat, ce qui est illégal au vu des risques de sécurité associés à un tel acte. Cette affaire éclata en mars 2015.⁴⁷ Quant à Trump, il dut affronter, à côté de la polémique autour de la vidéo de *Access Hollywood* mentionnée précédemment, l'affaire de

⁴³ Woodward, *Fear*, p. 30.

⁴⁴ Fox News, "Donald Trump apologizes for controversial video remarks," YouTube, October 8, 2016, 1:29. <https://www.youtube.com/watch?v=eA597Kn5iPk>

⁴⁵ Woodward, *Fear*, p. 31.

⁴⁶ Liam Stack, Jonah Engel Bromwich, Karen Workman and Tim Herrera, "Donald Trump's New York Times Interview: Full Transcript." Interview. *The New York Times*, November 23, 2016. <https://www.nytimes.com/2016/11/23/us/politics/trump-new-york-times-interview-transcript.html>

⁴⁷ Michael Schmidt, "Hillary Clinton used Personal Email Account at State Dept., Possibly Breaking Rules," *The New York Times*, March 2, 2015, <https://www.nytimes.com/2015/03/03/us/politics/hillary-clintons-use-of-private-email-at-state-department-raises-flags.html>

l'ingérence russe dans les élections présidentielles américaines qui éclata plus ou moins au même moment. Dès lors on comprend l'atmosphère quelque peu chaotique qui caractérisa cette campagne électorale. Les deux candidats avaient des problématiques qui impactèrent leur popularité. Des sondages révélèrent d'ailleurs que Trump et Clinton furent les candidats à la présidence les moins appréciés de l'histoire moderne : 37% des sondés répondirent qu'ils n'étaient pas en faveur d'Hillary Clinton, 53% désavouèrent Trump.⁴⁸

Jusqu'au jour des votes, les sondages continuèrent à assurer que les élections seraient remportées par la Démocrate. Ils garantirent même une certaine marge de victoire pour Hillary Clinton. Pourtant le lendemain du 8 novembre 2016, jour où les Américains allèrent aux urnes, les résultats prirent tout le monde de court. Malgré le fait que Clinton remporta le vote populaire (65,9 millions de votes pour Clinton contre *grosso modo* 63 millions pour Trump⁴⁹), la victoire revint à Trump. À la surprise générale, il avait réussi à rallier à son camp trois Etats précédemment bleus : la Pennsylvanie, le Wisconsin et le Michigan.⁵⁰ Chaque fois, le Républicain avait moins de 1% d'écart avec la Démocrate dans ces Etats. Pourtant ce sont eux qui ont fait basculer le scrutin en faveur de Trump. Grâce à eux, ce dernier remporta 304 grands électeurs contre 227 pour Clinton.⁵¹ C'est donc avec une marge très serrée qu'il devint le 45^e président des Etats-Unis. Mais à quoi allait ressembler son mandat ? Quel genre de mandat présidentiel Donald Trump allait-il mener ?

1.3 Quand ce n'est pas l'homme qui s'adapte à la fonction, mais que c'est la fonction qui s'adapte à l'homme

Afin de répondre à ces questions il convient de se pencher sur la théorie de James David Barber.⁵² Ce dernier explora la question plus générale de la performance présidentielle : peut-on prédire comment un candidat élu remplira sa fonction présidentielle ? Dans une certaine mesure, oui. Barber identifia 5 facteurs à prendre en compte pour l'étude de la performance présidentielle. En combinant ces 5 critères on obtient une grille de lecture qui permet de caractériser, et idéalement de prédire, le type de

⁴⁸ Smith, *Question of Character*, p. 29; James E. Campbell, et al., "A recap of the 2016 Election Forecasts," *PS: Political Science & Politics* 50, no. 2 (April 2017), p. 334. <https://www.cambridge.org/core/journals/ps-political-science-and-politics/article/abs/recap-of-the-2016-election-forecasts/47D0EEEDD5030B5F152AEB9B92A94DCE1>

⁴⁹ James E. Campbell, *A Recap of the 2016 Election Forecasts*, p. 331.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 332.

⁵¹ Jérôme Cartillier and Gilles Paris, *Amérique années Trump* (Paris : Gallimard, Esprits du Monde, 2020), p. 93.

⁵² James Barber, *The Presidential Character: Predicting Performance in the White House* (New York: Pearson Longman, 2009, 4th edition).

présidence qu'un candidat élu mènera. Même s'il ne fut pas le premier à adopter une approche plus psychologique de l'étude des sciences politiques⁵³, Barber a le mérite d'avoir « marqué le coup » en développant une théorie ambitieuse et complète. Il convient toutefois de la manier avec prudence. Les conclusions que l'on peut tirer grâce à la théorie de Barber ne reflètent qu'une partie de la complexité du sujet étudié. On ne peut réduire une personne à sa psychologie seule. D'autres facteurs influents sont à prendre en compte.

Barber a introduit 5 facteurs qui déterminent selon lui la nature de la relation entre personnalité individuelle du dirigeant et pouvoir politique. Les 3 premiers facteurs sont également les plus importants : il s'agit du caractère (*character*), la vision du monde (*worldview*), et le style (*style*) du dirigeant.⁵⁴ Le caractère d'un dirigeant renvoie à l'image qu'il a de lui-même. Selon quels critères se juge-t-il ? A-t-il une grande estime de soi ? Comment aborde-t-il la vie en générale ? D'après Barber, le caractère d'une personne se forge durant l'enfance, à travers les expériences de vie. Dans le cas de Donald Trump, il montra un caractère borné et énergique dès l'enfance. Quand il désirait quelque chose, il comptait bien l'obtenir par tous les moyens et pouvait se montrer impitoyable s'il le fallait. Il explique qu'il était le caïd de son quartier quand il était jeune, et qu'il entraînait les autres enfants dans ses bêtises.⁵⁵ Donald Trump est considéré comme une personne narcissique avec une confiance en soi débordante. Il a une réelle soif de reconnaissance : ses plus proches collaborateurs ont très vite compris qu'il fallait enrober de flatteries tout message à adresser à Trump. Mike Pence, le vice-président, était particulièrement fort à ce jeu : « *Au rythme de 14,5 compliments à la minute, selon les calculs du Washington Post, le vice-président Mike Pence s'illustre dans un exercice de flatterie télévisée.* »⁵⁶

Or Trump n'attend pas l'approbation des autres pour se flatter lui-même. En marge de l'Assemblée générale de l'ONU à l'automne 2019, il déclara ainsi qu'il pourrait obtenir le prix Nobel de la Paix en récompense de nombre de ses actions, tout en sous-entendant que le prix n'était pas attribué de façon honnête puisqu'il ne l'avait pas encore reçu. Obama quant à lui s'est vu attribuer le prix Nobel de la Paix, alors que d'après Trump « *il ne savait même pas pourquoi il l'avait.* »⁵⁷ Il ne pouvait y avoir que supercherie, Trump était incapable de le concevoir autrement. Cet exemple démontre un trait de caractère récurrent chez Trump : il est prêt à modifier la réalité pour qu'elle colle à sa vision des choses.

⁵³ Smith, *Questions of Character*, p. 43 – 44.

⁵⁴ Barber, *The Presidential Character*, p. 5 – 6.

⁵⁵ Smith, *Questions of Character*, p. 56.

⁵⁶ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 179 – 180.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 182.

Hormis son propre avis il ne tient compte de celui de personne, même pas de celui des experts. Il pense tout savoir et montre un dédain et un mépris envers la science en général. Un trait qui se reflète dans son style de diriger. De plus il est impulsif et têtu. Une anecdote particulièrement démonstrative de ces traits de caractère est la suivante : durant ses premiers mois à la Maison Blanche, Trump découvrit avec mécontentement que les Etats-Unis avaient annuellement un déficit commercial de \$18 milliards avec la Corée du Sud, en plus de \$3,5 milliards attribués au maintien des troupes américaines stationnées sur le sol coréen.⁵⁸ Ces arrangements étaient incarnés dans l'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et la Corée du Sud (également connu sous le nom de KORUS). Accord capital pour la sécurité nucléaire des Etats-Unis. Or Trump entra dans une colère noire quand il découvrit les montants que l'Etat américain déboursait pour maintenir le KORUS, estimant que les Américains payaient trop cher pour assurer leur sécurité nationale. Il se mit en tête de retirer les Etats-Unis du KORUS. Décision qui, à côté du fait qu'elle pourrait compromettre la relation américano-coréenne, pourrait surtout être fatale pour la sécurité étatique américaine. Ce que ses plus proches conseillers s'empressèrent de lui rappeler encore et encore. Mais rien n'y fit : pendant des mois Trump menaça de s'exécuter à chaque fois que le sujet revint sur la table. Ses collaborateurs se retrouvèrent ainsi à jouer à un jeu dangereux : puisqu'il était impossible de dissuader Trump de démanteler le KORUS, la meilleure stratégie à adopter était de le distraire du sujet. Gary Cohn, premier conseiller économique du président, et Rob Porter, secrétaire du personnel de la Maison Blanche, expliquent ainsi qu'ils ont dû cacher le document qui concrétisait le retrait américain du KORUS, afin que Trump ne le voie pas et ne puisse pas le signer :

*« I stole it off his desk [...] I wouldn't let him see it. He's never going to see that document. Got to protect the country. »*⁵⁹

Le deuxième facteur de Barber à prendre en compte est la vision du monde qui se forme pendant l'adolescence. Elle renvoie à la façon dont la personne perçoit le monde. Celle de Trump est caractérisée par une vision dichotomique de la vie : tout est soit noir, soit blanc. Il y a peu de place pour le gris et la nuance. Dès lors, l'adage « si tu n'es pas avec moi, tu es contre moi » est une phrase qui pourrait sortir de la bouche de Trump sans surprise. Un autre trait marquant est sa tendance à envisager les choses sous un angle Hobbesien : dans un monde anarchique où règne le « chacun pour soi », l'homme à l'état de nature vit sous la menace permanente de ses congénères. Il représente à la fois une proie et un danger pour lui-

⁵⁸ Woodward, *Fear*, p. xviii.

⁵⁹ *Ibid.*, p. xviii - xix.

même. Pour survivre il faut donc être plus fort que les autres, et se montrer très compétitif et combattant dans la vie. Tout rapport à l'autre est un rapport de force dans lequel il faut absolument avoir le dessus. Trump parle tout le temps de *winner*s et de *loser*s.⁶⁰ La première catégorie est celle des forts, des ambitieux, qui mangent les autres pour survivre. Il s'agit pour lui de la catégorie d'êtres humains dont il faut absolument faire partie. La deuxième est celle des faibles, des « ratés », qui se font manger par les *winner*s et qui ne survivront pas dans ce monde.

Enfin, le troisième facteur de Barber caractérisant la performance présidentielle est celui du style. Le style présidentiel est le facteur le plus facile à caractériser, car le plus visible et le plus repérable. Le style s'acquiert à l'âge de jeune adulte et résulte du caractère et de la vision du monde déjà acquis à ce moment-là. Après s'être formé une opinion de soi et de son environnement, la personne développe sa façon d'interagir avec ce dernier. Dans un cadre présidentiel, le style renvoie à la façon dont le président s'acquitte de ses trois tâches : sa façon de parler et ses discours (*rhetoric*), l'entretien de ses relations personnelles (*personal relations*), et son travail administratif (*homework*).⁶¹ Il s'agit véritablement de la façon dont le président organise et mène son mandat. Certains présidents se concentrent uniquement sur leur rhétorique et aiment s'exposer au grand public, tandis que d'autres préfèrent régler certaines questions par des rencontres à huis clos et à travers des discussions informelles.

Dans le cas de Donald Trump, son mandat présidentiel est considéré aujourd'hui comme l'un des plus singuliers de l'histoire politique des Etats-Unis. Premièrement, dès son arrivée au poste de président, le Républicain n'hésita pas à « faire le tri » au sein du personnel exécutif. Durant sa première année de présidence seulement, le taux de rotation du personnel fut de 35%, soit le double de Ronald Reagan, qui détient la deuxième place sur le podium des taux de rotation les plus élevés de l'histoire américaine avec 17% durant sa première année de mandat.⁶² Rares furent ceux qui tinrent jusqu'au bout des 4 ans de mandat de Trump comme le Vice-Président Mike Pence. Tout au long de son mandat, ses plus proches collaborateurs furent remplacés dans un mouvement de va-et-vient. Il changea 4 fois de conseiller à la Sécurité Nationale (*National Security Advisor* ou *NSA*) et 6 fois d'adjoints au sein du conseil de Sécurité Nationale.⁶³ Paul Manafort fut remplacé par Steve Bannon en tant que directeur de campagne ; Mike Pompeo remplaça quant à lui Rex Tillerson au poste de secrétaire d'Etat. Et ceci sans compter tous ceux qui démissionnèrent d'eux-mêmes : ainsi, le

⁶⁰ Smith, *Questions of Character*, p. 58.

⁶¹ Barber, *The Presidential Character*, p. 5.

⁶² Karen M. Hult, "Assessing the Trump White House," *Presidential Studies Quarterly* 51 (2021): p. 6.

<https://doi.org/10.1111/psq.12700>

⁶³ *Ibid.*, p. 6.

secrétaire du personnel de la Maison Blanche, Rob Porter, démissionna le 7 février 2018. Gary Cohn, mentionné précédemment, claqua la porte le 6 mars 2018 et fut remplacé par Larry Kudlow. Même le secrétaire à la Défense, James Mattis, aussi appelé « Mad dog », décida de quitter son poste fin 2018. Ce dernier fut d'ailleurs connu pour avoir été l'un des rares éléments de stabilité au sein d'une Maison Blanche trumpienne chaotique. Car l'ambiance qui régna à la Maison Blanche est aujourd'hui décrite comme une ambiance de compétition et d'anarchie. Le conseiller juridique de la Maison Blanche Don McGahn décrit « *the general atmosphere [as being] like parenting unruly toddlers.* »⁶⁴ À côté du fonctionnement de la Maison Blanche, le désordre régnait également au sein du processus décisionnel :

« *The president often made decisions with only one or two or three people involved. There was no process for making and coordinating decisions. Chaos and disorder were inadequate to describe the situation. It was a free-for-all. The president would have an idea and say, 'I want to sign something.' And [Rob] Porter would have to explain that while Trump had broad authority to issue executive orders, for example, a president was frequently restricted by law. Trump had no understanding of how government functioned.* »⁶⁵

Quant à la partie administrative de son travail, Donald Trump avait sa propre manière de s'en acquitter : c'est-à-dire qu'il ne s'en occupait tout simplement pas. Il préférerait passer ses journées dans son bureau à regarder les chaînes d'information sur la télévision, à passer des appels téléphoniques, et à tweeter.⁶⁶ Rob Porter témoigne à ce sujet : « *He refused to read briefing books, backgrounds papers or policy memos.* »⁶⁷ Les réunions de briefing étaient totalement désorganisées : « *Meetings with him veer off topic and off the rails, he engages in repetitive rants and his impulsiveness often results in half-baked, ill-informed and occasionally reckless decisions.* »⁶⁸ C'est simple, Trump n'écoutait pas. Il lisait encore moins. Les nombreux rapports, briefings et livres qu'il était censé passer en revue afin de disposer des bonnes informations restaient sur son bureau à prendre la poussière. Un président qui ne lit pas, c'est alarmant. Mais ce n'est même pas le problème le plus grave. Il est vrai que la lecture n'est pas pour tout le monde. Beaucoup de personnes n'aiment pas lire et éprouvent même des difficultés à lire. Il est évident que c'était le cas de Trump. Certains ont même osé avancer l'hypothèse qu'il serait dyslexique, ce qui n'est pas vérifié.⁶⁹ Mais si c'était le cas, alors il aurait pu trouver des moyens pour compenser sa faiblesse en lecture pendant son mandat. Il existe

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Woodward, *Fear*, p. 261 – 262.

⁶⁶ Smith, *Questions of Character*, p. 71.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ Viennot, *La langue de Trump*, p. 96.

d'autres canaux par lesquels son équipe aurait pu l'informer et le briefier. En somme, Trump aurait pu s'adapter si la lecture lui causait réellement des soucis. Or il ne l'a pas fait. Et c'est là que se trouve le problème principal. Donald Trump ne voulait pas s'informer. Il est inculte et fier de l'être, car il était persuadé qu'il détenait déjà toutes les informations qu'il lui fallait. Il se méfiait des experts, préférant diriger avec son « *gut feeling* » comme il l'appelle.⁷⁰ Le nombre d'erreurs factuelles témoignant de son inculture générale qu'il a commises ne se comptent plus. Certaines sont plus acceptables que d'autres, voire même comiques dans un sens. Comme lorsqu'il a lâché que « *la Belgique est une très belle ville* », à un rassemblement à Atlanta en juin 2016.⁷¹ D'autres en revanche sont beaucoup plus inquiétantes. En 2019 il s'appuya sur un article provocateur publié par le polémiste conservateur Kurt Schlichter pour justifier l'abandon des alliés kurdes face à une offensive turque. Il assura que les Kurdes n'avaient pas aidé les Etats-Unis pendant la Seconde Guerre Mondiale, et donc il ne voyait pas pourquoi il les aiderait en retour.⁷² Au-delà d'une gaffe historique, cette affirmation contient deux choses : d'un côté Trump signale qu'il abandonne les Kurdes à leur sort face aux troupes turques, ce qui est déjà discutable sur le plan moral. De l'autre il envoie un avertissement clair et net pour les alliés traditionnels des Américains : les Etats-Unis de Trump, devenus imprévisibles, ne forment plus un partenaire fiable dans les alliances.

Les 3 premiers facteurs de Barber, caractère, vision du monde, et style, sont les facteurs les plus importants mais ne sont pas les seuls qu'il faut prendre en compte quand il s'agit de « prédire » une présidence. Il faut également s'intéresser à ce que Barber appelle la « situation de pouvoir » (*power situation*) et le « climat d'attentes » (*climate of expectations*), qui sont les quatrième et cinquième facteurs. La situation de pouvoir équivaut à l'environnement politique dans lequel le nouveau président arrive. Concrètement il s'agit d'analyser quelle couleur politique dominait au Congrès à l'arrivée du président, quelles étaient ses relations avec la Cour Suprême, quelle popularité il avait auprès de l'opinion publique, etc. La situation de pouvoir a son importance car elle détermine les potentiels obstacles auxquels le nouveau président pourrait se heurter. Comme l'explique Barber: « *An activist President may run smack into a brick wall of resistance, then pull back and wait for a better moment. On the other hand, a President who sees himself as a quiet caretaker may not try to exploit even the most favorable power situation. So it is the relationship between President and the political configuration that makes the system tick.* »⁷³

⁷⁰ Smith, *Questions of Character*, p. 62.

⁷¹ Viennot, *La Langue de Trump*, p. 106.

⁷² Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 112.

⁷³ Barber, *The Presidential Character*, p. 6.

En ce qui concerne le climat d'attentes, il désigne les attentes du public auxquelles le Président doit répondre durant son mandat. Sa cote de popularité en dépend directement. La population que le Président dirige lui fait confiance quant à sa capacité à répondre à leurs besoins. Il y a au moins trois besoins récurrents que le Président est tenu de prendre en compte. Premièrement, les gens ont besoin d'être rassurés. Le Président doit être capable d'apporter du réconfort, de promettre que tout va bien se passer, et qu'un « retour à la normale » est en cours après une période tumultueuse. Ensuite le public s'attend à ce que le pays, sous la direction du Président, atteigne une forme d'action, de progrès. Le Président tient la barre du navire et il faut qu'il soit en mesure d'indiquer la direction à prendre. Il faut que le pays progresse, même si cela veut dire qu'il faut sacrifier une partie de la sérénité nationale, ce qui peut sembler contradictoire avec le premier besoin. Enfin, le peuple exige de la légitimité de son dirigeant. Pour expliquer ce dernier besoin, reprenons Barber :

« The President should be a master politician who is above politics. He should have a right to his place and a rightful way of acting in it. The respectability – even religiosity – of the office has to be protected by a man who presents himself as defender of the faith. There is more to this than dignity, more than propriety. The President is expected to personify our betterness in an inspiring way, to express in what he does and is (not just in what he says) a moral idealism which, in much of the public mind, is the very opposite of 'politics'. »⁷⁴

Le but ici n'est pas d'analyser en détails la situation de pouvoir dans laquelle Trump est arrivée, ni de savoir s'il a réussi à pourvoir aux trois besoins de la population américaine. On se contentera de faire quelques remarques quant à la situation de pouvoir et le climat d'attentes que Trump a dû affronter une fois élu, car ces quatrième et cinquième facteurs forment une grille de lecture intéressante pour comprendre le contexte général de la société américaine quand Trump fut élu président, et les différentes réactions de cette même société vis-à-vis de son élection.

Au niveau de la situation de pouvoir, Trump bénéficia d'une configuration politique avantageuse. Les élections du Congrès, qui eurent lieu au même moment que les élections présidentielles, tournèrent en sa faveur. Le Parti républicain obtint la majorité aux deux Chambres, bien qu'il perdît quelques sièges tant au Sénat qu'à la Chambre des Représentants. Trump put également tirer profit dans le domaine judiciaire. À cause du refus du Sénat (alors à majorité républicaine) de prendre en considération les nominations proposées par Barack Obama durant sa dernière année de mandat, plusieurs postes aux cours fédérales restèrent vacants. Ce qui donna l'opportunité à Trump de nommer 226 juges, dont 3 à la Cour Suprême

⁷⁴ *Ibid.*

et 50 aux Cours d'Appel.⁷⁵ Toutes les sphères politiques semblèrent s'aligner sur le Parti républicain, au grand bonheur de Trump. Or, il y avait une ombre au tableau : la polarisation.

L'arrivée de Trump au pouvoir peut être à la fois considéré comme le résultat et la cause de la polarisation continue de la société américaine. Républicains et Démocrates n'ont cessé depuis le début des années 2000 de se déconnecter de plus en plus les uns des autres. Le terrain d'entente entre les deux plus grands partis des Etats-Unis n'a jamais été aussi mince qu'à l'heure actuelle. Le phénomène Trump en est une conséquence directe. Déjà au moment des élections, Trump ne faisait pas l'unanimité. Ni au sein du Parti républicain et encore moins aux yeux des Démocrates, qui se rangèrent de plus en plus derrière Hillary Clinton. Trump quant à lui put compter sur une base électorale fidèle qui se renforça tout au long de la campagne électorale. L'écart entre les deux partis se creusa au fil des mois de sorte que durant le dernier mois avant les élections, 91% des partisans de chaque parti désapprouvèrent le candidat de l'autre parti. 80% exprimèrent même une opinion très défavorable au candidat opposé.⁷⁶ Et l'arrivée de Trump à la Maison Blanche n'a fait qu'aggraver la division entre les deux camps tout au long de ses 4 ans de mandat. Un sondage du *Pew Research Center* montre que Donald Trump est à ce jour le président le plus divisif que l'histoire moderne des Etats-Unis ait connu. ⁷⁷ Une fois qu'il fut entré en fonction 86% des sondés républicains approuvèrent le Président Trump contre seulement 6% pour les sondés démocrates. Cet écart entre les deux familles partisanes est le plus grand de ces 30 dernières années. De plus, là où les Républicains se sentirent plein d'espoir, informés, contents et fiers des discours prononcés par le Président Trump, ces mêmes prises de parole inquiétèrent, mirent en colère et outragèrent les Démocrates.⁷⁸

Face à une telle différence d'interprétation des mêmes mots, comment le Président était-il censé être en mesure de répondre aux besoins du climat d'attentes de la population ? Comment Trump aurait-il pu apporter réconfort, légitimité et progrès pour satisfaire les Républicains et les Démocrates ? Les besoins de légitimité et de progrès, auxquels Trump était censé pourvoir, interviendront dans les chapitres suivants. En ce qui concerne le réconfort, il convient de noter que même si ce n'était pas gagné d'avance, le Président Trump n'a pas démontré beaucoup de volonté d'unifier la nation. Il s'est au contraire montré plus divisif que jamais durant son mandat. Sa mission consistait à apaiser les tensions et à insuffler un

⁷⁵ Hult, "Assessing the Trump White House", p. 3.

⁷⁶ Liu and Jacobson, "Republican Candidates' Positions", p. 54.

⁷⁷ Michael Dimock and John Gramlich, "How America Changed during Donald Trump's Presidency," *Pew Research Center*, January 29, 2021. <https://www.pewresearch.org/2021/01/29/how-america-changed-during-donald-trumps-presidency/>

⁷⁸ *Ibid.*

sentiment d'appartenance à une seule et même nation à ses citoyens. Au lieu de cela, il a préféré souffler sur les braises existantes afin d'attiser le feu des conflits qui menaçaient d'éclater. Le seul discours au caractère unificateur qu'il a prononcé est son discours d'investiture :

« *Now it's time for Americans to bind the wounds of division. [...] I pledge to every citizen of our land that I will be president for all Americans. [...] As I've said from the beginning, ours was not a campaign, but rather an incredible and great movement... comprised of Americans from all races, religions, backgrounds and beliefs. [...] We will seek common ground, not hostility; partnership, not conflict.* »⁷⁹

1.4 Sa fin de mandat : de la montée en tensions jusqu'à l'éclatement de la violence

En dehors de ce discours, la rhétorique de Trump fut généralement problématique. Enchaînant les propos misogynes, racistes, et heurtant la sensibilité du public, il n'a cessé d'aggraver la situation politique, déjà délicate, au point que la crainte d'une guerre civile a commencé à émerger dans les esprits. Sa gestion (ou son absence de gestion) des crises du Covid-19 et de *Black Lives Matter* continuèrent de malmener le pays en n'offrant aucune réponse satisfaisante aux exigences des Américains. L'attaque sur le Capitole est le paroxysme de cette montée en tensions. Cet évènement dramatique mit fin de la façon la plus brutale possible à une présidence marquée par l'appel à la haine, les « *fake news* » et la discorde. Le 6 janvier 2021 des partisans pro-Trump convaincus que l'élection présidentielle leur avait été « volée », prirent d'assaut le Capitole, siège du Congrès. Cette émeute restera moins gravée dans l'histoire pour ses victimes et ses dégâts que pour ce qu'elle symbolise : une attaque directe contre la démocratie américaine et une sombre prémonition pour l'avenir politique des Etats-Unis. Mais là encore, les Américains ne s'accordent pas sur le sens à donner à cet évènement :

« *Cette insurrection sans repères produit une onde de choc à travers le pays, stupeur, révolusion et vive réprobation, sans pour autant réconcilier tant soit peu les Américains, plus que jamais 'divisés contre eux-mêmes', pour citer le mot fameux d'Abraham Lincoln. Sans même les accorder sur le sens de l'évènement qu'ils viennent de vivre et encore moins sur les suites qu'il eût fallu lui donner.* »⁸⁰

⁷⁹ Woodward, *Fear*, p. 46.

⁸⁰ Ran Halévi, *Le chaos de la démocratie américaine : Ce que révèle l'émeute du Capitole* (Paris : Gallimard, Le débat, 2022) : p. 14.

Un sondage révèle ainsi que 62% des sondés y voyaient un affront contre la démocratie américaine, dont 93% d'électeurs démocrates et seulement 27% de Républicains. 57% accusent le Président sortant Trump d'être une des causes de cette attaque.⁸¹ En effet, Trump était convaincu de sa victoire et pensait que seule une manipulation frauduleuse du scrutin pourrait l'empêcher d'être réélu. Cette conviction, il l'a partagée avec ses millions de partisans qui se sont mis à croire au complot à leur tour. Avec son dédain envers la loi et sa rhétorique enflammée, on comprend comment une foule de partisans en colère a pu se convaincre qu'ils étaient victimes d'une supercherie et qu'il fallait rectifier le tir, quitte à enfreindre la loi. À côté de l'épisode tragique de l'assaut du Capitole, la fin de mandat de Trump s'est également terminée par une passation non-pacifique du pouvoir de Trump à Biden. Il ne concéda jamais sa défaite électorale, pas même à l'heure actuelle. Il ne félicita pas le nouveau président, et laissa son administration effectuer le nécessaire afin d'assurer la transition vers la nouvelle administration. Il n'honora pas non plus de sa présence l'investiture de son successeur : « *De toutes les normes démocratiques qu'il a bousculées au cours de son mandat, ces manquements à la pacifique transmission du pouvoir sont d'une gravité comparable à sa dénégation contournée des résultats de l'élection présidentielle.* »⁸²

Ainsi s'acheva le mandat présidentiel pour le moins singulier de Donald Trump. En se focalisant sur sa politique nationale et internationale, le but est d'analyser dans les prochains chapitres l'impact de ses décisions et de sa rhétorique sur l'opinion publique interne et étrangère à travers le concept de *soft power*.

⁸¹ *Ibid.*

⁸² *Ibid.*, p. 47.

2. La politique étrangère et l'engagement international trumpiens

2.1 Sa vision du monde

Avec du recul, les actes de Donald Trump peuvent aujourd'hui en partie s'expliquer par sa vision du monde. Car la politique étrangère de Trump s'est également toujours caractérisée par une touche d'imprévisibilité, ce qui n'a pas manqué de déstabiliser ses alliés, ses collaborateurs à la Maison Blanche, et les politologues. Déjà au moment des élections présidentielles, le programme de Trump détonnait avec le programme traditionnel du Parti républicain par le fait que le sien... n'était pas réellement un programme politique. Ses positions se résumèrent à des opinions éparses exprimées en quelques déclarations certes accrocheuses, mais au contenu assez flou. Wayne F. Lesperance a néanmoins tenté d'identifier les messages constants de Trump en matière de politique étrangère au moment de sa campagne électorale, et de les résumer dans son article⁸³ : d'après Trump, les Etats-Unis auraient perdu leur statut de leader international à cause d'une trop grande diffusion de sa puissance. Cela aurait affaibli leur influence mondiale, et ce depuis la fin de la Guerre Froide. La solution, d'après Trump, est de se recentrer désormais sur l'Etat américain et de donner la priorité aux intérêts nationaux, au détriment du rôle de modèle moral que les Etats-Unis ont endossé par le passé. Sa vision des affaires internationales et internes s'incarne parfaitement dans les slogans qui l'ont accompagné du début de sa campagne électorale jusqu'à la fin de son mandat présidentiel : « *Make America Great Again* », et « *America First* ». De plus, Donald Trump a une vision des choses assez extrême : c'est tout ou rien avec lui. Il n'y a que deux positions possibles : soit il est d'accord, soit il n'est pas d'accord. Soit on est avec lui, soit on est contre lui. Il interprète tout de façon manichéenne, ce qui mène à des paroles et à des comportements divisifs de sa part. Il y a un « nous » et un « eux » impossibles à concilier. À cela s'ajoute une vision Hobbesienne de la vie : l'homme est en état de survie permanent et se méfie de ses propres congénères. Il faut être plus fort que son prochain, et l'écraser avant que lui ne t'écrase. L'homme est véritablement un loup pour l'homme. Ainsi raisonne Donald Trump. Son manque d'empathie et son égocentrisme l'empêchent de comprendre que la bienveillance peut être dénuée de tout intérêt personnel. Il s'agit selon lui toujours d'une ruse. Si quelqu'un fait un geste amical envers toi, ce n'est que pour mieux te manipuler ensuite. Trump est totalement incapable de concevoir que la vie puisse être autre chose qu'une

⁸³ Lesperance, "American Foreign Policy", p. 501.

compétition entre les hommes pour le pouvoir, et dans laquelle il y aura des gagnants et des perdants. Tout rapport à l'autre est un rapport de force. Tony Schwartz, qui a écrit *The Art of The Deal* avec Trump, témoigne sur la vision du monde de ce dernier: « [...] from Trump's perspective, he operated in a jungle full of predators who were forever out to get him, and he did what he had to do to survive. »⁸⁴ D'ailleurs, dans ce même livre, Trump explique: « I'm the first person to admit I am very competitive and I'll do anything within legal limits to win. Sometimes, part of making a deal is to denigrate your competition. »⁸⁵

Cette vision du monde, il l'appliqua également au niveau international. Il fallait protéger les « winners », c'est-à-dire ce « nous » qui dans ce cas-ci désigna les Etats-Unis, du « eux » : les « losers » dangereux et menaçants. Les perdants désignant à tour de rôle les migrants, les Etats alliés, les groupes minoritaires, les institutions internationales, ou toute autre personne/instance qui provoqua à un moment ou un autre le mécontentement de Trump. Il détestait le multilatéralisme et les institutions internationales, préférant régler les affaires internationales des Etats-Unis à travers des échanges bilatéraux. Le problème était que Trump, en verbalisant sa pensée discriminatoire dans ses prises de parole officielles, envoyait par la même occasion des messages déconcertants à son audience : « Trump's rhetoric is problematic because of the signal it sends that exclusion is not only acceptable, but necessary. »⁸⁶ Désormais, les Etats-Unis se replieraient sur eux-mêmes et se désolidariseraient de la « communauté internationale ». Les alliés ne pourraient plus compter sur les Etats-Unis de Trump pour défendre avec eux les valeurs des droits humains et les intérêts de leurs alliances. Dorénavant, il y aurait un « nous » américain contre un « eux » désignant tout le reste du monde.

2.2 Sa rhétorique

La présidence de Donald Trump restera gravée dans les mémoires. Non seulement ses actes auront contribué à marquer les esprits, mais aussi ses paroles. Que ce soit sous forme de tweets impulsifs, de déclarations officielles provocantes ou encore de discours belliqueux, ce qui ne sera pas oublié, c'est sa rhétorique. La façon dont une personne communique peut en dire long sur elle, sur son mode de pensée et sur sa vision du monde. Là aussi, Trump se démarqua de ses prédécesseurs. Il rompit avec la tradition présidentielle américaine en

⁸⁴ Smith, *Questions of Character*, p. 58.

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ Eileen F. Babbit, "Will the Trump Administration change International Diplomacy," *Negotiation Journal* 35, no. 1 (January 2019): p. 117.

https://www.researchgate.net/publication/330730545_Will_the_Trump_Administration_Change_International_Diplomacy

adoptant un langage moins soigné, tant au niveau de sa forme que de son contenu. Quand Trump prenait la parole, que ce soit sur les réseaux sociaux, à une conférence de presse ou encore à un meeting républicain, il donna l'impression de ne pas réfléchir à l'avance à ce qu'il allait dire. Les mots et les phrases sortaient sous leur forme brute, sans avoir été minutieusement choisis au préalable. Donald Trump ne se formalisait pas des bonnes formes qu'on attendait de ses discours. Il disait exactement ce qu'il pensait sans envisager les conséquences que ses paroles auraient pu avoir. Ceci au grand dam du corps diplomatique américain qui a plus d'une fois dû rectifier le tir par après afin d'éviter des incidents diplomatiques. Sans toutefois avoir pu échapper de temps à temps, en fonction des circonstances, à l'écriture préalable de ses discours, Trump avait de manière générale une préférence pour l'improvisation. De plus, au-delà du public américain, ses prises de parole touchaient directement le public étranger. Sa rhétorique a contribué à façonner l'image que ce public avait de lui dans son imaginaire. Et en fonction de l'image que l'opinion publique et les gouvernements nationaux avaient du président américain, leurs dispositions envers les Etats-Unis n'étaient pas les mêmes. Dispositions qui à leur tour allaient avoir un impact direct sur le soft power américain.

Quand on écoute Donald Trump parler, on peut dans un premier temps être surpris par la forme de son langage. Lors de son mandat, Trump ne s'est pas beaucoup soucié de savoir si sa manière de s'exprimer concordait avec les codes du langage diplomatique qu'un président est censé respecter. Comme l'explique Bérengère Viennot dans son livre⁸⁷ : « [...], tant sur la forme que sur le fond, les femmes et les hommes politiques occidentaux utilisent un discours qui obéit à certains codes, voire à certains clichés. Il existe des critères tacites, respectés par tous dans la mesure de la personnalité et de la couleur politique de chacun. » Dès le début, Trump a été très clair sur ce point : même président, il resterait fidèle à lui-même et ne modifierait pas son langage. Une façon à lui d'exprimer le fait que ce n'est pas lui qui se plierait à la fonction présidentielle, c'est la fonction présidentielle qui s'adapterait à lui.

Quant à son vocabulaire, ce dernier est d'une pauvreté inattendue pour un président. Trump a utilisé et réutilisé sans cesse les mêmes formulations : le mot « *great* » doit certainement faire partie de ses vocables préférés, vu la fréquence à laquelle il revient dans ses prises de parole. Il n'apparaît pas moins de 41 fois dans sa première interview officielle avec le *New York Times*.⁸⁸ Il en va de même avec les mots « *very* » et « *a lot of* », qu'il intercale

⁸⁷ Viennot, *La Langue de Trump*, p. 25.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 33.

dans toutes ses phrases dès qu'il en a l'occasion. Le passage suivant de son interview, où il parle de la compétition électorale qui a eu lieu entre lui et Hillary Clinton, est très parlant :

« *I feel very strongly about an immigration bill that's fair and just and a lot of other things. There are a lot of things I feel strongly about. I'm not looking to look back and go through this. This was a very painful period. This was a very painful election with all of the email things and all of the foundation things and all of the everything that they went through and the whole country went through. This was a very painful period of time.* »⁸⁹

Au-delà de la répétition incessante des mêmes mots, ce sont souvent les mêmes tournures de phrases qui reviennent. Comme si la pensée de Trump elle-même tournait en boucle. Quand il répond à la question sur sa façon de gérer l'*alt-right*, Trump utilise 5 fois le mot « *very* » en deux phrases seulement: « *What we want to do is we want to bring the country together, because the country is very, very divided, and that's one thing I did see, big league. It's very, very divided, and I'm going to work very hard to bring the country together.* »⁹⁰ Il réaffirme plusieurs fois que « le pays est très, très divisé » et qu'il veut « rassembler le pays ». À côté de l'hypothèse qu'il est peut-être réellement dans l'incapacité d'exprimer une pensée plus complexe en une phrase composée d'un vocabulaire plus riche, on perçoit derrière cette manie à la répétition une volonté de mettre l'accent sur l'aspect sérieux de ses propos. Comme si son interlocuteur n'était pas en mesure de comprendre la gravité d'une situation sans l'aide de Donald Trump. C'est pourquoi il utilise un champ lexical bourré de superlatifs, de mots comme « *very* » et « *a lot of* », afin de convaincre la personne à qui il s'adresse que la situation est bien plus grave ou plus complexe qu'elle ne le croit. Voilà le genre de message sous-jacent qu'on pressent dans les paroles de Trump. Il veut non seulement convaincre, mais ses seules paroles devraient suffire à le faire, puisqu'il est le seul à réellement comprendre ce qu'il se passe.

On a souvent dit de lui qu'il était un menteur compulsif, et les chiffres le prouvent : selon le *Washington Post*, Donald Trump aurait fait au total 30 573 déclarations fausses ou fallacieuses durant ses 4 années de mandat.⁹¹ Un constat tout simplement effarant. On pourrait croire que la plupart de ses mensonges furent prononcés au début de son mandat, et qu'avec le temps sa tendance à déformer la réalité se calmerait, mais c'est tout l'inverse qui fut constaté : au fil de ses années présidentielles, il n'a fait qu'augmenter *crescendo* le nombre de fausses

⁸⁹ Stack, Bromwich, Workman and Herrera, "Donald Trump's New York Times Interview"; le soulignement ne fait pas partie de l'extrait originel.

⁹⁰ *Ibid.*

⁹¹ Glenn Kessler, "Trump Made 30,573 False or Misleading Claims as President. Nearly Half Came in His Final Year," *The Washington Post*, January 23, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/how-fact-checker-tracked-trump-claims/2021/01/23/ad04b69a-5c1d-11eb-a976-bad6431e03e2_story.html

déclarations. Durant sa première année à la Maison Blanche, Trump prononça en moyenne 6 propos erronés par jour. Dès la deuxième année, ce chiffre passa à 16 mensonges par jour, avant d'atteindre 22 et 39 mensonges par jour, respectivement durant sa troisième et sa dernière année⁹². Il y eut également des moments où il atteignit des « pics de mensonges » : la veille des élections présidentielles du 3 novembre 2020, dans un dernier effort pour sauver sa présidence en ralliant le plus d'Etats possible, Trump a battu son propre record avec 503 mensonges en un jour. Trump ment avec une telle facilité, un tel naturel qu'il ne s'en rend même pas compte. À vrai dire, peut-on réellement affirmer qu'il ment ? Pour mentir il faut être conscient de déformer la réalité. Or, cela n'a pas l'air d'être le cas pour Donald Trump. Il croit réellement à ce qu'il dit. Son rapport à la vérité n'est pas basé sur des faits scientifiques ou démontrés. D'ailleurs il ne prend que rarement la peine de vérifier l'exactitude des faits qu'il déclame à longueur de journée. Pour lui, la Vérité (avec un grand V) correspond à sa propre vérité. Quitte à ce qu'il faille l'imposer. Il n'hésite pas à ajuster les faits à sa guise pour que la réalité qu'il crée lui convienne. Au mieux cela donne lieu à des situations comiques mais inoffensives, comme la fois où il a menti sur le nombre de personnes présentes à son inauguration présidentielle, prétendant avoir rassemblé une foule plus grande que celle de l'inauguration d'Obama. Ses affirmations ayant été très rapidement démenties par la presse, c'est avec rage qu'il appela le directeur du *Park Service* afin d'exiger qu'il modifie les photos pour que la foule ait l'air plus grande.⁹³ Dans le pire des cas cette manie à mentir débouche sur des scénarios dramatiques, comme le prouve l'attaque sur le Capitole par des partisans de Trump le 6 janvier 2021, qui étaient convaincus qu'on leur avait « volé » la victoire après que le président sortant ait assuré pendant des mois que les élections étaient fraudées. Le réel danger se trouve là : entre la rafale quotidienne de « faits » trumpiens, les vérifications des médias qui démentent ce que le président dit (les fameuses « *fake news* » d'après lui), et les contre-attaques du président sur ces mêmes vérifications médiatiques, le public ne sait plus où donner de la tête. Qui croire ? Ce n'est pas étonnant que face à un tel bombardement de faits alternatifs, beaucoup d'Américains se mettent à croire à la réalité fabriquée de leur président. « *As a result of Trump's constant lying through the presidential megaphone, more Americans are skeptical of genuine facts than ever before.* »⁹⁴

Donald Trump ne se limite d'ailleurs pas à déformer la vérité le concernant, il déforme également celles des autres s'il le faut. De façon générale, quand Donald Trump se sentait personnellement attaqué ou menacé il avait tendance à riposter de plus belle en créant une

⁹² *Ibid.*

⁹³ Smith, *Questions of Character*, p. 66.

⁹⁴ Kessler, "Trump Made 30, 573 False or Misleading Claims."

réalité alternative pour rassurer ses supporters, ou pour contre-attaquer ses opposants d'un ton acerbe. Il n'hésitait pas à décrédibiliser ses adversaires, en balançant des propos à leurs sujets non seulement faux, mais d'une brutalité sans égale et souvent très problématiques. Quantité d'insultes et de propos sexistes envers la candidate démocrate Hillary Clinton sont sortis de sa bouche, comme « *nasty woman* » (que l'on pourrait librement traduire par « mauvaise femme » ou « sale femme ») qu'il a lâché lors du dernier débat présidentiel.⁹⁵ Une fois qu'il se retrouve à court d'arguments et qu'il est poussé dans ses retranchements, Donald Trump n'hésite pas à dégainer la technique des coups bas envers ses opposants. Barack Obama peut en témoigner. Les critiques à son égard qu'il a essuyées de la part de Trump ne se comptent plus. Même avant de se présenter en tant que candidat présidentiel en 2016, Trump s'était déjà acharné sur Obama. L'exemple le plus parlant est la théorie du *birtherism* à laquelle Trump adhéra dans les années 2011-2012.⁹⁶ Cette théorie majoritairement répandue au sein du milieu républicain affirmait qu'Obama n'était pas né sur le sol américain, cherchant ainsi à rendre illégitime sa présidence. Donald Trump contribua à propager cette théorie en décrédibilisant le certificat de naissance d'Obama lors d'apparitions sur les plateaux de télévision. Il assura aussi qu'il menait des investigations à Hawaii afin de vérifier l'exactitude des faits quant à la naissance d'Obama, ce qui était faux. Sa figure de porte-parole du *birtherism* augmenta toutefois sa position dans les sondages de préférence en vue des candidatures républicaines à la présidence de 2012, puisque 43% des Républicains croyaient à cette théorie.⁹⁷ Finalement Donald Trump décida de ne pas se présenter aux élections de 2012. Joe Biden, ancien vice-président d'Obama et candidat démocrate officiel à la présidence de 2020, s'est également trouvé de nombreuses fois dans le collimateur trumpien. Dès le début de sa campagne électorale Trump mena une guerre psychologique contre Biden. Il n'hésita pas à l'attaquer sur sa vieillesse, en remettant constamment en cause sa santé mentale et physique : « *I think he's the weakest mentally. I like running against people who are weak mentally. I think he is the weakest up here. [...] The other ones have much more energy.* »⁹⁸ Trump introduisit également quelques surnoms moqueurs donnés à Joe Biden, comme le fameux « *Sleepy Joe* » (« Joe l'endormi ») faisant référence au tempérament plus calme et posé de Biden.

⁹⁵ Nicky Woolf, "Nasty woman': Trumps Attacks Clinton During Final Debate," *The Guardian*, October 20, 2016. <https://www.theguardian.com/us-news/2016/oct/20/nasty-woman-donald-trump-hillary-clinton>

⁹⁶ Smith, *Questions of Character*, p. 18.

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ Caitlyn Oprysko, "Trump Goes Low in His Insults About Biden," *Politico*, November 6, 2019. <https://www.politico.com/story/2019/06/11/donald-trump-joe-biden-mentally-weak-1360055>

Trump a une prédilection pour les attaques visant directement l'intégrité de la personne et non ses compétences professionnelles ou politiques. La rhétorique trumpienne témoigne d'un rapport à la violence quasi quotidien. Violence qui passe également par la vulgarité : « *La vulgarité de Trump est récurrente et si elle est tellement choquante, c'est parce qu'elle n'a pas sa place dans la bouche d'un président.* »⁹⁹ Ici aussi, les exemples sont nombreux : « *grab 'em by the pussy* » (« attrape-les par la chatte »), commentaire de Trump à propos des femmes lors d'une conversation avec Billy Bush en 2005¹⁰⁰ ; « *Shithole countries* » (« pays de merde »), prononcé le 11 janvier 2018 à la Maison Blanche à propos d'Haïti, le Salvador et de certains pays d'Afrique¹⁰¹ ; ou encore la fois où Trump s'est moqué du handicap physique d'un journaliste.¹⁰² Certains de ces propos datent d'avant sa carrière présidentielle, mais ils sont tous remontés à la surface à un moment ou un autre lors de sa présidence pour faire l'objet d'un scandale. L'opinion publique internationale a été profondément choquée par ces propos. Comment ne pas l'être quand ces mots sortent de la bouche d'un homme qui dirigeait jusqu'en janvier 2021 la plus grande puissance du monde ?

2.3 Trump, les médias et Twitter

C'est d'ailleurs principalement grâce aux médias et au compte Twitter personnel de Trump que le public américain et étranger se familiarisa avec la rhétorique trumpienne. L'usage que fit Trump des réseaux sociaux, et plus particulièrement de Twitter, lors de son mandat présidentiel était inattendu de la part du président des Etats-Unis. Mais ce n'était pas comme si les Américains et le monde en général en étaient à leur première surprise avec un président tel que Donald Trump. Il « tweetait » comme il parlait : c'est-à-dire de façon impulsive, irréfléchie, et brutale. Durant son mandat, son utilisation du réseau social ne fit qu'augmenter avec les années. Si pendant les 6 premiers mois de sa présidence il « tweetait » en moyenne 5,7 fois par jour, ce nombre augmenta à 34,8 fois par jour lors du deuxième semestre de 2020. En tout et pour tout, Trump fit 3500 tweets et retweets en 2018 ; 7700 en 2019 ; et plus de 12 000 en 2020. Sa journée la plus prolifique fut le 5 juin 2020, journée

⁹⁹ Viennot, *La Langue de Trump*, p. 43.

¹⁰⁰ Mark Makela, "Donald Trump's Taped Comments About Women," Video Transcript, *The New York Times*, October 8, 2016, 0:00 to 3:02. <https://www.nytimes.com/2016/10/08/us/donald-trump-tape-transcript.html>

¹⁰¹ Laignee Barron, "A New Low.' The World is Furious at Trump for His Remark About 'Shithole Countries'," *Time*, January 12, 2018. <https://time.com/5100328/shithole-countries-trump-reactions/>

¹⁰² Hilary Hanson, "Trump Mocking Physical Disabilities Is Nothing New," *The Huffpost*, November 26, 2015. https://www.huffpost.com/entry/trump-mocks-disabled-reporter_n_56572101e4b072e9d1c1d1c0

durant laquelle il « tweeta » plus de 200 fois.¹⁰³ À côté des chiffres effarants, il y aussi le contenu de ses tweets qui témoigna de son impulsivité. Comme le démontre l'affaire « covfefe ». Le 31 mai 2017 le président écrivit un énième tweet qui s'attaqua à la presse, son éternel ennemi : « *despite the constant negative press covfefe [...]* », que l'on pourrait traduire par « malgré la constante *covfefe* négative par la presse. » « Covfefe » fut probablement une faute de frappe du mot « *coverage* » (qui veut dire « couverture médiatique » dans ce cas-ci).¹⁰⁴ Trump était tellement pressé dans sa façon de tweeter qu'il ne relisait même pas ce qu'il écrivait avant de le publier. Le tweet a été supprimé quelques heures après sa publication, mais il était trop tard. Le tweet « covfefe » a été viral sur Internet. Il fut retweeté des milliers de fois et réinventé en « même ». Il fut utilisé comme symbole des gaffes et erreurs de Donald Trump, ainsi que le démontre l'anecdote suivante : en septembre 2017 Trump lut à voix haute une liste de pays africains qu'il remercia pour leur visite officielle, parmi lesquels se trouve la « Nambie », pays que Trump a inventé et à qui les Internautas se sont empressés d'inventer une capitale : « Covfefe ».¹⁰⁵ L'affaire « covfefe » a tellement fait fureur qu'elle a désormais sa propre page Wikipédia et qu'un projet de loi qui obligerait les Archives nationales à stocker les publications sur Twitter et autres interactions sur les réseaux sociaux du président des Etats-Unis, a été présenté sous le nom de COVFEFÉ.

Trump adorait Twitter et en a réinventé l'utilisation. La limite de 240 caractères par tweet offrait un cadre parfait à l'expression de sa pensée binaire, hachée et succincte.

*« [...] on constate que Twitter est le meilleur moyen de communiquer du ressenti comme si c'était des faits. [...] Fort de la position d'autorité qui est la sienne, Trump peut y asséner ses vérités et ses réactions, dictées par les émotions et les premières impressions et non par une véritable réflexion. [...] Le format ne se prête pas à la réflexion intellectuelle : il se prête au dialogue superficiel et à l'aphorisme facile. »*¹⁰⁶

Quand on utilise un outil de communication pareil de la façon dont Trump le faisait, c'est-à-dire en présentant des affirmations personnelles comme des faits établis, cela peut devenir dangereux. Surtout quand ces affirmations s'en prennent à certaines personnes, à certaines minorités ou à des instances. Cela peut inciter la haine envers ces personnes et ces groupes ciblés.

En novembre 2020, les élections présidentielles eurent lieu et Joe Biden les remporta au détriment de Donald Trump. Ce dernier n'accepta pas les résultats et jusqu'à sa passation

¹⁰³ Niall McCarthy, "End of the Road for Trump's Twitter Account," *Statista*, January 11, 2021. <https://www.statista.com/chart/19561/total-number-of-tweets-from-donald-trump/>

¹⁰⁴ Viennot, *La Langue de Trump*, pp. 61 - 62.

¹⁰⁵ *Ibid.*, p. 101.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p. 63.

de pouvoir qui devait se faire deux mois plus tard, il s'enhardit dans son refus de la victoire de son opposant, entraînant par la même occasion ses millions de partisans dans le déni. Les tensions et la colère montèrent jusqu'au jour fatidique du 6 janvier 2021, jour où les partisans trumpistes prirent d'assaut le Capitole. La violence éclata entre la foule et les forces de l'ordre. Les partisans forcèrent le passage jusqu'à l'intérieur du bâtiment et saccagèrent le symbole de la démocratie américaine. Le 8 janvier 2021, Twitter pris la décision de bannir le compte de Donald Trump.¹⁰⁷ Selon Twitter, les deux derniers tweets de Trump avaient contribué à l'incitation à la violence et à la haine qui avaient éclaté deux jours plus tôt. Dans le premier, Donald Trump avait rassuré les Américains qui avaient voté pour lui, sous-entendant qu'il continuerait à soutenir ceux qui croyaient que la victoire électorale leur avait été volée. Dans le deuxième, Trump affirmait qu'il ne serait pas présent à la cérémonie d'investiture de son successeur, ce qui, pour Twitter, fut la goutte qui fit déborder le vase :

*« Twitter said the tweet concerning inauguration could be viewed as a further statement that the election was not legitimate. It also said that the tweet could be interpreted as Trump saying the inauguration would be a “safe” target for violence because he would not be attending. »*¹⁰⁸

Mais ce qui est vraiment à noter, c'est que la façon dont Trump utilisait Twitter a cassé le mythe des réseaux sociaux comme outils promouvant exclusivement la démocratie. En effet, après la seconde guerre mondiale, des études menées par des psychologues et des anthropologues américains ont montré que les médias de masse, à travers leur communication centralisée, favorisaient la montée de régimes autoritaristes.¹⁰⁹ Quand les médias sont sous le contrôle d'une seule et même personne, cette personne finit par se trouver au centre de l'information et gagne en influence. Dès lors elle contrôle les informations qui sont transmises à la population, et cette dernière se retrouve dépourvue d'esprit critique vis-à-vis de ces mêmes informations. Afin de briser cela, il fallait donc trouver un nouveau moyen de communication qui encouragerait la diversité de l'information. Il fallait inventer un espace où tout un chacun pourrait avoir accès à et exprimer des points de vue différents, ce qui inmanquablement favoriserait l'échange, l'égalité et la démocratie. Une mission que les réseaux sociaux actuels se sont appropriée :

« Today the founders of Bay-area social media firms from Facebook to Twitter make the same claims: social media will allow us to present our authentic selves to one another, they say, to

¹⁰⁷ Brian Fung, "Twitter Bans President Trump Permanently," *CNN Business*, January 9, 2021. <https://edition.cnn.com/2021/01/08/tech/trump-twitter-ban/index.html>

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Pablo J. Boczkowski and Zizi Papacharissi, ed. *Trump and the Media* (Cambridge, Massachusetts: The MIT Press, 2018): pp. 143 – 149.

“connect”, and so by implication form an egalitarian, even potentially anti-authoritarian solidarity. »¹¹⁰

Le mot clé est donc l'authenticité. Là où Trump innova dans sa manière d'utiliser Twitter, c'est sa réussite à mettre des outils censés promouvoir la démocratie au profit d'une consolidation politique autoritariste :

« *Trump's Twitter stream alternates between self-congratulatory announcements of his achievements and bombastic attacks on those he sees as enemies. [...] Many see these outbursts as signs of a president who can't control his emotions and thus, of Trump's unsteadiness. But to many of his supporters, the outbursts are signs of his just being himself. On Twitter, Trump's tempestuousness is a sign of his authenticity as a person. Displaying that authenticity is one of the ways he claims the right to our attention and, with it, our political support. The historical irony is almost overwhelming: Trump has taken the logic of individual authenticity that animated the New Left in 1968 and American liberalism for thirty years before that and put it to work as a new mode of authoritarian charisma.* »¹¹¹

Son attitude sur Twitter, tout comme ses faits et gestes en général, furent relayés quotidiennement par la presse nationale envers qui Trump engagea rapidement une guerre sans fin. En effet, son rapport à la vérité n'était pas compatible avec l'éthique journalistique des médias américains. Comme déjà expliqué, Trump a sa propre conception de la vérité. La vérité selon lui se résume à sa vérité à lui, c'est-à-dire celle qui l'avantage et le met en valeur. Il ne comprenait donc pas, et approuvait encore moins, les journaux qui publiaient des histoires négatives sur lui. À part *Fox News* qui a gardé les bonnes grâces de Trump tout au long de son mandat, la plupart des autres chaînes d'information furent condamnées par le président. Là où les médias comme *CNN*, le *New York Times*, ou le *Washington Post* relayaient des faits, Trump y voyait des attaques sur sa personne. Dès lors il réagissait comme il réagit toujours selon sa philosophie personnelle : en contre-attaquant plus fort. Ainsi, il n'hésitait pas à menacer et à dénigrer stratégiquement les médias qui le contrariaient, et ce dès sa campagne électorale. Les grands journaux devinrent les « ennemis du peuple » (appellation d'ailleurs utilisée par Staline et les fascistes allemands), et ces journaux propageaient des « *fake news* ». ¹¹² Quand un reporter du programme « 60 minutes » lui demanda pourquoi il attaquait systématiquement la presse il répondit : « *You know why I do it. I do it to discredit*

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 146.

¹¹¹ *Ibid.*, pp. 147 – 148.

¹¹² Smith, *Questions of Character*, p. 125.

you all and demean you all, so when you write negative stories about me, no one will believe you.
»¹¹³

Son but était de miner la crédibilité des médias de façon à remettre en question les informations qu'ils relayaient, pour la simple et bonne raison que ces informations ne lui plaisaient pas. Ses tentatives de décrédibilisation de la presse, comme la fois où il cria que la presse était « *dishonest* » et « *out of control* » à une conférence de presse le 16 février 2017, ont plus d'une fois inquiété et alarmé les politologues.¹¹⁴ Certains y voyaient déjà les prémices d'un régime autoritaire qui contrôlerait les grands médias du pays. Aussi choquantes que puissent être les attaques directes du président américain contre la liberté d'expression et de la presse, qui forment tout de même un des piliers de la démocratie, elles étaient loin d'être le signe avant-coureur de la formation d'un futur régime anti-démocratique. Car dans un régime autoritaire, les médias de l'opposition sont tout simplement éliminés, et non pas discrédités :

*« An authoritarian leader can use the mass media to project images that strengthen his position [...], portray that the regime is doing a good job [...], suggest that there is greater support for the regime or a particular policy than there actually is [...], and limit the diversity of citizens' opinions [...]. So, while Donald Trump has tried to discredit media opposing him, and he does engage in a number of the same goals as authoritarian leaders, the fact that he has not eliminated the media is a core difference between him and authoritarian leaders. »*¹¹⁵

2.4 Ses actes en matière de politique étrangère

Les discours et prises de parole de Trump auront plus d'une fois inquiété le public. Tant au sein du pays qu'à l'étranger. Sa rhétorique contribue à façonner l'image que renvoie le président, certes. Mais il convient aussi de prendre en compte ses actes. Car ce qui détermine la direction que prend la politique étrangère d'un Etat, ce sont les actions, et non pas les belles paroles.

La politique étrangère de Trump peut aujourd'hui être qualifiée de paléo-conservatrice et de personnaliste. Elle s'appuyait moins sur l'avis des experts et sur les processus décisionnels que sur sa vision du monde et sur son idéologie.¹¹⁶ Comme dit précédemment, Trump pense que les Etats-Unis sont perdants depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale. Il perçoit le rôle qu'ont joué les Etats-Unis ces 70 dernières années comme

¹¹³ Smith, *Questions of Character*, p. 125.

¹¹⁴ Boczkowski and Papacharissi, *Trump and the Media*, p. 121.

¹¹⁵ *Ibid.*

¹¹⁶ Smith, *Questions of Character*, p. 107.

toxique pour la nation, car il négligerait les intérêts nationaux. Cette vision paléo-conservatrice promeut le repliement sur soi, tant au niveau économique et politique, et une attitude de négociation dure envers les autres Etats. Les paléo-conservateurs pensent que les alliés profitent des Etats-Unis à travers les différentes alliances, et prônent le retour à une politique étrangère isolationniste et une économie protectionniste afin de protéger la nation. C'est tout le message du slogan « *America first* » que Trump n'a cessé de clamer haut et fort. À côté de cela, sa politique étrangère était aussi personaliste, ce qui veut dire qu'elle dépendait beaucoup des relations personnelles que Trump entretenait avec les autres dirigeants et avec son propre entourage. Il prenait ses décisions tout seul, en fonction de ses humeurs du moment, et se méfiait profondément des briefings et des avis des experts. Son troisième conseiller à la Sécurité Nationale, Robert O'Brien, réduisit d'ailleurs le staff du conseil de Sécurité Nationale parce qu'il avait bien compris qu'il était inutile d'imposer beaucoup de travail effectif et administratif au président Trump.¹¹⁷

Toujours dans cet esprit de lutte hobbesienne, Trump signa dès sa première semaine en fonction un décret présidentiel intitulé « *Rebuilding the U.S. Armed Forces* » qui devait renforcer les capacités militaires conventionnelles, nucléaires et cybers du pays.¹¹⁸ En signant ce décret, Trump s'engagea dans une politique étrangère plus portée sur l'utilisation de la force. Il envoya le signal que les Etats-Unis adopteraient désormais une position négociatrice dure, et que la menace serait privilégiée comme outil de persuasion au détriment de l'encouragement.

En termes d'actes proprement dits il s'attaqua très vite à l'ordre libéral mondial, en minant les accords multilatéraux et institutions établies. Une de ses premières cibles fut l'OTAN qui représentait à ses yeux la consécration du sacrifice américain au profit des alliés. Cela devait cesser immédiatement. Déjà durant sa campagne électorale il se plaignit du manque d'investissement financier de la part des autres membres de l'organisation. Selon le traité de l'OTAN, les membres sont tenus de consacrer 2% de leur PIB à la défense, afin d'assurer le financement de l'OTAN en toutes circonstances.¹¹⁹ Beaucoup d'Etats membres n'arrivent pas à respecter cette règle, ce qui a plus d'une fois attiré le courroux des présidents américains ces dernières décennies. Mais jamais un président américain n'avait exprimé ce mécontentement de façon aussi crue, en blâmant personnellement les dirigeants de ces Etats comme l'a fait Donald Trump.¹²⁰ Après le problème du financement, il s'attaqua au coeur

¹¹⁷ *Ibid.*

¹¹⁸ Lee Hessler, "Militarism And The Trump Agenda," *Liberation*, February 10, 2017. <https://www.liberationnews.org/militarism-and-the-trump-agenda/>

¹¹⁹ Smith, *Questions of Character*, p. 109.

¹²⁰ *Ibid.*

même de l'OTAN. Dans une interview avec *Fox News* datant du 17 juillet 2018, Trump remit en question le principe de défense collective, « *wondering why Americans should die to defend tiny Montenegro, which joined the alliance last year.* »¹²¹ Après l'OTAN, ce fut l'Accord de Paris sur le climat qui entra dans le collimateur trumpien. Dès juin 2017 il annonça que les États-Unis se retireraient de l'Accord de Paris malgré les tentatives de protestation du secrétaire général de l'ONU, António Guterres.¹²² Celui-ci tenta par divers moyens de convaincre Trump de ne pas quitter l'accord, en invoquant notamment l'argument du prestige mondial. Si les États-Unis abandonnaient l'Accord de Paris, ils abandonneraient en même temps la place de leader mondial dans le combat contre le réchauffement climatique. Une place qu'un autre État viendrait s'empresse de remplir, argumenta le secrétaire général :

« *It's proven now that vacuum can exist in physics. But vacuum cannot exist in geostrategic dimensions. [...] Which means that if one country decides not to be present – and I'm talking about countries with an important global reach like the United States or China – if one country decides to leave a void, I can guarantee someone else will occupy it.* »¹²³

L'Accord de Paris représente l'engagement mondial le plus ambitieux actuellement pour répondre à la crise causée par le réchauffement climatique. Or, pour un président américain non seulement hostile à la coopération multilatérale, mais également climato-sceptique, cet accord ne relevait pas d'une importance capitale à ses yeux. Pire, il nuisait d'après lui à la puissance américaine. Il fallait donc absolument s'en retirer. Ce qui valait également pour l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien datant de 2015 dont Trump s'empressa également de se retirer dès sa première année en fonction, malgré les dissuasions de son cabinet.¹²⁴ Ainsi il tint les deux promesses qu'il avait faites durant sa campagne électorale.

Sa politique envers l'Iran était pour le moins hostile. Il enchaîna à l'égard de l'État iranien les affronts les plus grossiers et violents, en déclarant que c'était le « *number one terrorist state* »,¹²⁵ en se retirant de l'Accord sur le nucléaire iranien, et en augmentant les sanctions économiques envers l'Iran contre l'avis de tous. En réaction à cela, l'Iran augmenta sa production de matériel nucléaire, harcela les navires occidentaux dans le Golfe Persan, abattit un drone américain, et attaqua les installations pétrolières saoudiennes.¹²⁶ Les tensions

¹²¹ Patrick Stewart, "The World Order is Starting to Crack," *Foreign Policy*, July 25, 2018.

<https://foreignpolicy.com/2018/07/25/the-world-order-is-starting-to-crack/>

¹²² Richard Roth, "UN Leader: US Leaving Paris Accord Will Harm Its Global Influence," *CNN*, May 31, 2017.

<https://edition.cnn.com/2017/05/30/politics/antonio-guterres-climate-change/index.html>

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ Smith, *Questions of Character*, p. 113.

¹²⁵ Hessler, "Militarism and the Trump agenda".

¹²⁶ Smith, *Questions of Character*, p. 114.

montèrent entre les deux Etats, jusqu'à ce que Trump approuva l'assassinat du général Qassem Soleimani, qui était à la tête du corps militaire iranien. Ce qui mena les deux Etats au bord de la guerre.¹²⁷ Et comme si cela ne suffisait pas, Trump ajouta dans un tweet qu'il était prêt à répondre aux provocations de l'Iran en bombardant ses sites culturels protégés par l'Unesco, ce qui aurait représenté une violation directe de la Convention de La Haye de 1954 (que les Etats-Unis ont signée au passage) :

« *They're allowed to kill our people. They're allowed to torture and maim our people. And we're not allowed to touch their cultural sites. It doesn't work that way.* »¹²⁸

Mais l'Iran ne fut pas le seul Etat envers lequel Trump adopta des politiques désastreuses qui menacèrent de faire éclater de nouveaux conflits ouverts. Il mena sa politique israélo-palestinienne tel un éléphant dans un magasin de porcelaine. Elle est l'exemple le plus parlant de la tendance de Trump à mener ses politiques extérieures en se basant sur ses relations personnelles, et non pas sur les intérêts des Etats-Unis. Son beau-fils, Jared Kushner, est notamment sioniste et compte Netanyahu dans ses amis proches.¹²⁹ Sous son influence, Donald Trump a transféré l'ambassade américaine à Jérusalem, qu'il s'est empressé de reconnaître comme étant la capitale officielle d'Israël. Il a aussi reconnu l'autorité israélienne sur le plateau du Golan et a supprimé la reconnaissance et l'aide économique américaines portées à la Palestine.¹³⁰ Il prit son parti en faisant, encore une fois, la sourde oreille vis-à-vis de l'opinion des experts et de la « communauté » internationale. Au Moyen-Orient en général Trump n'en fit qu'à sa tête. Son objectif final était de mettre un terme à l'engagement américain dans cette région en retirant les troupes engagées en Irak, en Afghanistan, en Syrie et contre l'Etat Islamique (EI). Ses généraux lui déconseillèrent de se retirer précipitamment de ces conflits, pour ne pas reproduire l'erreur d'Obama à ce niveau-là. Après avoir déclaré que ces guerres en Irak et en Afghanistan étaient « futiles » et que les recommandations des généraux n'étaient que du « *bullshit* »¹³¹, Trump entama des négociations avec les Talibans, les invitant même à Camp David pour une rencontre concernant le retrait des militaires américains d'Afghanistan. Il outragea d'autant plus les Républicains conservateurs et les Démocrates en acceptant la demande du président Erdogan pour le retrait des soldats américains au nord de la Syrie, afin de faciliter les attaques turques contre les Kurdes. La décision de Trump fut perçue comme l'abandon d'un allié américain et fut condamnée par l'entière du cabinet à la Sécurité Nationale. Le coup de grâce fut quand

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ *Ibid.*, p. 111.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*, p. 112.

il ordonna le retrait total des troupes américaines de Syrie. Son secrétaire à la Défense de l'époque, James Mattis, décida alors de démissionner face à cette trahison soudaine et précipitée.¹³²

Au-delà du domaine politique Trump continua également de faire des ravages et de miner le multilatéralisme dans le domaine du commerce. Tout d'abord il envisagea de quitter l'OMC, sous prétexte que l'organisation empiétait sur la souveraineté américaine. Une décision irréfléchie et inconsciente selon *Foreign Policy*¹³³ : « *This would be an extraordinary blunder for the nation that not only spearheaded the WTO's founding but has won a whopping 91 percent of the cases it has brought before the dispute resolution body.* » Ensuite, à son arrivée à la Maison Blanche il imposa directement des tarifs douaniers à la Chine, au Canada et à l'Union Européenne. 3 jours après son investiture il signa un décret qui désengagea les Etats-Unis de l'Accord de partenariat transpacifique (mieux connu sous son acronyme anglais « *TPP* »), afin de privilégier l'établissement d'accords bilatéraux.¹³⁴ Enfin, il menaça le jour même de son investiture de retirer les Etats-Unis de l'ALENA (accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) si on lui refusait une renégociation de cet accord qui n'était pas à son goût. L'accord sera finalement renégocié et deviendra l'Accord Etats-Unis-Mexique-Canada (AEUMC), mais au niveau de son contenu, peu de choses changeront.¹³⁵

Le fait le plus marquant de Trump en matière économique fut son bras-de-fer commercial avec la Chine. Cette dernière répliqua de la même façon face à l'imposition de tarifs douaniers sur ses marchandises aux Etats-Unis, ce qui précipita les deux pays dans une guerre commerciale. Trump usa du commerce comme arme coercitive, ce qui inquiéta les politologues qui constatèrent la détérioration de la relation entre les deux Etats. De plus, l'arrivée du coronavirus n'arrangea pas la situation diplomatique déjà délicate. Trump nomma plusieurs fois le coronavirus le « *China virus* », en sous-entendant même que la Chine aurait délibérément encouragé la propagation mondiale du virus.¹³⁶ La Chine, offensée, répondit à cette méfiance en refusant aux scientifiques américains, venus étudier les origines du virus, l'accès au territoire chinois, ce qui continua de miner la confiance entre les deux puissances.

Un dernier trait de la politique étrangère de Trump qui mérite l'attention est sa tendance à vouloir rencontrer et à admirer les dirigeants de régimes autoritaires. Sa bonne

¹³² Jeffrey Goldberg, "The Man Who Couldn't Take It Anymore," *The Atlantic*, October 2019. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2019/10/james-mattis-trump/596665/>

¹³³ Stewart, "The World Order Is Starting To Crack."

¹³⁴ Smith, *Questions of Character*, p. 110.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ *Ibid.*

entente avec le dirigeant nord-coréen Kim Jong-Un a fait la une des journaux pendant des semaines tellement elle a pris tout le monde de court. Alors que les relations entre les deux Etats étaient au plus bas à cause de déclarations provocatrices de Trump sur le programme nucléaire nord-coréen, Trump décida d'ignorer une nouvelle fois ses conseillers et d'accepter soudainement une rencontre avec le dictateur. Même si les efforts de Trump menèrent à l'établissement d'une relation diplomatique sans précédent entre les deux pays, ils ne suffirent pas à démanteler le programme nucléaire nord-coréen : « *The lovefest between Trump and Kim continued but so did Kim's nuclear program.* »¹³⁷ De même, Trump s'engagea dans une relation amicale avec le président Poutine. Malgré l'affaire de l'ingérence russe dans les élections présidentielles américaines de 2016, les deux présidents se rencontrèrent plusieurs fois pendant le mandat de Trump. Cette affinité fut mal vue. Ils achevèrent de choquer le public quand Trump fit comprendre qu'il admirait le président russe, le qualifiant même de « *forceful leader* ». Tandis que Poutine trouva que Trump était « *bright* » et « *talented without doubt* ».¹³⁸ En revanche, les affinités entre les deux ne dépassèrent pas le stade des mots doux. Quand il fallut déterminer les actions de chacun en matière de politique étrangère, leurs idéologies respectives prirent le relais. Trump avait peut-être complimenté Poutine plus qu'il n'était désirable, mais il accepta, contrairement à Obama avant lui, de vendre des armes à l'Ukraine afin de combattre des insurgés pro-russes.¹³⁹ Son administration imposa également de nouvelles sanctions à des entités et individus russes, et se retira du Traité Ciel Ouvert de 1992 qui autorise les Etats membres à survoler les territoires des signataires.¹⁴⁰ À côté des dirigeants nord-coréen et russe, il cultiva pendant toute la durée de son mandat de bonnes relations avec les dirigeants saoudiens pourtant impliqués dans le meurtre du journaliste et résident américain, Jamal Khashoggi.¹⁴¹ L'amabilité dont Trump fit preuve envers tous ces dirigeants engendra à chaque fois de nouvelles polémiques.

2.5 Ce qu'en pense l'opinion publique

La question maintenant est de savoir quel impact ont eu sa parole et ses décisions en matière de politique étrangère sur le soft power américain. Qu'en a pensé l'opinion publique ? Comment ont réagi les Etats alliés au comportement américain lors du mandat de Trump ? Quelles conséquences finalement a-t-il engendrées sur le plan international ?

¹³⁷ *Ibid.*, p. 115.

¹³⁸ David Remnick, "Trump and Putin: A Love Story," *the New Yorker*, August 3, 2016. <https://www.newyorker.com/news/news-desk/trump-and-putin-a-love-story>

¹³⁹ Smith, *Questions of Character*, p. 116.

¹⁴⁰ *Ibid.*

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 115.

Premièrement, tout le monde est d'accord pour admettre que l'ordre libéral mondial fut abîmé lors du mandat de Donald Trump, et que le soft power américain a subi des dégâts par la même occasion. Le président américain a indéniablement tenté de miner l'ordre établi en s'attaquant à ses piliers comme les institutions internationales et les alliances interétatiques existantes. Ce faisant il a suscité maintes fois étonnement, déception, colère, et indignation, tant auprès du public américain qu'à l'étranger. Ce qui, à première vue, paraissait être une mauvaise nouvelle en a pourtant réjoui certains. Richard Gowan par exemple, y voit du positif. Selon lui, les attaques de Trump contre le système actuel ont prouvé à quel point celui-ci est solide. Les alliés se sont resolidarisés autour du maintien de ce système, quitte à changer de gardien de l'ordre international :

« U.S. allies and rivals alike have reiterated their interest in seeing that system survive. They have also begun to imagine scenarios in which another power – China – could replace the U.S. as the centerpiece of the system. This notion is almost certainly still significantly premature, but the very fact that it has rapidly gained currency in both American and non-American policy debated is noteworthy nonetheless. Trump's efforts to disrupt the multilateral system have created a demand for an alternative guarantor of international order, and in doing so given Beijing a diplomatic boost. »¹⁴²

L'imprévisibilité de Trump a détruit le lien de confiance qui existait entre les Etats-Unis et ses alliés. Ses actes incohérents et son style de négociation dur ont rendu ces derniers méfiants vis-à-vis de l'Amérique de Trump :

« Negotiation research across multiple contexts has demonstrated empirically that a reputation as a hard bargainer does not help one make good deals but instead quite the opposite: counterparts don't trust you and are unwilling to engage in integrative exchanges that create value and therefore better outcomes. »¹⁴³

C'est pourquoi les alliés ont cherché à se réorganiser sans les Etats-Unis. Face à l'économie protectionniste trumpienne, l'Union Européenne a exploré d'autres partenariats commerciaux comme le Japon et le Mercosur, et a même envisagé la Chine :

« Trump's trade protectionism has done the seemingly unimaginable. It has allowed mercantilist China – which flagrantly steals intellectual property, restricts foreign investments, and protects entire sectors from foreign competition – to portray itself as a bastion of multilateral trade. »¹⁴⁴

¹⁴² Richard Gowan, "The Unintended International Consequences of Donald J. Trump," *Zeitschrift für Politikwissenschaft* 27 (2017): p. 372. <https://doi.org/10.1007/s41358-017-0107-y>

¹⁴³ Babbit, "Will the Trump Administration change international diplomacy?", p. 118.

¹⁴⁴ Stewart, "The World Order Is Starting To Crack."

Même dans le combat contre le réchauffement climatique et pour le maintien de la globalisation, la Chine fut envisagée par les Européens comme nouveau partenaire fiable. Elle réitéra d'ailleurs sa volonté de s'impliquer dans le combat quand les Etats-Unis quittèrent l'Accord de Paris.¹⁴⁵ À ce moment-là, les actions de Trump étaient tellement incohérentes que les alliés européens se préparèrent au pire : dans le cas où les Etats-Unis se retireraient de toute forme de multilatéralisme international, il fallait agir et tenter de sauver les meubles. C'est pourquoi la question s'est posée de remplir le vide potentiel laissé par Trump avec un nouveau dirigeant du monde libéral. Des personnalités comme Emmanuel Macron, Angela Merkel, et même Justin Trudeau, furent envisagées pour ce poste.¹⁴⁶

Pourtant, dans les faits, il y eut plus de peur que de mal. Certaines des tirades de Trump relevèrent plus du spectacle que de la menace d'exécution. Ainsi, en ce qui concerne l'OTAN, il a gardé des politiques mises en place par son prédécesseur visant à renforcer le flanc est de l'alliance contre la Russie. Il a également renoncé à réduire le financement américain de l'ONU malgré qu'il ait promis de le faire, se rendant compte qu'il aurait probablement besoin de l'ONU pour gérer la crise nord-coréenne.¹⁴⁷ Et même s'il a bel et bien retiré les Etats-Unis de l'Accord de Paris pour le climat et de l'Accord nucléaire iranien, les deux accords contiennent des clauses qui font que le retrait effectif n'aurait pas pu avoir lieu avant 2020.¹⁴⁸ Ces mécanismes internes ont permis au président Joe Biden, le successeur de Donald Trump, de réengager les Etats-Unis dans l'Accord de Paris dès son premier jour en fonction¹⁴⁹ et de reprendre un dialogue avec l'Iran à propos de l'Accord de Vienne.¹⁵⁰

Si l'ordre international établi fut moins endommagé que ne le prédisait le comportement de Trump à son égard, l'image des Etats-Unis à l'étranger, quant à elle, n'est certainement pas sortie indemne de ce mandat chaotique. Une étude du *Pew Research Center* de juin 2017 menée dans 37 pays, démontre que seulement 5 mois après que Trump soit entré en fonction, le bilan de sa politique étrangère pesait déjà lourd sur l'image de son pays.¹⁵¹

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Gowan, "The Unintended International Consequences," p. 372.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 374.

¹⁴⁹ Oliver Milman, "Biden Returns US to Paris Climate Accord Hours After Becoming President," *The Guardian*, January 20, 2021. <https://www.theguardian.com/environment/2021/jan/20/paris-climate-agreement-joe-biden-returns-us>

¹⁵⁰ Matthew Lee and Aamer Madhani, "Biden Administration Responds to Iran's Offer to Resume Nuclear Deal," *PBS New Hour*, August 24, 2022. <https://www.pbs.org/newshour/world/biden-administration-responds-to-irans-offer-to-resume-nuclear-deal>

¹⁵¹ Richard Wike, Bruce Stokers, Jacob Poushter, and Janell Fetterolf, "US Image Suffers as Publics Around World Question Trump's Leadership," Report, *Pew Research Center*, June 26, 2017. <https://www.pewresearch.org/global/2017/06/26/u-s-image-suffers-as-publics-around-world-question-trumps-leadership/>

L'étude fait la distinction entre l'opinion que les sondés pouvaient avoir séparément du président lui-même, des Etats-Unis, des Américains, et de la culture américaine. Vers le début du mandat de Donald Trump, 74% des sondés déclaraient ne pas avoir confiance en la capacité de Trump à prendre les bonnes décisions, et seulement 49% avaient une opinion favorable de Trump. Il faisait partie des dirigeants les plus détestés, arrivant dernier dans le classement après Xi Jinping et Vladimir Poutine. 75% des sondés ont exprimé qu'ils le trouvaient arrogant, 65% le trouvaient intolérant, et 62% dangereux. La seule qualité positive qui est ressortie du sondage est que 55% trouvaient que c'était un « dirigeant fort » (*strong leader*). Ce que peuvent penser les gens du président impacte bien évidemment leur vision de l'Etat que ce président dirige. Ainsi, parmi les 37 pays sondés, le taux favorable envers les Etats-Unis n'a augmenté qu'en Russie et au Vietnam à l'arrivée de Trump. La proportion de personnes ayant une opinion favorable des Etats-Unis a chuté dans les 35 autres pays, surtout en Amérique Latine et Amérique du Nord, en Europe, en Asie et en Afrique. La désapprobation générale de ses politiques étrangères n'a pas aidé à redorer le blason américain : seulement 34% des sondés ont approuvé le retrait des Etats-Unis de l'Accord sur le nucléaire iranien ; 19% ont approuvé le retrait de l'Accord de Paris pour le climat ; et 18% le retrait d'accords commerciaux majeurs comme le TPP.

Après 4 ans de présidence les chiffres ne se sont pas améliorés, au contraire : en 2020 le *Pew Research Center* a mené un nouveau sondage d'opinion dans 16 pays.¹⁵² Vers la fin du mandat de Trump, seulement 34% des sondés avaient une opinion favorable de Trump, et 17% lui faisaient confiance. La transition de Donald Trump à Joe Biden en tant que président des Etats-Unis prouve à quel point les politiques étrangères de Trump n'étaient pas validées par l'opinion publique internationale. Mais cette transition prouve également à quel point ces opinions peuvent être éphémères. À titre d'exemple, seulement 9% des Belges interrogés en 2020 étaient convaincus que le président américain (Trump à l'époque) puisse prendre la bonne décision en ce qui concerne les affaires internationales. En 2021, quand Biden fut élu président, ce chiffre est passé à 79%. De même, ce chiffre a grimpé de 15% à 85% en Suède ; de 20% à 77% au Canada ; de 23% à 75% en Australie ; et de 25% à 73% au Japon. En ce qui concerne les choix politiques du nouveau président, les chiffres parlent d'eux-mêmes également : 89% des 16 pays sondés ont approuvé le choix de Biden de ramener les Etats-Unis dans l'OMS, que Trump avait quitté en 2020. Le retour des Etats-Unis dans les accords

¹⁵² Richard Wike, Jacob Poushter, Laura Silver, Janell Fetterolf, and Mara Mordecai, "America's Image Abroad Rebounds With Transition From Trump to Biden," Report, *Pew Research Center*, June 10, 2021. <https://www.pewresearch.org/global/2021/06/10/americas-image-abroad-rebounds-with-transition-from-trump-to-biden/>

de Paris pour le climat a aussi été salué mondialement : 85% se sont prononcés en faveur de l'initiative de Biden. Là où seulement 8% des sondés français, interrogés en 2019, ont approuvé le retrait des Etats-Unis de l'Accord de Paris par Trump, 91% ont approuvé le retour américain par Biden en 2020. On observe les mêmes changements en ce qui concerne l'image qu'a l'opinion publique des Etats-Unis. Ainsi, à propos du changement d'opinion qui eut lieu entre l'été 2020 et l'été 2021 :

« In every place surveyed except New Zealand, around half or more have a favorable opinion of the U.S. Ratings are highest in South Korea, where 77% have positive views of the U.S., and around two-thirds or more in Japan, France and the UK say the same. These broadly positive views reflect a sharp uptick since last summer, when ratings of the U.S. were at or near historic lows in most countries. For example, in Belgium, where only a quarter had favorable views of the U.S. last year, a 56% majority say the same today. »¹⁵³

Partout dans le monde, l'opinion publique a changé en moins d'un an. Que ce soit à propos du dirigeant américain ou des Etats-Unis eux-mêmes, l'avis que s'en fait le public à l'étranger a l'air d'être aussi éphémère que le mandat d'un président et semble pouvoir basculer en 4 ans. Dès lors, une présidence aussi atypique que celle de Trump peut-elle réellement impacter le noyau dur de la représentation de l'Amérique à l'étranger, et par la même occasion, le soft power américain sur le long terme ?

¹⁵³ *Ibid.*

3. La politique interne de Trump : une rupture avec les valeurs traditionnelles ?

À côté de la politique étrangère, il y a également beaucoup à dire sur les choix de Trump en matière de politique intérieure. Durant sa campagne électorale de 2016 il prit des positions dures concernant l'immigration et s'attaqua verbalement aux droits humains. Ce qui laissa présager – si Trump accédait au pouvoir – un mandat qui accorderait moins d'importance aux droits humains que ce qu'accorde traditionnellement la politique interne et étrangère des Etats-Unis.¹⁵⁴ Cette vision différente de la politique intérieure allait, selon lui, faire progresser le pays et « *make America great again* », ce qui n'était pas au goût des Démocrates. Ces derniers lancèrent, en réponse à un appel téléphonique que passa Trump au président Zelensky en juillet 2019 qu'ils jugèrent inconstitutionnel, une procédure d'impeachment contre le président en septembre 2019.¹⁵⁵ Cette procédure n'aboutit pourtant pas à la destitution de Trump comme l'avaient espéré les Démocrates. Le président resta en fonction, mais au lieu d'adopter une attitude pacificatrice il s'en prit verbalement à ses adversaires et à ses critiques en les traitant respectivement de « *evil* » et de « *liars and leakers* ». ¹⁵⁶ Sa victoire au sortir de la procédure d'impeachment consolida sa position de pouvoir à la Maison Blanche.¹⁵⁷ Grâce à elle, il se conforta dans sa capacité à surmonter tout obstacle. Or dans les faits, il n'eut pas à faire face à de gros obstacles avant sa dernière année de présidence. Car en 2020 Trump se retrouva pour la première fois à devoir gérer de véritables crises, quand la pandémie du coronavirus et le mouvement *Black Lives Matter* éclatèrent.

3.1 Immigration et droits humains

Revenons dans un premier temps sur l'immigration. Le 7 décembre 2015, alors qu'il n'était encore qu'un candidat parmi d'autres pour les élections présidentielles, Trump annonça une interdiction totale d'entrée sur le territoire américain pour les musulmans, sous prétexte que la foi musulmane puiserait sa source dans la haine et la violence.¹⁵⁸ Au-delà de

¹⁵⁴ Evan W. Sandlin, "The Trump Administration Versus Human Rights: Executive Agency or Policy Inertia?" *Human Rights Review* (2022): p.1. <https://doi.org/10.1007/s12142-021-00651-z>

¹⁵⁵ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 228.

¹⁵⁶ Stephen Collinson, "Trump weaponizes the Presidency after impeachment victory," CNN, February 10, 2020. <https://edition.cnn.com/2020/02/10/politics/donald-trump-presidency-joe-biden-impeachment/index.html>

¹⁵⁷ *Ibid.*

¹⁵⁸ Jenna Johnson and David Weigel, "Donald Trump calls for 'total ban' on Muslims entering United States," *The Washington Post*, December 8, 2015. https://www.washingtonpost.com/politics/2015/12/07/e56266f6-9d2b-11e5-8728-1af6af208198_story.html

son caractère discriminatoire et illégal aux yeux du droit international, cette proposition fut également vague au niveau de son contenu : quels musulmans seraient concernés par cette décision exactement ? Une des nombreuses questions posées par les journalistes auxquelles Trump ne répondit pas. Peu de personnes approuvèrent l'annonce : le candidat républicain Ted Cruz riposta en disant « *that there are millions of peaceful Muslims around the world.* »¹⁵⁹ D'autres collègues du GOP dirent de Trump qu'il était « dérangé », ou encore que sa position fût « ridicule ».¹⁶⁰ Le camp démocrate condamna fermement cette proposition, qui annonçait la couleur d'une présidence aux tons racistes et anti-immigrants, si Trump venait à être élu.

En 2018, une fois président, Trump appliqua la « *Zero tolerance policy* ». Cette politique, mise en place d'avril à juin 2018, devait servir à renforcer le contrôle du flux de migrants sans papiers arrivant sur le sol américain depuis l'Amérique Centrale.¹⁶¹ Dans les faits, cette politique imposa aux migrants arrivant à la frontière américaine de séparer les adultes des enfants. Les adultes furent envoyés dans des prisons avant de comparaître devant le juge en plaçant coupable, et puis furent déportés. Les enfants quant à eux furent gardés dans des centres de détention séparés. Ces mesures déjà inhumaines en elles-mêmes furent complétées par des conditions de détention alarmantes. Sous la *zero tolerance policy*, les familles de migrants qui arrivaient aux Etats-Unis furent emmenées d'abord dans un centre que les immigrants eux-mêmes finirent par appeler la « *hielera* » (littéralement « boîte de glace »), à cause de la température ambiante trop basse du centre (17,8°C).¹⁶² Ils y restaient quelques jours sans couvertures en suffisance et dormant souvent à même le sol. Ensuite les familles furent séparées et envoyées dans des centres différents. Ces centres-là furent appelés « *perrera* » (ou « chenil ») parce que les migrants restaient toute la journée et toute la nuit dans des cages avec la lumière constamment allumée.¹⁶³ Début juin 2018 des journalistes et avocats démocrates visitèrent plusieurs de ces centres de détention au Texas et exprimèrent leur effroi.¹⁶⁴ Les cages étaient surpeuplées d'enfants seuls, parfois très jeunes. La règle officielle stipulait de ne pas séparer les enfants de moins de 4 ans de leurs parents. Or les témoignages affirmèrent avoir vu des enfants de 3 ans et parfois même des bébés ayant encore besoin d'être allaités être séparés de leur famille.¹⁶⁵ Beaucoup de familles ne furent

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ Ibid.

¹⁶¹ Terence Garrett, "The Security Apparatus, Federal Magistrate Courts, and Detention Centers as Simulacra: The Effects of Trump's Zero Tolerance Policy on Migrants and Refugees in the Rio Grande Valley," *Political Science Faculty Publications and Presentations* 4 (2020): p. 1.

¹⁶² Ibid., p. 16.

¹⁶³ Ibid., p. 16; "Trump Migration Separation Policy: Children 'in Cages' in Texas," *BBC*, June 18, 2018. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44518942>

¹⁶⁴ "Trump Migration Separation Policy."

¹⁶⁵ Ibid.

pas prévenues qu'elles allaient être séparées. Des parents, à qui les gardiens sur place avaient fait croire que leurs enfants avaient besoin de prendre un bain afin de les prendre à part, ne les revirent jamais. En sachant cela, le sénateur démocrate Jeff Merkley s'insurgea face aux autorités qui affirmaient avec fierté que les toilettes des centres étaient nettoyées 3 fois par jour : « *Those kids who have been separated from their parents are already being traumatised. [...] It doesn't matter whether the floor is swept and the bed-sheets tucked in tight.* »¹⁶⁶

Face à la pression des médias et des défenseurs des droits humains, Donald Trump mit fin à la *zero tolerance policy* le 24 juin 2018, soit 3 mois après son instauration. Même si la séparation des familles de migrants fut arrêtée officiellement, elle continua officieusement¹⁶⁷ : depuis la fin de la « politique de tolérance zéro » seulement 500 enfants sur 2500 furent réunis avec leurs parents. Vers la fin de 2018, c'est presque 15 000 enfants migrants non-accompagnés que les Etats-Unis gardaient dans des centres de détention éparpillés sur son territoire.¹⁶⁸ Cette politique fut considérée comme allant directement à l'encontre du droit international et des Etats-Unis, car en considérant et en traitant les immigrés comme des criminels, Trump viola directement la Convention relative au statut des réfugiés (1951) et son complément le Protocole relatif au statut des réfugiés (1968).¹⁶⁹

La *zero tolerance policy* incarna tout le mépris dont Trump avait déjà fait montre auparavant vis-à-vis des droits humains. Jusque-là, les attaques, non moins choquantes, de Trump contre les libertés fondamentales humaines s'étaient au moins restreintes à des attaques verbales :

« *As a candidate, Donald Trump downplayed the plight of immigrants and refugees and vowed to stop them from coming to the USA, regardless of the abuses they faced abroad [...]. During a Presidential debate, he discussed the torture-technique of waterboarding favorably and said he would bring back 'a hell of a lot worse'. He also said he would keep Guantanamo Bay open and 'load it up'. Candidate Trump also 'brushed off' reports of brutal human rights violations from allies and enemies alike. [...] He also pledged to kill the families of Islamic State militants, which would be an unambiguous war crime if such individuals were not active participants in hostilities.* »¹⁷⁰

Les droits humains n'étaient pas une priorité pour le président Trump. En cela, il rompit avec la tradition américaine qui veut qu'une partie de sa politique étrangère (même

¹⁶⁶ *Ibid.*

¹⁶⁷ Garrett, "The Security Apparatus," p. 17.

¹⁶⁸ *Ibid.*

¹⁶⁹ *Ibid.*, pp. 17 – 18.

¹⁷⁰ Sandlin, "The Trump Administration Versus Human Rights," p. 4.

de façon superficielle) soit dédiée à la promotion et à la protection des droits humains.¹⁷¹ Un président qui se montra ouvertement hostile aux droits fondamentaux humains était donc nouveau pour le peuple américain. Cette hostilité se manifesta également dans son fameux projet de construction d'un mur sur la frontière mexico-américaine. Son « *big, fat, beautiful wall* » comme il l'appelle.¹⁷² Dès le début, le projet de son mur fut au centre de sa campagne électorale. Selon lui, la construction du mur allait permettre de combattre le « fléau du crime » et de créer une « zone de sécurité » à la frontière.¹⁷³ Un argument qui fut bien vite démonté par les autorités de la *United States Immigration and Customs Enforcement* (ICE). L'ex-directrice de l'ICE expliqua en janvier 2019 que 90% du trafic d'héroïne, 88% du trafic de cocaïne, et 80% du trafic de fentanyl en direction des Etats-Unis furent saisis dans des points de passage légaux entre les deux pays, et non pas à des endroits de passage clandestins.¹⁷⁴ D'après elle, renforcer la frontière mexico-américaine au moyen de son mur n'aurait donc strictement rien changé à la criminalité que Trump cherchait à combattre avec tant de ferveur. À la place, le refus de Trump d'envisager d'autres moyens plus performants afin de décourager les « terroristes » et d'augmenter la sécurité près des frontières fut la preuve de sa politique jugée menaçante envers les réfugiés et nocive pour les citoyens américains vivant près des frontières :

« *President Trump's movement of National Guard and active duty military personnel [...] was to aid the Customs and Border Protection and U.S. Border Patrol agents on the southern border to prevent 'caravans' of migrants and refugees from entering the country in an 'illegal' manner. Symbolic actions such as the laying of concertina wire along the border where there are already walls send messages of fear and oppression to migrants and residents of border communities.* »¹⁷⁵

À côté des droits humains, le mur aurait également affecté la biodiversité et les communautés aux alentours. Une enquête du *Wall Street Journal* a révélé qu'en coupant à travers des écosystèmes comme les sources *Quibaquito*, la construction du mur avait mis en danger 60% des espèces de la biodiversité locale, dont 18 espèces d'oiseaux. Des scientifiques ont démontré que si le mur était venu à exister dans son entièreté, il aurait perturbé les

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 1.

¹⁷² Garrett, "The Security Apparatus," p. 7.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 6.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p.7; Michelle Mark, "I don't know who's telling the president this is a good idea': Former ICE director says Trump's wall makes 'so little sense'," *Insider*, January 22, 2019.

<https://www.insider.com/former-ice-director-sarah-saldana-says-trumps-wall-doesnt-stop-true-threat-2019-1>

¹⁷⁵ Garrett, "The Security Apparatus," p. 21.

migrations et réduit l'habitat naturel de 62 espèces en voie de disparition.¹⁷⁶ Les habitants de la vallée du *Rio Grande* n'auraient pas été épargnés non plus :

« *The new barrier will cause deadly flooding by trapping debris and turning into a dam that pushes the Rio Grande into border towns. As climate change exacerbates flooding in the region, border towns will suffer immense property damage. Contractors building Trump's wall have also blasted through sacred Native Americans sites, including ancient burial grounds where construction crews have found bone fragments.* »¹⁷⁷

Toutes ces conséquences n'ont pas empêché Trump de s'obstiner dans la construction de son mur. Premièrement, concernant le financement du mur, il força la main au Congrès en invoquant un état d'urgence national afin d'acquiescer \$5,7 milliards du budget fédéral des Etats-Unis 2019.¹⁷⁸ Ce coup de pression résulta de la frustration qu'il avait accumulée depuis deux ans face au refus du Congrès de lui accorder ce dont il avait besoin en termes de subventions pour son mur. Cet état d'urgence fut néanmoins dénoncé par 58 officiels comme étant abusif à travers le document « *Joint Declaration of Former United States Officials* » dans lequel ils déclarèrent :

« *On February 15, 2019, the President declared a 'national emergency' for the purpose of diverting appropriated funds from previously designated uses to build a wall along the southern border. We are aware of no emergency that remotely justifies such a step [...] For all of the foregoing reasons, in our professional opinion, there is no factual basis for the declaration of a national emergency.* »¹⁷⁹

La stratégie de l'état d'urgence national fit partie du cadre narratif basé sur la peur que Trump construit autour de son mur. L'idée était d'insuffler de la peur dans l'imaginaire du peuple américain face à une hypothétique catastrophe imminente venant d'au-delà des frontières afin de présenter le mur comme la solution ultime. Il fit planer la menace d'un nouveau 11 septembre au-dessus de l'Amérique pour mieux obtenir ce qu'il voulait :

« *Trump's declaration of a state of emergency to build the border wall based on 'caravans' of migrants and refugees coming from mostly Central America is another extension of the pattern of continued expansion involving the permanent 'state of siege' used as an executive rationale to suspend the normal division of constitutional powers and republican laws.* »¹⁸⁰

¹⁷⁶ Mark Joseph Stern, "Trump is Trampling Dozens of Laws to Build his Border Wall," *Slate*, February 18, 2020. <https://slate.com/news-and-politics/2020/02/trump-real-id-border-wall.html>

¹⁷⁷ *Ibid.*

¹⁷⁸ Garrett, "The Security Apparatus," p. 8.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 12.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 11.

Deuxièmement, concernant la légalité du mur, Trump s'appuya largement sur la *REAL ID Act 2005*. Cette loi permet de garantir un certain pouvoir au Département de la Sécurité intérieure, et notamment au secrétaire à la Sécurité intérieure.¹⁸¹ Cette loi ne fut jamais invoquée sous Barack Obama et seulement 4 fois sous George W. Bush, tandis qu'en moins de 3 ans, Donald Trump l'invoqua afin d'outrepasser près de 50 lois portant sur la protection de l'environnement, mais aussi des terres amérindiennes, des sites archéologiques et historiques, et des monuments nationaux.¹⁸² De plus, cet outrepassement des lois n'aurait pu être possible sans le soutien de la Cour suprême. Cette dernière, à cause de sa majorité républicaine, publia en juillet 2019 une décision judiciaire accordant à Trump le droit d'utiliser des financements militaires pour la construction du mur.¹⁸³ Une fois que la Cour suprême lui donna le feu vert, Trump fut en mesure d'écarter l'opposition rencontrée de la part du Congrès et des juges fédéraux quant à son projet.

Encore une fois, le projet du mur mexico-américain montra à quel point Trump était prêt à tout pour obtenir ce qu'il voulait, même à se considérer au-dessus de la loi. Il se reposa, confiant, sur l'Article II de la Constitution américaine qui lui donnait d'après lui le droit de faire ce qu'il voulait en tant que président.¹⁸⁴ Pendant son mandat il s'en prit aux juges qui émirent des jugements contre lui et aux avocats qui refusèrent de mener des investigations sur ses adversaires politiques. Il insulta et dénigra à maintes reprises les chefs de parti démocrates au Congrès et ne vira pas moins de 5 inspecteurs généraux à cause de leurs rapports sur des cas d'inconduite au sein de l'administration.¹⁸⁵ Ce système d'inspecteurs généraux fut instauré dans chaque département gouvernemental après l'affaire du *Watergate* afin de signaler d'éventuelles mauvaises conduites au sein de l'administration.¹⁸⁶ Là où George W. Bush et Barack Obama mirent respectivement 2 et 1 inspecteurs généraux à la porte durant leurs 8 ans de mandat, Trump en vira 5 en seulement 4 ans. Tous étaient en train d'enquêter sur certains actes de l'administration présidentielle au moment où ils furent limogés. Non seulement Trump ne respecta pas l'indépendance des bureaux d'inspecteurs généraux, mais il bafoua également la procédure qui exigeait qu'un limogeage d'un inspecteur général soit accompagné d'une justification et d'une période d'attente de 30 jours.

¹⁸¹ Stern, "Trump is Trampling Dozens of Laws."

¹⁸² *Ibid.*

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ Smith, *Questions of Character*, p. 126.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 125.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 126.

Tous ces actes, il les justifia par la Constitution qui lui donnait soi-disant « le plein pouvoir ». ¹⁸⁷ Donald Trump fut particulièrement insensible à la loi et à son application rigoureuse. Il avait du mal à comprendre que tout le monde y soit soumis, lui y compris. La façon dont son entourage prenait soin de toujours valider ses propos et de ne jamais aller à l'encontre de ce qu'il disait le faisait baigner dans un puissant sentiment d'impunité. Trump n'avait pas l'habitude qu'on lui refuse quoi que ce soit et considérait que la législation – et les règles en général – avaient avant tout comme fonction de l'avantager. Dès lors que, dans sa tête, ses intérêts personnels passaient avant le respect de la loi, il n'avait aucun mal à violer les règles, ni à inciter à violer les règles. De la part du président des Etats-Unis, ce comportement paraissait impensable. Trump négligea complètement cette image d'irréprochabilité qu'il était censé incarner : « *Overall, President Trump failed to conform his conduct to the dignity, propriety, and sense of legitimacy the Constitution and democratic values require of a president who serves as head of state and role model, especially for children.* » ¹⁸⁸

3.2 Non pas une... mais deux procédures de destitution

Fin 2019, au bout de deux ans et demi d'actes irréfléchis de la part de Trump, les Démocrates décidèrent de déclencher une première procédure de destitution contre le président. ¹⁸⁹ Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des Représentants, avait longuement hésité avant de se décider. La procédure n'avait rien d'anodin et représentait une prise de risque considérable pour le clan démocrate. Avant Trump, seulement 3 autres présidents dans toute l'histoire politique américaine avaient fait l'objet d'une procédure d'impeachment : Andrew Johnson, Richard Nixon et Bill Clinton (même si la procédure de destitution contre Nixon fut abandonnée quand il démissionna). ¹⁹⁰ S'attaquer à Trump de cette façon signifiait engager une guerre politique contre ce dernier et ses partisans. Cette procédure pouvait empirer le clivage politique sévère et l'atmosphère tendue dont l'Amérique souffrait déjà à ce moment-là. Néanmoins, le 25 juillet 2019, Trump passa un appel au président ukrainien afin d'exiger de sa part une investigation sur Joe Biden. Pour Nancy Pelosi et les Démocrates ce fut la goutte qui fit déborder le vase. L'affaire ukrainienne ne sortait pourtant pas de nulle part. Cela faisait déjà deux ans que l'affaire russe planait au-dessus de l'administration trumpienne à travers le rapport de Robert Mueller : Trump fut

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 125.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 125.

¹⁸⁹ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 237.

¹⁹⁰ Dave Roos, "How Many US Presidents Have Faced Impeachment?" *History*, October 21, 2019. <https://www.history.com/news/how-many-presidents-impeached>

notamment accusé de collusion avec la Russie pendant la campagne présidentielle. Le site *Wikileaks* avait publié des preuves d'interférence russe pendant la campagne. Le lieutenant Robert Mueller fut nommé procureur spécial afin de superviser l'enquête sur les possibles liens entre le gouvernement de la Russie et des individus liés à la campagne présidentielle de Donald Trump.¹⁹¹ Après deux ans d'enquête, Mueller rédigea et publia un rapport sur cette affaire. Le président fut acquitté de toutes charges le 24 juillet 2019.¹⁹² Le lendemain il appela Volodymyr Zelenski, son homologue ukrainien. Officiellement il le félicita et discuta avec lui du renforcement de la coopération entre leurs deux Etats. Officieusement il le menaça de retirer le soutien de Washington s'il n'acceptait pas d'enquêter sur ses adversaires politiques. Le compte-rendu de cet appel fut publié en septembre après qu'un lanceur d'alerte ait attiré l'attention sur cet échange téléphonique en août 2019.¹⁹³

L'affaire ukrainienne permit aux Démocrates de rassembler les éléments nécessaires afin de lancer une procédure d'impeachment. Le signalement du lanceur d'alerte et la publication du compte-rendu de l'appel téléphonique firent basculer l'opinion publique de peu du côté de la destitution.¹⁹⁴ Une majorité d'élus démocrates de la Chambre fut désormais prête à s'engager dans une telle procédure. Il ne restait plus qu'à savoir comment les élus républicains allaient réagir. À l'annonce officielle de l'ouverture d'une enquête sur l'affaire ukrainienne, Trump choisit l'outrance en guise de riposte. Il parla de « guerre civile », de « coup d'Etat » et de « trahison ».¹⁹⁵ Dans un premier temps, la Maison Blanche et le camp républicain hésitèrent : fallait-il collaborer à l'enquête de la Chambre ? Quelle attitude adopter ? Le 8 octobre 2019 l'avocat de Trump publia un courrier qui donna le ton : ce fut une véritable déclaration de guerre contre les Démocrates.¹⁹⁶ À partir de ce moment-là, tous les Républicains firent bloc avec le président et refusèrent de coopérer. Le processus se transforma en véritable guerre des tranchées entre les pro-Trump et les anti-Trump. Le cauchemar le plus sombre de Nancy Pelosi se réalisa. Car dès le début elle savait qu'elle s'engageait dans une situation délicate, que la formule de Ralph Waldo Emerson résume très bien : « lorsque vous frappez un roi, vous devez le tuer. »¹⁹⁷ Pelosi n'avait pas le droit à l'erreur. Les conséquences d'un échec pouvaient être lourdes. Le 18 décembre 2019 la Chambre des Représentants se rassembla pour le vote final. À majorité démocrate, elle vota sans surprise en faveur de la mise en accusation du

¹⁹¹ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 226.

¹⁹² *Ibid.*, p. 228.

¹⁹³ *Ibid.*

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 235.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 237.

¹⁹⁶ *Ibid.*

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 235.

président pour « abus de pouvoir » (230 votes en faveur contre 197) et « entrave à la bonne marche du Congrès » (229 votes en faveur contre 198).¹⁹⁸ Quand le procès s'ouvrit au Sénat le 21 janvier 2020, la partie était déjà jouée. Aucune entente ou compromis ne fut envisageable entre les deux camps. Les Républicains veillèrent à ce que la majorité qualifiée de 67 votes – majorité exigée pour chasser un président de la Maison Blanche – fut impossible à atteindre. Le 5 février 2020 le Sénat acquitta Trump d'abus de pouvoir avec 52 voix contre 48 ; et d'entrave au bon fonctionnement du Congrès avec 53 voix contre 47.¹⁹⁹ Malheureusement pour Pelosi, elle ne réussit pas à tuer le roi. Ce dernier en ressortit encore plus fort. Trump proclama sa victoire dans une aura de triomphe absolu et se conforta d'autant plus dans son sentiment d'invincibilité. L'ironie du destin voulut pourtant qu'au même moment, la pandémie du Covid-19 – qui aura été la première vraie crise à faire flancher le président – se préparait lentement mais sûrement. Mais pour l'heure, Trump put se vanter d'avoir survécu à une procédure de destitution, ce qui constituait déjà un fait exceptionnel dans l'histoire politique des Etats-Unis. À peine un an plus tard il renouvela « l'exploit » en survivant à une deuxième procédure de destitution lancée à son encontre à l'occasion des émeutes qu'il aurait incitées sur le Capitole du 6 janvier 2021.²⁰⁰

Pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, un président a fait l'objet non pas d'une, mais de deux procédures d'impeachment. Et ce en l'espace d'un mandat seulement. Pourtant, à aucun moment une remise en question n'a été envisagée par Donald Trump. Pour lui et ses partisans, les deux procédures de destitution relevèrent plutôt du « défi ultime » à relever dans ce qu'ils considéraient être une course aux obstacles, plutôt que des signaux alarmants sur la dégradation qu'ils étaient en train d'infliger aux institutions démocratiques américaines. Là où Bill Clinton eut au moins la décence de reconnaître les dégâts qu'avait causés son procès de destitution sur l'Amérique au sortir de son acquittement et à appeler à la réconciliation de la nation, Trump a préféré proclamer la victoire avec fierté, comme s'il sortait victorieux d'une guerre :

« Au terme d'un soliloque décousu de plus d'une heure, Donald Trump, lui, stigmatise ses adversaires démocrates, qualifiés de 'vieux' et de 'corrompus', et s'acharne sur l'unique élu républicain qui lui a manqué. Il ne s'excuse qu'auprès de sa famille pour les tourments que sa mise en accusation lui a, selon lui, injustement infligés. »²⁰¹

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 242.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 258.

²⁰⁰ Smith, *Questions of Character*, p. 151.

²⁰¹ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 258.

Au sortir de sa première mise en accusation, c'est avec confiance qu'il entama la dernière année de sa présidence. Trump se crut à ce moment-là plus inébranlable et intouchable que jamais, ne se doutant pas que sa quatrième année de mandat allait lui jeter à la figure de réels « défis », contrairement à ceux qu'il prétendait relever à longueur de journée.

3.3 Gestion de crises : le Covid-19 et *Black Lives Matter*

Au début de l'année 2020, le coronavirus (aussi appelé « Covid-19 ») se répandit rapidement au-delà des frontières chinoises d'où il avait émergé quelques mois plus tôt. En quelques semaines, sa dispersion dans le monde entier fut suffisamment inquiétante pour alarmer les virologues. Une pandémie éclata, touchant tous les continents, mettant à terre les systèmes de santé, et ébranlant l'économie mondiale.

Le 21 janvier 2020, le premier cas de coronavirus fut annoncé sur le sol américain.²⁰² À ce moment-là, l'économie nationale était au beau fixe :

*« Au début de l'année 2020, en effet, les bonnes nouvelles s'accumulent. Les chiffres de janvier prennent par surprise les experts. Avec 225 000 nouveaux emplois, l'économie américaine continue de tourner à un rythme enviable pour bien des pays. [...] Le mois de février est encore plus spectaculaire avec 273 000 créations d'emplois. La part des adultes travaillant ou en recherche de travail atteint 63,4%, son niveau le plus élevé depuis la mi-2013. Et la proportion d'adultes âgés de 25 à 54 ans qui occupent un emploi grimpe à 80,6%, un record depuis la mi-2001. »*²⁰³

Pour le président Trump cette économie en bonne santé le conforta dans sa certitude de se faire réélire aux élections présidentielles de novembre 2020. Son discours du 4 février 2020 fut empreint d'optimisme et de victoire : *« Je suis ravi de vous annoncer ce soir que notre économie est la meilleure qui ait jamais été. »*²⁰⁴ Un sondage mené par Fox News en février 2020 démontra qu'une majorité absolue de personnes interrogées pensèrent que Trump avait réussi à stimuler l'économie du pays. Ils furent également 56% à penser qu'il serait réélu sans aucun doute en novembre 2020.²⁰⁵

À ce moment-là il n'y avait pas une ombre au tableau. Mais le vent tourna rapidement : l'arrivée soudaine du Covid-19 sur le sol américain représenta la première véritable crise nationale que Donald Trump dut affronter. Sa gestion de cette crise serait capitale pour sa campagne électorale, et pourrait bien peser lourd dans la balance de sa réélection. Il fallait

²⁰² *Ibid.*, p. 272.

²⁰³ *Ibid.*, p. 269.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 271.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 271.

coûte que coûte préserver sa bonne image. Sa première stratégie fut donc d'adopter une attitude détachée face à la pandémie. Quand il y eut 15 cas déclarés aux Etats-Unis le 26 février 2020, il déclara que d'ici quelques jours, le nombre de cas serait réduit à zéro.²⁰⁶ Il affirma également que le virus disparaîtrait miraculeusement à l'arrivée du printemps, en le comparant à la grippe.²⁰⁷ Il prétendit qu'il y aurait bientôt un vaccin efficace sur le marché ; que Google était en train de préparer un site web sur lequel tout Américain voulant se faire tester pourrait prendre rendez-vous ; et que deux navires hôpitaux avaient été déployés pour venir en aide aux patients touchés par le virus.²⁰⁸ Tout cela était faux. Il s'efforça durant les premières semaines de minimiser la gravité de la situation. En témoignent quelques-uns de ses tweets de cette période-là :

« *Nous contrôlons très bien la situation. Nous avons très peu de problèmes dans notre pays à ce stade : cinq cas. Et ces personnes récupèrent très bien. Nous travaillons étroitement avec la Chine et d'autres pays et nous pensons que cela va très bien se terminer pour nous.* »²⁰⁹ Tweet du 30 janvier.

« *Nous avons 12 cas à un moment donné. Et ils vont beaucoup mieux. La plupart d'entre eux sont complètement rétablis.* »²¹⁰ Tweet du 23 février.

À l'entendre, la situation était entre de bonnes mains. Or, ce qu'il ne dit pas, c'est qu'il ne s'impliqua quasiment pas dans la gestion de la crise.

Dans le cas d'une crise sanitaire il est capital de réagir vite. Il convient au gouvernement fédéral de s'entourer de scientifiques reconnus et de donner des directives claires et précises aux gouverneurs des Etats, afin que ces derniers puissent agir le plus efficacement possible. Donald Trump finit par s'entourer d'experts même s'il nomma le vice-président Mike Pence, c'est-à-dire un politicien et non un scientifique, à la tête du groupe.²¹¹ Parmi ces experts quelques personnalités, comme Anthony Fauci (conseiller en chef pour la santé publique et membre de la cellule de crise de l'administration présidentielle sur le coronavirus) et Deborah Birx (coordinatrice de cette même cellule de crise), finirent par être des visages connus des Américains. Ils furent connus pour avoir été les figures rassurantes et raisonnables durant l'épisode pandémique face à un Trump qui, comme à son habitude,

²⁰⁶ Daniel Wolfe and Daniel Dale, "It's going to disappear': A timeline of Trump's claims that Covid-19 will vanish," *CNN*, October 31, 2020. <https://edition.cnn.com/interactive/2020/10/politics/covid-disappearing-trump-comment-tracker/>

²⁰⁷ George C. Edwards, *Changing their minds?: Donald Trump and presidential leadership* (Chicago: University of Chicago Press, 2021): p. 131.

²⁰⁸ *Ibid.*

²⁰⁹ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 273.

²¹⁰ *Ibid.*

²¹¹ *Ibid.*, p. 278.

changea régulièrement d'avis et sema la confusion dans les esprits. Fauci et Birx durent régulièrement rattraper les emballements du président, tout en maintenant le navire de la riposte sanitaire à flots. Ainsi, Fauci dut tempérer le brusque enthousiasme de Trump pour l'hydroxychloroquine, un médicament contre le paludisme qui n'avait pas fait l'objet de tests nécessaires. Trump alla même jusqu'à affirmer qu'il en prendrait à titre préventif.²¹² Même si Fauci réussit à désamorcer ses mots rapidement, il était trop tard : un couple de l'Arizona décida de prendre le remède conseillé par Trump pour se protéger du Covid-19. L'épouse survécut même si elle finit aux soins intensifs. Son mari en revanche ne fut pas si chanceux.²¹³ Birx quant à elle dut faire face au terrible épisode des injections de désinfectant. Le jeudi 23 avril lors d'un briefing avec la presse, le président laissa entendre qu'ingérer du désinfectant dans le corps pourrait être un moyen de combattre le coronavirus : « *Je vois que le désinfectant l'assomme [le coronavirus] en une minute. Une minute. Et est-ce qu'il y a un moyen de faire quelque chose comme ça avec une injection à l'intérieur ou presque comme un nettoyage ?* »²¹⁴ La médecin Birx se trouva dans la salle au moment où Trump prononça ces mots. Elle n'osa pas croiser son regard et peina à dissimuler sa gêne. Dès la fin de ce briefing, le fabricant du désinfectant Lysol publia une mise au point stipulant que leurs produits ne devaient en aucun cas être administrés dans le corps humain. La Maison Blanche tenta dès le lendemain de limiter les dégâts : la porte-parole présidentielle assura que les mots du président furent sortis de leur contexte. Quant à Joe Biden, il se contenta d'une remarque ironique, mais cinglante : « *J'ai du mal à croire que je doive le dire mais, s'il vous plaît, ne buvez pas d'eau de Javel.* »²¹⁵

Donald Trump n'arriva également pas à soutenir les gouverneurs des Etats. Le fédéralisme américain manqua cruellement de cohésion. Le président n'hésita pas à critiquer les gouverneurs, pourtant en première ligne face à l'épidémie, qui à leur tour se plainquirent de la lenteur de sa réaction. Trump oscilla constamment entre application des mesures sanitaires et réouverture de l'économie américaine. À la mi-mars, alors que la distanciation sociale fut recommandée partout dans le monde, Trump serra la main d'une demi-douzaine de chefs d'entreprises qui se succédèrent au pupitre.²¹⁶ 3 jours plus tard, le 16 mars, il annonça une série de mesures : fermeture des écoles, limitations des rassemblements à 10

²¹² *Ibid.*, p. 279.

²¹³ "Arizona man dies after attempting to take Trump coronavirus 'cure'," *The Guardian*, March 24, 2020. <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/24/coronavirus-cure-kills-man-after-trump-touts-chloroquine-phosphate>

²¹⁴ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 287.

²¹⁵ *Ibid.*, p. 288.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 277.

personnes, et fermeture des bars et restaurants.²¹⁷ Son attitude fut déroutante pour les gouverneurs qui ne savaient plus quoi penser ni quoi faire. Le gouverneur de l'Etat du Washington, Jay Inslee, s'est vu faire l'objet d'attaques virulentes de la part du président alors que son Etat fut l'un des premiers à être touchés par la pandémie :

« [...] Nous avons beaucoup de problèmes avec le gouverneur de Washington. Mike [Pence] est peut-être content de lui mais pas moi, OK ? Comme je l'ai dit hier soir, si nous trouvions un médicament aujourd'hui et que demain tout disparaissait et que vous alliez voir ce gouverneur – qui, soit dit en passant, n'est pas un bon gouverneur – et que vous lui disiez : 'Comment a été Trump ?', il répondrait : 'Il a fait du très mauvais boulot.' »²¹⁸

Ce qui valait aux gouverneurs de se faire incendier par Trump n'était pas la qualité de leur boulot ou de leur réaction face à l'épidémie. Ce qui comptait, ce furent les éloges qu'ils faisaient du président. Si un gouverneur remerciait publiquement le gouvernement pour son aide dans la lutte sanitaire, il se vit récompensé par Trump. En revanche s'il osait émettre des doutes sur la façon dont le gouvernement gérait la crise, il se fit descendre en flammes par le président. Andrew Cuomo, gouverneur de New York qui a tant fait l'objet de critiques que d'éloges du président en seulement 2 jours, fut excédé de cette situation : « *Je ne sais plus ce que je dois faire. Envoyer un bouquet de fleurs ?* »²¹⁹ Quand des gouverneurs tentèrent de se réunir en alliances régionales afin de parer ensemble l'avancée de l'épidémie, Trump cria au scandale. Il pesta sur Twitter contre les soi-disant « mutins ». Le 17 avril 2020 il incita les habitants de plusieurs Etats dirigés par des gouverneurs démocrates à se rebeller contre ces derniers et leurs restrictions sanitaires au moyen de tweets au caractère révolutionnaire : « *Libérez le Minnesota !* », « *Libérez le Michigan !* », « *Libérez la Virginie !* ». ²²⁰ À côté de se montrer diviseur envers les gouverneurs, il échoua également à rassembler le pays alors que ce dernier avait désespérément besoin d'être rassuré en ces temps de crise. Pendant la pandémie, la Maison Blanche a organisé quotidiennement ce qu'elle appelait le « briefing des membres de la cellule de crise sur le coronavirus »²²¹. Un point presse durant lequel le président prenait la parole afin de mettre les journalistes au courant des dernières informations sur la gestion de la crise sanitaire. Ces points presse étaient très importants car ils étaient très regardés par le peuple américain qui espérait y trouver des informations claires sur la situation, mais aussi du réconfort en ces temps d'angoisse. Or, Trump ne les voyait pas comme cela : « *Donald Trump voit ces rendez-vous quotidiens comme autant de*

²¹⁷ *Ibid.*

²¹⁸ *Ibid.*, p. 291.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 292.

²²⁰ *Ibid.*, p. 293.

²²¹ *Ibid.*, p. 284.

shows qui lui permettent de battre des records d'audience, ce dont il se félicite.»²²² Il s'éparpillait dans les thématiques abordées. Il perdait de vue le but de ces meetings et utilisait ces moments de rencontre avec la presse pour promouvoir ses politiques ou pour s'attaquer à un adversaire politique :

« Un jour, Trump évoque 'le grand mur magnifique' à la frontière mexicaine promis en campagne. Un autre, il moque 'Sleepy Joe' Biden. Un autre encore, s'accorde un satisfecit en forme de 'dix sur dix'. Entre deux explications scientifiques des docteurs Anthony Fauci et Deborah Birx et un état des lieux sur la coordination avec les Etats de Mike Pence, le président bondit. Il lance des ballons d'essai, sans lendemain. Comme lorsque, furieux de la lenteur avec laquelle le Sénat confirme les juges qu'il a nommés, il menace d'avoir recours à des dispositions constitutionnelles jamais utilisées et de suspendre les deux chambres du Congrès. »²²³

Donald Trump n'a pas réussi à prendre au sérieux la gravité de la pandémie, et cela a entraîné des conséquences à plusieurs niveaux. Tout d'abord, son dédain envers les mesures sanitaires et ses directives floues quant à la façon d'agir ont eu des conséquences sur l'état de l'épidémie aux Etats-Unis. Le nombre de contaminés explosa à partir de la fin du mois de mars 2020 et les systèmes de santé furent rapidement submergés :

« Au 31 mars, les chiffres explosent. Près de 188 000 personnes sont testées positives et 3861 américains succombent au virus. Pour se rendre compte de la vitesse de propagation, le nombre de contaminés franchit la barre des 500 000 en moins de deux semaines. Et là encore, ces données sont loin de refléter la réalité, faute de tests. À New York, le système hospitalier est au bord de la rupture. Des patients sont installés dans les couloirs et les cafétérias. D'autres renoncent aux soins et attendent d'être très malades pour se rendre à l'hôpital, mais il est souvent trop tard. Le personnel soignant, quant à lui, fait avec les moyens du bord, parfois rudimentaires, alors que le corps médical n'est pas épargné par les contaminations. »²²⁴

Les Etats dirigés par des gouverneurs républicains, ceux-là même qui avaient appliqué les mesures sanitaires avec le moins de rigueur et qui avaient imposé les confinements les plus courts, faisaient partie des Etats les plus touchés. En particulier le Texas, l'Arizona et la Floride.²²⁵ Le 1 juillet 2020, l'Union Européenne publia sa liste des pays dont les ressortissants furent exclus du territoire européen. Les Etats-Unis en faisaient partie.²²⁶ Vers

²²² *Ibid.*

²²³ *Ibid.*

²²⁴ Théo Quiers, "2020. L'année qui a bouleversé les Etats-Unis – Épisode 2 : La crise du coronavirus, une épreuve nationale qui divise plus qu'elle ne rassemble." *Classe Internationale*, 16 octobre 2020. <https://classe-internationale.com/2020/10/16/2020-lannee-qui-a-bouleverse-les-etats-unis-episode-2-la-crise-du-coronavirus-une-epreuve-nationale-qui-divise-plus-quelle-ne-rassemble/>

²²⁵ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 297.

²²⁶ *Ibid.*

la fin-mai 2020, les Etats-Unis avaient atteint la barre des 100 000 morts dus au covid-19. Quelques jours plus tard, au début du mois de juin, le nombre de cas atteignit le chiffre de 2 millions.²²⁷ Pourtant les autorités n'avaient pas l'air de se réveiller pour prendre la situation en main :

« *L'essentiel est de retenir que les autorités centrales n'ont pas retenu la leçon de ces évènements. [...] Le pic d'avril de 60 000 hospitalisations a été atteint au mois de juillet et dépassé au mois d'août. Aujourd'hui, les Etats-Unis restent le pays le plus touché au monde par la pandémie, avec des records de contaminations battus quasi-quotidiennement depuis la rentrée de septembre. Au total, plus de 7,5 millions d'Américains ont été contaminés par le coronavirus et près de 215 000 ont perdu la vie. Pour les experts, le pays n'a jamais surmonté la première vague.* »²²⁸

Les Etats-Unis auraient dû s'en sortir mieux que cela dans la gestion de la pandémie : « *Though not perfectly prepared, the United States had more expertise, resources, plans and epidemiological experience than dozens of countries that ultimately fared far better in fending off the virus.* »²²⁹ Cette erreur d'évaluation de la situation de la part de l'administration Trump aura coûté cher au pays. « *Les Etats-Unis auraient pu sauver des vies si le président avait réagi plus tôt aux avertissements sur la gravité de la situation* », expliqua le docteur Fauci sur CNN le 12 avril 2020.²³⁰

Peu après le début de la crise du coronavirus, une autre crise majeure éclata aux Etats-Unis. Le 25 mai 2020, George Floyd, un Afro-américain de 46 ans, se fit assassiner par un policier à Minneapolis.²³¹ Après une longue et insoutenable suffocation, Floyd succomba à même le sol, sous le genou du policier maintenu sur sa nuque. Son décès fit ressurgir la question des violences policières qui hante l'Amérique depuis des décennies et à laquelle celle-ci n'arrive pourtant pas à répondre. Les Américains s'insurgèrent face au meurtre de George Floyd comme à chaque fois qu'un Afro-américain meurt sous les coups arbitraires de la police. Mais cette fois-ci l'indignation, qui d'habitude s'essouffle dans un soupir de lassitude, traversa tout le pays et donna naissance à un véritable mouvement d'insurrection. Ce mouvement reprit le slogan « *Black Lives Matter* » (abrégé BLM), datant de 2013, et choisit « *I can't breathe* », les derniers mots de Floyd avant de mourir, comme cri de ralliement.²³² Le mouvement prit de l'ampleur et des émeutes éclatèrent un peu partout dans le pays pour

²²⁷ "A Timeline of COVID-19 Developments in 2020," *AJMC*, January 1, 2021.

<https://www.ajmc.com/view/a-timeline-of-covid19-developments-in-2020>

²²⁸ Quiers, "2020. L'année qui a bouleversé les Etats-Unis."

²²⁹ Tanguy Struye de Swielande, "Trump and Covid-19 : The Arrogance of Ignorance," *CECRI*, commentary paper 68 (2020). <http://hdl.handle.net/2078.1/229759>

²³⁰ Edwards, *Changing their minds*, p. 134.

²³¹ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 306.

²³² *Ibid.*, p. 307.

manifester contre l'impunité des violences commises par les policiers blancs contre les Afro-américains. Des personnalités noires comme Barack Obama, ancien président américain, et John Lewis, figure du mouvement des droits civiques et ancien compagnon de route de Martin Luther King, se rallièrent au mouvement.²³³ En quelques semaines BLM fit évoluer l'opinion publique sur une des questions sociétales les plus figées des Etats-Unis :

« Selon un sondage de l'université de Monmouth, rendu public début juin 2020, 76% des Américains estiment que le racisme et la discrimination raciale sont 'un gros problème' aux Etats-Unis, soit une hausse de 26 points par rapport à 2015. [...] Selon l'institut Civiqs dans les deux semaines qui ont suivi la mort tragique de George Floyd, le soutien dont il [le mouvement BLM] bénéficie auprès des Américains a augmenté presque autant qu'au cours des deux années précédentes. »²³⁴

À la suite de la mort outrageante de George Floyd, une véritable onde de choc ébranla l'Amérique. Face à ces protestations massives qui commencèrent à se transformer en crise nationale, Donald Trump et son administration durent réagir. Le pays se trouvait à nouveau en deuil et avait besoin d'être reconnu dans sa souffrance. Plus que tout, les manifestants de BLM avaient besoin d'être entendus dans leurs revendications. Mais encore une fois, Donald Trump resta silencieux face au cri de détresse de l'Amérique.

Bien qu'il reconnût que la disparition de Floyd fut « triste et tragique » et qu'il promit que « justice sera rendue ! », il ne donna pas plus d'explications quant aux actions que comptait prendre son administration.²³⁵ Il n'engagea pas la conversation sur ce sujet sensible qui déchirait les Etats-Unis. Il se contenta de condamner timidement les violences policières en se désolant qu'il y ait quelques « *bad apples* » au sein des forces de police : « *Le président refuse d'entendre la colère, la frustration, se coupe de cette conversation dont le pays a cruellement besoin. Une conversation difficile, inconfortable, mais à laquelle de plus en plus de concitoyens se disent prêts.* »²³⁶

Seulement 5 jours après la mort de George Floyd, dans un discours prononcé à Cap Canaveral, Trump commença par regretter la disparition de ce dernier. Le ton fut juste. Mais très vite il s'attarda sur la dénonciation de pilleurs, d'anarchistes et de la « gauche radicale » qui se seraient trouvés d'après lui parmi les manifestants de BLM.²³⁷ Il affirma ensuite avoir pris contact avec les membres de la famille de Floyd pour leur présenter ses condoléances et celles de toute la nation. Le frère de George, Philonise Floyd, ne fut pas convaincu de cet

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*, p. 308.

²³⁵ *Ibid.*, p. 309.

²³⁶ *Ibid.*, p. 310.

²³⁷ *Ibid.*, p. 313.

échange : « *Il ne m'a même pas laissé une chance de m'exprimer. C'était difficile. J'essayais de lui parler, mais il n'a cessé de me décourager, comme s'il disait : 'Je ne veux pas entendre ce dont vous parlez.'* »²³⁸

Trump est resté encore une fois fidèle à lui-même. Au lieu de se montrer rassembleur comme l'exigeaient les circonstances, il a pris la crise pour une campagne électorale. Condoleezza Rice, ancienne conseillère à la Sécurité nationale et secrétaire d'Etat du président George W. Bush, fut exaspérée :

« *Je demanderais avant tout au président de parler un langage d'unité, d'empathie [...]. Il faut parler à tous les Américains, pas seulement à ceux qui sont susceptibles d'être d'accord avec vous. Et il faut parler des profondes blessures de notre pays et de la manière dont nous allons les surmonter.* »²³⁹

Le 1 juin 2020 un large groupe de manifestants pacifiques s'était rassemblé à *Lafayette Square* près de la Maison Blanche.²⁴⁰ À côté de cette place se trouve l'église épiscopale *St. John's Church*, qui avait été mise en feu la veille. Trump ordonna aux forces de l'ordre de disperser les manifestants, ce qu'elles firent à l'aide de gaz lacrymogène et de grenades aveuglantes. Ensuite il se tint devant l'église avec une Bible en main et prit la pose pour une photo. Cette mise en scène avait pour but de démontrer son pouvoir à imposer l'ordre et la loi, et également de signifier aux manifestants qu'il n'était pas intimidé par eux. Son attitude et la dispersion des manifestants furent largement condamnées comme étant excessives et à l'encontre du premier amendement de la constitution qui réfère au droit de se rassembler.²⁴¹ De plus, son comportement fut jugé divisif et encourageant la discorde : « *The Right Reverend Mariann Budde, the Episcopal bishop of Washington, D.C., was 'outraged' by Trump's appropriating one of her churches for public relations purposes and for inflaming violence with his divisiveness.* »²⁴²

Le meurtre de George Floyd ne fut pas le premier incident raciste auquel Trump réagit de la mauvaise manière. Le 12 août 2017 des violences éclatèrent entre des manifestants antiracistes et des suprémacistes blancs à Charlottesville en Virginie.²⁴³ Une militante antiraciste fut tuée par un véhicule qui fonça dans la foule. Un membre des néonazis se

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ *Ibid.*, p. 311.

²⁴⁰ Edwards, *Changing their minds*, p. 63.

²⁴¹ *Ibid.*

²⁴² *Ibid.*

²⁴³ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 321.

trouvait derrière le volant.²⁴⁴ Alors qu'on attendait de lui de condamner unilatéralement les manifestants d'extrême-droite, Trump a tenu à appuyer qu'il y aurait eu des violences des deux côtés.²⁴⁵ Vivement critiqué pour cette déclaration, même de la part du Parti républicain, il condamna le lendemain les suprémacistes blancs pour la première fois. Mais le jour d'après, il rechangea d'avis et remit sur un pied d'égalité militants d'extrême-droite et manifestants antiracistes : « *J'ai regardé de très près, de beaucoup plus près que la plupart des gens. Vous aviez un groupe d'un côté qui était agressif. Et vous aviez un groupe de l'autre côté qui était aussi très violent. Personne ne veut le dire.* »²⁴⁶

Trump a acquis cette attitude désinvolte de son passé raciste. Tout d'abord il avait par le passé adhéré à la théorie du *birtherism* concernant Obama : la théorie qui affirmait qu'Obama ne serait pas né sur le sol américain, et ne serait donc pas un citoyen américain. Il avait également été un fervent accusateur dans l'affaire des 5 adolescents de New York, 4 Noirs et 1 Latino, accusés de viol en 1989 en exigeant la peine de mort. Après leur acquittement, il ne présenta même pas ses excuses.²⁴⁷ Il s'entoura de personnalités issues de *l'alt-right*, comme le rédacteur du journal d'extrême-droite *Breitbart News*, Steve Bannon, et l'ancien chef du *Ku Klux Klan*, David Duke.²⁴⁸ En 2019 il s'attaqua également à 4 élues démocrates de la Chambre des Représentants qui ont pour point commun qu'aucune n'est blanche : Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib furent invitées par Trump à « retourner dans leurs pays en ruine et infestés par le crime. »²⁴⁹

Maintes fois par le passé et à travers son mandat, Donald Trump s'est montré ouvertement raciste. Il fut jugé comme tel par plus de la moitié des Américains lors de sa campagne électorale de 2016.²⁵⁰ Les chiffres grimèrent pendant son mandat : « *In 2018, 58 percent of voters, including 91 percent of Democrats and 58 percent of Independents – but only 17 percent of Republicans – thought his derogatory comments about immigrants from Africa and the Caribbean were racist. [...] A Fox News poll in July 2019 found that 57 percent of the public concluded that the president did not respect racial minorities. In January 2020, 83 percent of African Americans told pollsters they thought Trump was a racist.* »²⁵¹

²⁴⁴ « Charlottesville : ce que l'on sait des manifestations d'extrême droite qui ont dégénéré, » *Le Monde*, 12 août 2017. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/12/aux-etats-unis-un-rassemblement-d-extreme-droite-interdit-a-charlottesville_5171800_3222.html

²⁴⁵ *Ibid.*

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Cartillier and Paris, *Amérique années Trump*, p. 321.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 322.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 323.

²⁵⁰ Edwards, *Changing their minds*, p. 146.

²⁵¹ *Ibid.*

Même les Blancs finirent par le désapprouver : vers la fin de son mandat, 56% du public et 49% des Blancs jugèrent que Trump avait empiré les relations entre les différentes ethnies du pays. Quant à l'affaire George Floyd, 60% du public condamna les actes et paroles de Trump à ce sujet.²⁵²

3.4 Qu'en pense l'opinion publique ?

Maintenant, quel bilan tirer de la politique interne du président Trump aux yeux de l'opinion publique internationale ? En regardant les sondages, sa gestion (ou son manque de gestion) des deux crises majeures de sa fin de mandat ont aggravée l'image – déjà ternie – des Etats-Unis à l'étranger. Une étude du *Pew Research Center* datant de septembre 2020 révèle qu'une médiane de 15% seulement sur 13 pays interrogés pense que les Etats-Unis ont bien géré l'épidémie du coronavirus.²⁵³ À cause de cette mauvaise gestion, l'image des Etats-Unis atteignit durant l'année 2020 son taux le moins favorable de ces 20 dernières années dans la plupart des pays comme la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon, le Canada et l'Australie.²⁵⁴ Une autre partie de ce déclin s'explique également par les tensions ethniques ravivées par la mort de George Floyd et la résurgence du mouvement BLM. L'assassinat de Floyd ne déclencha pas de protestations qu'aux USA, mais également dans le monde entier. De moins en moins d'Etats pensent aujourd'hui que le gouvernement américain respecte les libertés fondamentales humaines :

*« Concerns about racial injustice fit into a broader pattern of decline in the belief that the U.S. government respects the personal freedoms of its people. We first saw a decrease on this measure between 2013 and 2014, as news broke about Edward Snowden and National Security Agency surveillance around the world. We saw further declines in 2015 following protests in Ferguson, Missouri, in response to the police killings of Michael Brown in August 2014. And we observed continuing erosion on this measure through 2018, the last time the question was asked. »*²⁵⁵

Le débat sur les violences policières aux USA est donc directement lié à l'image favorable que s'en font les autres Etats, et dépasse largement les frontières américaines : il est même suivi de près par les autres pays. Au moment des protestations, 59% des membres

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ Richard Wike, Janell Fetterolf and Mara Mordecai, "U.S. Image Plummet Internationally as Most Say Country Has Handled Coronavirus Badly," Report, *Pew Research Center*, September 15, 2020. <https://www.pewresearch.org/global/2020/09/15/us-image-plummets-internationally-as-most-say-country-has-handled-coronavirus-badly/>

²⁵⁴ *Ibid.*

²⁵⁵ *Ibid.*

du Parlement britannique, 44% des représentants canadiens, et 26% des législateurs australiens ont tweeté à propos de BLM ou ont utilisé le hashtag #BlackLivesMatter.²⁵⁶

Si les capacités de gestion de crise de Trump n'ont pas enthousiasmé l'opinion publique mondiale, peut-être que le reste de ses politiques internes discutées dans ce chapitre – notamment sa politique migratoire – a eu plus de succès. Malheureusement pour lui ce ne fut pas le cas. Au contraire : son projet du mur mexico-américain est une des initiatives les plus détestées. Une médiane de 76% sur 37 pays sondés désapprouva la construction du mur : « *A median of just 16% endorse Trump's plan to build a wall between the U.S. and Mexico. Fully 94% of Mexicans oppose the wall, and the wall is strongly rejected throughout Latin America, as well as in much of Europe. There is no country among the 37 surveyed in which a majority endorses a border wall between the U.S. and Mexico.* »²⁵⁷

À la suite de l'annonce du projet, le taux favorable envers les Etats-Unis au Mexique chuta sans surprise à 5% seulement, soit le taux le plus bas jamais enregistré dans ce pays. L'autre projet phare de sa politique migratoire, le « *Muslim Ban* », fut tout autant désapprouvé, avec seulement un tiers des sondés qui se déclarèrent en faveur de cette politique.²⁵⁸

Comme pour la politique étrangère, le bilan des affaires intérieures des Etats-Unis de Trump soulève des questions sur la popularité américaine à l'international. La construction de l'image des USA à l'étranger a l'air, à première vue, d'avoir pris un sérieux coup pendant le mandat de Donald Trump. Il s'agit désormais de savoir si la marque sera indélébile et de définir précisément l'état du soft power américain pendant cette période.

²⁵⁶ *Ibid.*

²⁵⁷ Wike, Stokers, Poushter and Fetterolf, "U.S. Image Suffers."

²⁵⁸ *Ibid.*

Conclusion

Le soft power, tel que défini par Joseph Nye, est la capacité à forger les préférences des autres afin d'atteindre ses propres objectifs. Le but est d'exercer un pouvoir d'attraction afin que les autres désirent les mêmes intérêts que soi.²⁵⁹ Pour ce faire, le soft power se base sur trois sources principales : la culture, les valeurs politiques et la politique étrangère.²⁶⁰ Dans le cadre de ce mémoire, nous nous sommes uniquement penchés sur les deuxième et troisième sources de soft power, en prenant le mandat du président Donald Trump comme cas d'étude. Les valeurs politiques renvoient aux valeurs qu'un Etat, dans ce cas-ci les Etats-Unis, transmet à travers sa politique étrangère et ses engagements dans les institutions internationales, et implante dans sa politique intérieure. Quant à la politique étrangère, elle peut en elle-même constituer une source de soft power si elle est vue comme légitime par les autres acteurs. Les choix du président des Etats-Unis, en tant que représentant et « *decision-maker* » principal des politiques interne et externe de son pays, impactent donc directement cette légitimité et cette autorité morale américaine qui pèsent dans la balance du soft power américain. À propos de ce dernier, Joseph Nye explique que le soft power américain a ses propres spécificités : il fut historiquement construit sur base du cadre narratif de l'exceptionnalisme américain,²⁶¹ cette idée que « *the United States of America is an exceptional nation, one that was placed on earth to guide the world out of darkness and one that is so distinct from any other country in human history that it should stand as the gold standard for the rest of the world to emulate, [...].* »²⁶² Le mythe de l'exceptionnalisme américain a encouragé les Etats-Unis à vouloir prendre une place de meneurs sur la scène internationale, et grâce à leurs capacités de superpuissance, ils furent en mesure de le faire. Ils développèrent une politique étrangère à la fois impérialiste et multilatéraliste, promurent des valeurs démocratiques et universelles, et annoncèrent ainsi directement la couleur de leur soft power.²⁶³ Mais l'arrivée de Donald Trump sur le devant de la scène politique américaine changea la donne. Ses idées protectionnistes et nationalistes entrèrent directement en conflit avec cet héritage. Son accès au pouvoir promettait une rupture avec la ligne de conduite politique adoptée jusque-là, et donc avec le soft power américain traditionnel. Son mandat promettait d'être singulier, et c'est pourquoi ce mémoire s'est penché sur la question de recherche suivante : **à travers le**

²⁵⁹ Nye, *Soft Power: the Means to Success*, p. 5.

²⁶⁰ *Ibid.*, p. 11.

²⁶¹ Joseph S. Nye, "The Rise and Fall of American Hegemony From Wilson to Trump," *International Affairs* 95, no. 1 (2019): p. 63. <https://doi.org/10.1093/ia/iyy212>

²⁶² Jason Gilmore and Charles Rowling, *Exceptional Me: How Donald Trump Exploited the Discourse of American Exceptionalism* (London: I.B. Tauris, 2021): p. 11.

²⁶³ Nye, « The Rise and Fall », p. 64.

prisme de la politique étrangère et interne, et des valeurs politiques, quel est l'état du soft power américain lors du mandat de Donald Trump ?

Réponses aux hypothèses

La théorie de Barber, abordée dans le premier chapitre, démontre que la personnalité d'un dirigeant peut influencer sa prise de décision politique. Le dirigeant peut donc indirectement influencer le soft power de son Etat par le reflet de sa politique étrangère et les valeurs qu'il a décidé de mettre en avant. En tenant compte de cela, on peut, afin de répondre en partie à la question de recherche, émettre l'hypothèse suivante :

Hypothèse 1 : Donald Trump a eu un impact « négatif » sur le soft power américain.

Donald Trump faisait craindre un impact qui est, dans ce cas-ci, défini comme « négatif », en cela que son mandat présageait une rupture avec le passé, ce qui aurait pu être interprété comme une trahison des valeurs traditionnellement véhiculées par les Etats-Unis ; une cassure de la légitimité américaine, et une atteinte au lien de confiance avec les autres Etats. Cela s'est-il avéré ?

Au niveau de l'engagement international, Trump a cherché à défaire le travail de ses prédécesseurs en retirant son pays des accords de Paris sur le climat et de l'accord sur le nucléaire iranien. Il s'est également attaqué à l'OTAN en remettant en cause son utilité. Par ces actes, Trump s'est désolidarisé des causes que menaient ses précurseurs : au lieu de poursuivre le combat contre le réchauffement climatique il a changé le cap pour embrasser le climato-scepticisme. Son attitude envers l'Iran et sa politique au Moyen-Orient signèrent la fin du multilatéralisme et de l'ordre libéral mondial, et annoncèrent une nouvelle ère d'isolationnisme étasunienne. En ce qui concerne les politiques « à domicile », il instaura une politique migratoire musclée au travers de projets tels que le mur mexico-américain, la « *zero tolerance policy* » ou encore le « *Muslim ban* ». Autant d'initiatives qui allèrent à l'encontre des droits humains, valeur pourtant phare que les Etats-Unis n'ont cessé de promouvoir depuis la fin de la Deuxième Guerre Mondiale.²⁶⁴ À travers toutes ces mesures tant au niveau national qu'international, on peut en conclure que Donald Trump a effectivement rompu avec le passé. Toutefois, la rupture ne fut pas totale. L'ordre mondial établi fut certes chamboulé par les actions du président Trump, mais ce dernier ne renia pas le rôle des grandes institutions internationales qui en forment le fondement. Ainsi il garda les politiques de l'OTAN mises en place par son prédécesseur visant à renforcer le flanc est de l'alliance contre la Russie. Il renonça aussi à réduire le financement américain de l'ONU malgré ses menaces d'exécution.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 72.

Enfin, l'engagement des Etats-Unis dans les accords de Paris pour le climat et de Vienne sur le nucléaire iranien fut en grande partie préservé grâce à des mécanismes internes qui permirent au président Joe Biden de réhabiliter la place de l'Etat américain dans ces accords.

Si certains chercheurs²⁶⁵ furent surpris, et même se réjouirent, du « peu » de dégâts qu'infligea Donald Trump à l'ordre libéral international, c'est que le comportement, et surtout la rhétorique, du président, faisait craindre le pire. Son langage brisant les codes de la bienséance, ses remarques racistes et misogynes, son vocabulaire simpliste mais belliqueux, son utilisation singulière de réseaux de communication comme Twitter, ses discours nationalistes, ses penchants pour les dictateurs, couplés à ses slogans de campagne « *Make America great again* » et « *America First* », contribuèrent à faire passer un message hostile, à l'encontre de ce qu'avait incarné les Etats-Unis jusque-là, aux opinions publiques étrangères. Les Etats-Unis deviendraient désormais la priorité au détriment des intérêts des Etats-alliés. L'Amérique ne serait plus un partenaire fiable à qui on pouvait faire confiance dans sa capacité à prendre la bonne décision pour tous. En cela la diplomatie publique du président Trump, combinée à ses actes de sabotage de l'ordre établi mentionnés plus haut, ont trahi les valeurs traditionnellement promulguées par les Etats-Unis ; ont brisé la confiance des Etats-alliés (qui ont même envisagé de remplacer Donald Trump par un autre dirigeant en tant que « *world leader* ») ; et ont cassé la légitimité américaine en dehors de ses frontières : « *Si l'on compare les diplomaties publiques des administrations Bush et Trump, l'on peut constater que la dernière se veut essentiellement introvertie, c'est-à-dire tournée avant tout vers l'opinion publique américaine. En d'autres termes, elle admet le sacrifice du soft power américain au profit de la satisfaction de la base électorale américaine.* »²⁶⁶

Le résultat est une image ternie du président étasunien dans l'imaginaire collectif étranger, comme l'ont révélé les différents sondages d'opinion publique du Pew Research Center discutés dans ce mémoire. Il finira d'ailleurs par s'aliéner également l'opinion publique nationale à cause de sa mauvaise gestion des deux grandes crises de sa dernière année de mandat : la pandémie du Covid-19 et le mouvement Black Lives Matter. Par un effet de ricochet, la mauvaise image du président Donald Trump a entraîné une dégradation de l'image des Etats-Unis à l'étranger, et donc du soft power américain.²⁶⁷

²⁶⁵ Gowan, "The Unintended Consequences of Donald J. Trump."

²⁶⁶ Fouad Nohra, "Mesurer la régression du soft power américain et les opportunités pour les puissances concurrentes," *Revue Politique et Parlementaire* 1096 (2020) : p. 4. <https://www.revuepolitique.fr/mesurer-la-regression-du-soft-power-americain-et-les-opportunités-pour-les-puissances-concurrentes/>

²⁶⁷ Wike, Stokers, Poushter and Fetterolf, "U.S. Image Suffers as Publics Around World."

La dynamique du soft power fonctionne dans les deux sens : un Etat peut influencer les préférences des publics ciblés, mais pour que son soft power soit efficace il faut qu'il soit à l'écoute de leurs exigences et de leurs attentes afin de pouvoir y répondre dans un deuxième temps. Ce qui nous fait avancer la deuxième hypothèse :

Hypothèse 2 : ***Donald Trump a été « réceptif » à l'opinion publique nationale et étrangère.***

« Réceptif » renvoie dans ce cas-ci à cette capacité d'écoute qui est cruciale pour développer un soft power effectif. Au vu du manque de popularité des décisions de Trump, il est évident qu'il ne mit pas de point d'honneur à rendre ses décisions attrayantes et inclusives pour tous. La réponse à la première hypothèse a mis en lumière les dégâts que Trump a infligés au soft power américain. Ce qu'il s'agit ici de comprendre en répondant à la deuxième hypothèse, c'est comment et pourquoi a-t-il endommagé le soft power américain.

L'analyse de sa personnalité et de sa vision du monde, au travers de la théorie de Barber, permet de donner des éléments de réponse. Le président a une personnalité narcissique et égocentrique qui impacte sa capacité d'empathie envers autrui, comme l'a démontré la crise du Covid-19 durant laquelle il ne fut pas en mesure de propager un message réunificateur et de soutien envers les personnes et les familles touchées par l'épidémie. L'empathie lui manqua également quand il rencontra la famille de George Floyd, qui témoigna par après ne pas avoir apprécié sa rencontre avec le président. Face à la vague d'inquiétude qui submergea l'Amérique suite à la résurgence des violences policières, Trump ne fut pas capable de trouver les mots rassurants dont le pays avait besoin. L'analyse démontre qu'il ne se soucie guère que de lui-même et ne prend que rarement en compte l'avis des autres. Même celui de son entourage. Le mandat de Donald Trump est parsemé de décisions qu'il a prises sans consulter ni ses conseillers, ni les experts.

Trump a dégradé le soft power de son pays parce qu'il l'a ignoré. Cette négligence découle de sa vision Hobbesienne du monde. Il ne comprend les relations humaines qu'à travers le prisme du rapport de force. Dès lors, ses rapports aux autres sont teintés de méfiance et de manipulation. En tant que président des Etats-Unis, il a extrapolé cette vision au niveau étatique. En cela, Donald Trump rejoint les sceptiques du soft power, dont la critique principale est que les Etats-Unis seraient trop puissants pour avoir besoin de tenir compte de l'opinion des autres Etats.²⁶⁸ Ce n'est pas par hasard que Trump a choisi les slogans « *Make America Great Again* » et « *America First* » pour caractériser sa campagne électorale et son mandat présidentiel : il n'a pas soigné sa diplomatie publique, parce qu'il est convaincu que les Etats-Unis n'ont pas besoin des autres Etats pour prospérer. L'Amérique, en tant que

²⁶⁸ Nye, *Soft Power: The Means to Success*, p. 128.

superpuissance, possède assez de ressources et de capacités pour s'en sortir seule. Dès lors il ne sert à rien d'investir dans la diplomatie publique. Or, prévient Nye, en manquant de soigner sa diplomatie publique, et son soft power par la même occasion, on risque de perdre en pouvoir d'influence, ce qui rend la coopération et les concessions de la part des autres plus difficiles à obtenir : « *Power in the global information age will come not just from strong defenses, but from strong sharing.* »²⁶⁹ En refusant de prendre en compte l'opinion publique étrangère et nationale, le président Trump a, sans s'en rendre compte, payé le prix fort sur le soft power américain.

En conclusion, rappelons que l'influence qu'a pu avoir le président Trump sur le soft power des Etats-Unis, notamment à travers sa politique étrangère et ses valeurs politiques, n'est pas unique. Un océan d'autres sources qui impactent tout autant ce soft power, existe. D'ailleurs, la principale critique faite à la notion même de « soft power » est qu'elle englobe trop de facteurs à prendre en compte dans sa définition. Nye parle de culture, de politique étrangère et de valeurs politiques. Or, s'il faut tenir compte des trois cela forme un vaste champ de possibles sources de soft power à étudier et à manier. Tellement vaste qu'il devient difficile de savoir d'où vient le soft power exactement. Cela rend le concept également flou, voir même inutile pour certains. Ainsi, Ying Fan se pose des questions dans son article : si on dit qu'une nation a du soft power, de qui parle-t-on exactement ? Est-ce le gouvernement qui manie le soft power ? Les ONG ? Certains individus ? Et quelles sont les sources exactes qui produisent le soft power ? Une autre interrogation qu'elle soulève est la question du bénéficiaire : qui bénéficie du soft power et qui en pâtit ? Ce n'est pas possible que tout le monde bénéficie à tout moment du soft power.²⁷⁰ Et puis surtout, ces trois sources, à quoi font-elles référence ? La politique étrangère, par exemple, n'est pas une source de soft power d'après Fan:

« *First, policy, by definition, is the course or general plan of action adopted by a state. A country's foreign policy itself is not a separate form of soft power but the mere manifestation of its hard power. [...] No matter how attractive the style of a country's foreign policies it cannot be separated from its substance, which is an integral part of hard power.* »²⁷¹

Ensuite il faut d'après elle aussi éliminer les valeurs politiques comme source de soft power, qui feraient partie intégrante de la culture d'une société. Il ne resterait alors plus que la culture comme source valable: « *Thus, with only one component left, this makes the concept simpler and much clearer: soft power is cultural power.* »²⁷² Alexandre Bohas arrive à la même

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 133.

²⁷⁰ Fan, "Soft Power: Power of Attraction or Confusion?," p. 148.

²⁷¹ *Ibid.*, 149.

²⁷² *Ibid.*

conclusion dans son article, qui reproche également à Nye sa définition trop large du soft power.²⁷³ Son argument principal est le suivant: la montée globale de l'antiaméricanisme n'a pas empêché ces détracteurs de continuer à consommer des produits américains et de copier le mode de vie américain. Bohas affirme que la critique générale est dirigée contre le gouvernement américain, ses politiques étrangère et militaire, non pas contre l'Amérique en tant que telle :

*« If there is a discontent, it is more against the US government as a world power than against America and it has to do with structures of meanings and collective imaginary. The two entities are interrelated since the former benefits clearly from the success of the latter. This differentiation points to a fundamental paradox that reflects cultural power. People can be anti-American – that is, against US foreign policy – and still consume American goods and plainly sustain the hegemon. »*²⁷⁴

Ces critiques sont intéressantes, car elles posent la question de la « durabilité » de l'empreinte qu'un président américain laisse sur l'imaginaire collectif étranger. Donald Trump, à travers ses choix et sa personnalité, a indéniablement impacté l'image que l'opinion publique étrangère et nationale se sont faites de lui et de son pays, en provoquant mécontentement, désapprobation et peur. Mais si les reproches de cette opinion publique se limitaient aux choix politiques du président, comme l'affirment Fan et Bohas, alors y a-t-il eu un réel impact de ces choix politiques sur le soft power américain ? Ce mémoire a prouvé que oui, il y en a eu un. Et il est même possible d'affirmer que la façon dont Donald Trump a mené ses choix politiques a dégradé l'état du soft power américain. Or, ce qu'il reste à savoir, c'est si cette empreinte que laissa le président Trump sur le soft power américain est « indélébile ». Va-t-elle perdurer au-delà de ses quatre ans de mandat?

²⁷³ Alexandre Bohas, "The Paradox of Anti-Americanism: Reflection on the Shallow Concept of Soft Power," *Global Society* 20, no. 4 (2006): p. 397. <https://doi.org/10.1080/13600820600929721>

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 396.

Bibliographie

Monographies

Barber, James. *The Presidential Character: Predicting Performance in the White House*. New York: Pearson Longman, 2009. 4th edition.

Boczkowski, Pablo J., and Zizi Papacharissi, ed. *Trump and the Media*. Cambridge, Massachusetts: The MIT Press, 2018.

Cartillier, Jérôme, and Gilles Paris. *Amérique années Trump*. Paris : Gallimard (Esprits du Monde), 2020.

Edwards, George C. *Changing their minds? : Donald Trump and presidential leadership*. Chicago: University of Chicago Press, 2021.

Gilmore, Jason, and Charles Rowling. *Exceptional Me: How Donald Trump Exploited the Discourse of American Exceptionalism*. London: I.B. Tauris, 2021.

Halévi, Ran. *Le chaos de la démocratie américaine : Ce que révèle l'émeute du Capitole*. Paris : Gallimard (Le débat), 2022.

Morgenthau, Hans J. *Politics among Nations: The Struggle for Power and Peace*. New York: Alfred A. Knopf, 1948. 1st edition.

Nye, Joseph Jr. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New York: Public Affairs, 2005.

Smith, Robert C. *Questions of Character: The Presidency of Donald J. Trump*. Boulder, Colorado: Lynne Rienner Publishers, 2022.

Viennot, Bérengère. *La langue de Trump*. Paris : Les arènes, 2019.

Woodward, Bob. *Fear: Trump in the White House*. New York: Simon & Schuster, 2018.

Articles scientifiques

Babbit, Eileen F. "Will the Trump Administration change International Diplomacy?" *Negotiation Journal* 35, no. 1 (January 2019): 117 – 119. [https://www.researchgate.net/publication/330730545 Will the Trump Administration Change International Diplomacy](https://www.researchgate.net/publication/330730545_Will_the_Trump_Administratio_n_Change_International_Diplomacy)

Bohas, Alexandre. "The Paradox of Anti-Americanism: Reflection on the Shallow Concept of Soft Power." *Global Society* 20, no. 4 (2006): 395 – 414. <https://doi.org/10.1080/13600820600929721>

- Campbell, James E., Alan I. Abramowitz, Helmut Norpoth, Michael Lewis-Beck, et al. "A Recap of the 2016 Election Forecasts." *PS: Political Science & Politics* 50, no. 2 (April 2017). <https://www.cambridge.org/core/journals/ps-political-science-and-politics/article/abs/recap-of-the-2016-election-forecasts/47D0EEDD5030B5F152AEB9B92A94DCE1>
- Fan, Ying. "Soft Power: Power of Attraction or Confusion?" *Place Branding and Public Diplomacy* 4 (2008): 147 – 158. <https://doi.org/10.1057/pb.2008.4>
- Garrett, Terence. « The Security Apparatus, Federal Magistrate Courts, and Detention Centers as Simulacra: The Effects of Trump's Zero Tolerance Policy on Migrants and Refugees in the Rio Grande Valley." *Political Science Faculty Publications and Presentations* 4 (2020). <https://doi.org/10.1111/polp.12348>
- Gowan, Richard. "The Unintended International Consequences of Donald J. Trump." *Zeitschrift für Politikwissenschaft* 27 (2017): 371 – 377. <https://doi.org/10.1007/s41358-017-0107-y>
- Hult, Karen M. "Assessing the Trump White House." *Presidential Studies Quarterly* 51 (2021): 35 – 50. <https://doi.org/10.1111/psq.12700>
- Kim, Myunghee, and Jonathan O. Knuckey. "Trump and US Soft Power." *Policy Studies* 42, no. 5-6 (2021): 682 – 698. <https://doi.org/10.1080/01442872.2021.1950668>
- Lesperance, Wayne F. Jr. "American Foreign Policy and the 2016 Presidential Election." *Society* 53, no. 5 (2016): 498 – 502. <https://doi.org/10.1007/s12115-016-0056-y>
- Liu, Huchen, and Gary C. Jacobson. "Republican Candidates' Positions on Donald Trump in the 2016 Congressional Elections: Strategies and Consequences." *Presidential Studies Quarterly* 48, no. 1 (March 2018): 49 – 71. <https://doi.org/10.1111/psq.12414>
- Nohra, Fouad. "Mesurer la régression du soft power américain et les opportunités pour les puissances concurrentes." *Revue Politique et Parlementaire* 1096 (Novembre 2020). <https://www.revuepolitique.fr/mesurer-la-regression-du-soft-power-americain-et-les-opportunités-pour-les-puissances-concurrentes/>
- Nye, Joseph S. Jr. "Public Diplomacy and Soft Power." *The Annals of the American Academy of Political and Social Science* 616 (2008): 94 – 109. <https://www.jstor.org/stable/25097996>
- Nye, Joseph S. Jr. "Soft Power and American Foreign Policy." *Political Science Quarterly* 119, no. 2 (2004): 255 – 270. <https://www.jstor.org/stable/20202345>

Nye, Joseph S. Jr. "The Rise and Fall of American Hegemony from Wilson to Trump." *International Affairs* 95, no. 1 (2019): 63 – 80. <https://doi.org/10.1093/ia/iiy212>

Sandlin, Evan W. "The Trump Administration versus Human Rights: Executive Agency or Policy Inertia?" *Human Rights Revue* (2022). <https://doi.org/10.1007/s12142-021-00651-z>

Documents de travail

Struye de Swielande, Tanguy. "Trump and Covid-19 : The Arrogance of Ignorance." *CECRI*, commentary paper 68 (2020). <http://hdl.handle.net/2078.1/229759>

Critiques de livres

Cristo, Donna A. Review of *Soft Power: the Means to Success in World Politics*, by Joseph S. Nye. *The American Economist* 49, no. 2 (2005): 99 – 100. <https://www.jstor.org/stable/25604333>

Articles de presse

« A Timeline of COVID-19 Developments in 2020. » *AJMC*, January 1, 2021. <https://www.ajmc.com/view/a-timeline-of-covid19-developments-in-2020>

"Arizona man dies after attempting to take Trump coronavirus 'cure'." *The Guardian*, March 24, 2020. <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/24/coronavirus-cure-kills-man-after-trump-touts-chloroquine-phosphate>

Barron, Laignee. "'A New Low.' The World Is Furious at Trump for His Remark About 'Shithole Countries'." *Time*, January 12, 2018. <https://time.com/5100328/shithole-countries-trump-reactions/>

« Charlottesville : ce que l'on sait des manifestations d'extrême droite qui ont dégénéré. » *Le Monde*, 12 août 2017. https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2017/08/12/aux-etats-unis-un-rassemblement-d-extreme-droite-interdit-a-charlottesville_5171800_3222.html

Collinson, Stephen. "Trump weaponizes the Presidency after impeachment victory." *CNN*, February 10, 2020. <https://edition.cnn.com/2020/02/10/politics/donald-trump-presidency-joe-biden-impeachment/index.html>

Flegenheimer, Matt, and Michael Barbaro. "Donald Trump is Elected President in Stunning Repudiation of the Establishment." *The New York Times*, November 9, 2016. <https://www.nytimes.com/2016/11/09/us/politics/hillary-clinton-donald-trump-president.html>

Fung, Brian. "Twitter bans President Trump permanently." *CNN Business*, January 9, 2021. <https://edition.cnn.com/2021/01/08/tech/trump-twitter-ban/index.html>

Goldberg, Jeffrey. "The Man Who Couldn't Take It Anymore." *The Atlantic*, October 2019. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2019/10/james-mattis-trump/596665/>

Hanson, Hilary. "Trump Mocking Physical Disabilities Is Nothing New." *Huffpost*, November 26, 2015. https://www.huffpost.com/entry/trump-mocks-disabled-reporter_n_56572101e4b072e9d1c1d1c0

Hessler, Lee. "Militarism and the Trump Agenda." *Liberation*, February 10, 2017. <https://www.liberationnews.org/militarism-and-the-trump-agenda/>

Johnson, Jenna, and David Weigel. "Donald Trump calls for 'total' ban on Muslims entering United States." *Washington Post*, December 8, 2015. https://www.washingtonpost.com/politics/2015/12/07/e56266f6-9d2b-11e5-8728-1af6af208198_story.html

Kessler, Glenn. "Trump Made 30,573 False or Misleading Claims as President. Nearly Half Came in His Final Year." *The Washington Post*, January 23, 2021. https://www.washingtonpost.com/politics/how-fact-checker-tracked-trump-claims/2021/01/23/ad04b69a-5c1d-11eb-a976-bad6431e03e2_story.html

Lee, Matthew, and Aamer Madhani. "Biden Administration Responds to Iran's Offer to Resume Nuclear Deal." *PBS News Hour*, August 24, 2022. <https://www.pbs.org/newshour/world/biden-administration-responds-to-irans-offer-to-resume-nuclear-deal>

Mark, Michelle. "I don't know who's telling the president this is a good idea': Former ICE director says Trump's wall makes 'so little sense'." *Insider*, January 22, 2019. <https://www.insider.com/former-ice-director-sarah-saldana-says-trumps-wall-doesnt-stop-true-threat-2019-1>

McCarthy, Niall. "End of The Road For Trump's Twitter Account." *Statista*, January 11, 2021. <https://www.statista.com/chart/19561/total-number-of-tweets-from-donald-trump/>

Milman, Oliver. "Biden Returns US to Paris Climate Accord Hours After Becoming President." *The Guardian*, January 20, 2021. <https://www.theguardian.com/environment/2021/jan/20/paris-climate-accord-joe-biden-returns-us>

Oprysko, Caitlyn. "Trump Goes Low in His Insults About Biden." *Politico*, November 6, 2019. <https://www.politico.com/story/2019/06/11/donald-trump-joe-biden-mentally-weak-1360055>

Patrick, Stewart. "The World Order is starting to Crack." *Foreign Policy*, July 25, 2018. <https://foreignpolicy.com/2018/07/25/the-world-order-is-starting-to-crack/>

Quiers, Théo. "2020. L'année qui a bouleversé les Etats-Unis – Épisode 2 : La crise du coronavirus, une épreuve nationale qui divise plus qu'elle ne rassemble." *Classe Internationale*, 16 octobre 2020. <https://classe-internationale.com/2020/10/16/2020-lannee-qui-a-bouleverse-les-etats-unis-episode-2-la-crise-du-coronavirus-une-epreuve-nationale-qui-divise-plus-quelle-ne-rassemble/>

Remnick, David. "Trump and Putin: A Love Story." *The New Yorker*, August 3, 2016. <https://www.newyorker.com/news/news-desk/trump-and-putin-a-love-story>

Roos, Dave. "How Many US Presidents Have Faced Impeachment?" *History*, October 21, 2019. <https://www.history.com/news/how-many-presidents-impeached>

Roth, Richard. "UN Leader: US leaving Paris Accord will Harm its Global Influence." *CNN*, May 31, 2017. <https://edition.cnn.com/2017/05/30/politics/antonio-guterres-climate-change/index.html>

Schmidt, Michael S. "Hillary Clinton Used Personal Email Account at State Dept., Possibly Breaking Rules." *The New York Times*, March 2, 2015. <https://www.nytimes.com/2015/03/03/us/politics/hillary-clintons-use-of-private-email-at-state-department-raises-flags.html>

Stern, Mark Joseph. "Trump is Trampling Dozens of Laws to Build his Border Wall." *Slate*, February 18, 2020. <https://slate.com/news-and-politics/2020/02/trump-real-id-border-wall.html>

"Trump Migration Separation Policy: Children 'in Cages' in Texas." *BBC*, June 18, 2018. <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-44518942>

Wolfe, Daniel, and Daniel Dale. "It's going to disappear': A timeline of Trump's claims that Covid-19 will vanish." *CNN*, October 31, 2020.

<https://edition.cnn.com/interactive/2020/10/politics/covid-disappearing-trump-comment-tracker/>

Woolf, Nicky. “‘Nasty Woman’: Trump Attacks Clinton During Final Debate.” *The Guardian*, October 20, 2016. <https://www.theguardian.com/us-news/2016/oct/20/nasty-woman-donald-trump-hillary-clinton>

Interviews

Stack, Liam, Jonah Engel Bromwich, Karen Workman and Tim Herrera. “Donald Trump’s New York Times Interview: Full Transcript.” Interview. *New York Times*, November 23, 2016. <https://www.nytimes.com/2016/11/23/us/politics/trump-new-york-times-interview-transcript.html>

Classements et sondages

Dimock, Michael, and John Gramlich. “How America Changed During Donald Trump’s Presidency.” *Pew Research Center*, January 29, 2021. <https://www.pewresearch.org/2021/01/29/how-america-changed-during-donald-trumps-presidency/>

The Soft Power 30. “Overall ranking 2019” accessed August 5, 2023. <https://softpower30.com/>

Wike, Richard, Bruce Stokers, Jacob Poushter and Janell Fetterolf. “U.S. Image Suffers as Publics Around World Question Trump’s Leadership.” *Pew Research Center*, June 26, 2017. <https://www.pewresearch.org/global/2017/06/26/u-s-image-suffers-as-publics-around-world-question-trumps-leadership/>

Wike, Richard, Jacob Poushter, Laura Silver, Janell Fetterolf and Mara Mordecai. “America’s Image Abroad Rebounds With Transition From Trump to Biden.” *Pew Research Center*, June 10, 2021. <https://www.pewresearch.org/global/2021/06/10/americas-image-abroad-rebounds-with-transition-from-trump-to-biden/>

Wike, Richard, Janell Fetterolf and Mara Mordecai. “U.S. Image Plummets Internationally as Most Say Country Has Handled Coronavirus Badly.” *Pew Research Center*, September 15, 2020. <https://www.pewresearch.org/global/2020/09/15/us-image-plummets-internationally-as-most-say-country-has-handled-coronavirus-badly/>

Transcriptions de vidéos

Makela, Mark. "Donald Trump's Taped Comments About Women." Video Transcript, *The New York Times*, October 8, 2016, 0:00 to 3:02.

<https://www.nytimes.com/2016/10/08/us/donald-trump-tape-transcript.html>

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad